





**POUR UN MARXISME
SOCIOLOGIQUE**

DANS LA MÊME COLLECTION

Alain Badiou, *Qu'est-ce que j'entends par marxisme ?*, 2016.

Antonio Negri, *Travail vivant contre capital*, 2018.

Judith Butler, *Deux lectures du jeune Marx*, 2019.

Ouvrage publié avec le soutien du laboratoire IDHES de l'ENS
Paris-Saclay.

© 2021, Michael Burawoy

© 2021, Les éditions sociales (LDES) pour l'édition française

21, rue Mélingue, 75019 Paris

ecrire@editionssociales.fr

www.editionssociales.fr

Diffusé par Hobo, distribué par Makassar

ISBN 978-2-35367-081-9

POUR UN MARXISME SOCIOLOGIQUE

MICHAEL BURAWOY
ERIK OLIN WRIGHT

Un texte de Michael Burawoy et Erik Olin Wright
sur le marxisme sociologique
suivi d'une conférence donnée par Michael
Burawoy au séminaire étudiant Lectures de Marx.

Traduction par Juan Sebastian Carbonell,
Vincent Heimendinger et Ulysse Lojkine

les irrégulières
2021
«éditions sociales»



Ce livre a été conçu et traduit par Juan Sebastian Carbonell,
Vincent Heimendinger et Ulysse Lojkine.

Merci à Yohann Douet, Quentin Fondu et Marion Leclair pour
leur relecture.



POUR UN MARXISME SOCIOLOGIQUE¹

Michael Burawoy
et Erik Olin Wright

Les prises de position sur la théorie sociale marxiste adoptent généralement l'une de ces quatre attitudes :

1. *Propager le marxisme.* Le marxisme est une vision globale du monde qui permet de comprendre le monde social. Il fournit à la fois les armes théoriques nécessaires pour s'attaquer aux mystifications du capitalisme, et le projet susceptible de mobiliser les masses en vue de cette lutte. La tâche centrale des intellectuels marxistes est de présenter le noyau révolutionnaire du marxisme pour que son influence progresse, en particulier parmi les classes opprimées. Le marxisme a ainsi souvent pris la forme d'une doctrine figée, mais on peut en faire une idéologie efficace sans le réduire à des croyances rigides et dogmatiques. Le principal enjeu est de rendre le marxisme

1. La version originale de ce texte est parue dans Jonathan H. Turner (dir.), *Handbook of Sociological Theory* [Manuel de théorie sociologique], Boston, Springer, 2002, p. 459-486.

accessible, d'en faire un système de croyances susceptible d'être intériorisé et de devenir structurant à l'échelle individuelle.

2. *Enterrer le marxisme.* Le marxisme est une doctrine qui ne contient à peu près aucune idée pertinente pour une étude sérieuse sur la société. La longévité du marxisme n'est due qu'à son rôle d'idéologie mobilisatrice, au sein des partis politiques, des mouvements sociaux et des États, et non à la crédibilité scientifique de ses arguments. La disparition des régimes politiques d'inspiration marxiste pourrait enfin annoncer la mort tant attendue de cette doctrine archaïque et souvent pernicieuse. Il est plus que temps d'enterrer le cadavre.

3. *Utiliser le marxisme.* Le marxisme est une source d'idées intéressantes et stimulantes, dont beaucoup restent utiles pour l'analyse contemporaine en sciences sociales. Certaines idées marxistes étaient peut-être erronées dès le début, d'autres peuvent avoir perdu de leur pertinence pour la compréhension des sociétés contemporaines. Mais la tradition marxiste contient encore de nombreuses idées et arguments utiles, qui constituent un héritage digne d'être conservé. Une grande partie de ce qu'on désigne sous le nom de « sociologie marxiste » adopte cette attitude: elle utilise certains des concepts et des thèmes propres à la tradition marxiste pour comprendre des problèmes empiriques spécifiques. Mais il n'est pas nécessaire d'être « marxiste » pour utiliser le marxisme de cette manière.

4. *Construire le marxisme.* Le marxisme est une branche de la philosophie sociale d'une grande puissance analytique; il est d'une importance vitale pour comprendre

scientifiquement les perspectives de changement et de reproduction sociale aujourd'hui et les voies contradictoires qui s'ouvrent à nous. Le marxisme est indispensable, en particulier si l'on veut changer le monde dans une voie égalitaire et émancipatrice. Cela ne signifie pas pour autant que chacun des éléments du marxisme tel qu'il existe actuellement soit pertinent. Si le marxisme aspire à être une théorie sociale à vocation scientifique, il doit être continuellement remis en question et transformé. Construire le marxisme revient donc aussi à reconstruire le marxisme. Le marxisme n'est pas une doctrine, un ensemble de vérités définitivement établies. Mais le marxisme n'est pas non plus un simple catalogue d'intuitions intéressantes sans cohérence entre elles. Si le but est d'améliorer notre capacité à comprendre le monde afin de le changer, la construction du marxisme est une tâche essentielle².

Les deux premières attitudes considèrent le marxisme essentiellement comme une idéologie: un système de

2. Le terme « marxisme » est en quelque sorte un obstacle au projet de « construction » car il suggère que la structure théorique en question est principalement définie par les écrits de ses théoriciens fondateurs. Le marxisme dégénère souvent en marxologie. Cela équivaudrait à désigner la biologie de l'évolution sous le terme de « darwinisme », un terme utilisé principalement par les créationnistes dans leurs efforts pour suggérer que la théorie de l'évolution est une idéologie plutôt qu'une théorie scientifique. Engels a proposé le terme « socialisme scientifique » pour la tradition théorique lancée par Marx – Marx lui-même avait d'ailleurs déclaré : « je ne suis pas un marxiste ». Néanmoins, puisque la tradition dont nous parlons s'appelle bien « marxisme », nous continuerons à utiliser cette étiquette dans ce texte.

croyances auquel les gens adhèrent, et qui fournit des interprétations du monde et des raisons d'agir. Toutes deux entrent en tension avec l'aspiration du marxisme à être une science sociale. La première attitude se concentre sur le pouvoir de persuasion du marxisme plutôt que sur sa validité scientifique, la seconde considère le marxisme soit comme une théorie entièrement fautive, soit comme une théorie moralement et politiquement dangereuse.

La sociologie, du moins telle qu'elle est actuellement pratiquée aux États-Unis, a surtout abordé le marxisme selon le troisième mode – utiliser le marxisme. Certains sociologues appellent, bien sûr, à enterrer le marxisme, et à certaines périodes, dans la sociologie américaine, les idées marxistes ont été largement marginalisées³. Mais,

3. Jusqu'à l'époque de la guerre froide, la sociologie américaine a largement ignoré Marx et le marxisme. C'était vrai aussi pour l'école de Chicago – qui voyait dans le marxisme une propagande sans rapport aucun avec les sciences sociales – que pour le structuro-fonctionnalisme – qui considérait Marx comme un utilitariste dont les idées n'avaient guère de pertinence au-delà du XIX^e siècle. La guerre froide avait fait du marxisme son bouc émissaire. La sociologie politique, notamment, s'est définie en opposition au marxisme, compris comme une idéologie communiste. Ironiquement, cette tentative d'enterrer le marxisme lui a donné de l'espace et de la reconnaissance – une reconnaissance qui s'est affirmée dans les années 1960 grâce aux travaux de ceux qui considéraient les paradigmes dominants comme déconnectés de la réalité. Ce marxisme renouvelé s'est tourné vers les premiers écrits de Marx contre l'ordre américain, mais aussi contre le totalitarisme communiste. Aujourd'hui, ceux qui soutiennent que le concept de classe n'est plus pertinent pour l'analyse des sociétés contemporaines essaient de nouveau d'enterrer le marxisme. Dans ce chapitre, nous nous opposons à cette perspective en soutenant le

à d'autres moments et en certains lieux, un courant intellectuel important au sein de la sociologie a entrepris de « construire le marxisme ». Et la majeure partie de la sociologie américaine a accepté le marxisme comme l'une des sources de « l'imagination sociologique⁴ ». Les cours de théorie sociologique comprennent généralement des présentations pleines de respect pour Marx, Weber et Durkheim, en tant que « pères fondateurs » des principaux courants dans l'histoire de la sociologie. Durkheim est identifié aux normes et aux problèmes d'intégration sociale, Weber à la rationalisation et à la sociologie compréhensive, et Marx aux classes et aux conflits. Les études sur la politique et sur l'État empruntent fréquemment à la tradition marxiste ses préoccupations pour l'influence politique du monde des affaires, pour les contraintes économiques pesant sur l'action de l'État, et pour la dimension de classe des partis et des mouvements politiques. Les discussions sur l'économie mondiale traitent généralement de la mondialisation du capital, du pouvoir des multinationales et de la façon dont les marchés internationaux affectent les conditions de vie locales, des thèmes chers à la tradition marxiste depuis Marx lui-même. Les discussions sur le travail portent souvent sur le procès de travail, sur le problème de l'extraction de l'effort des travailleurs et sur l'impact

contraire, à savoir que la classe reste au cœur de la dynamique et de la reproduction du capitalisme.

4. N.d.T.: Les auteurs font ici référence à l'ouvrage du sociologue américain Charles Wright Mills, *L'Imagination sociologique*, Paris, La Découverte, 2006 [1959].

de la technologie sur leur qualification. Les débats sur le changement social portent sur les contradictions. Et par-dessus tout peut-être, les analyses sur les conflits sociaux sont inspirées par l'idée marxiste fondamentale selon laquelle les conflits sont le produit de clivages sociaux structureaux, et non simplement par des identités subjectives. Souvent, la filiation marxiste de ces thèmes et de ces idées se perd complètement. Au lieu d'utiliser le marxisme en tant que marxisme, les idées marxistes sont simplement absorbées de manière diffuse dans les courants dominants de la sociologie. Mais utiliser le marxisme peut aussi être une pratique consciente qui vise à développer les idées marxistes pour réaffirmer sans cesse la pertinence de la tradition marxiste pour les recherches sociologiques.

Construire le marxisme est l'attitude la plus ambitieuse vis-à-vis de la tradition marxiste; elle propose d'aller au-delà du simple usage, explicite ou implicite, des catégories marxistes, pour aborder de front une série de problèmes sociologiques. L'objectif est alors de contribuer au développement du marxisme en tant que structure théorique cohérente, en identifiant ses lacunes et en reconstruisant ses raisonnements. En pratique, cette attitude implique des prises de position normatives fortes, et pas seulement la croyance dans la validité scientifique des idées marxistes. Sans un engagement sérieux au service de la critique radicale des institutions capitalistes et du projet politique d'une alternative égalitaire et émancipatrice, qui se donnerait la peine de construire et reconstruire le marxisme en tant que structure théorique cohérente, tâche intellectuelle des

plus exigeantes⁵ ? La construction du marxisme en tant que projet intellectuel est donc profondément liée au projet politique de contestation du capitalisme comme ordre social⁶.

Dans ce texte, nous allons avant tout élaborer les contours fondamentaux de cette quatrième attitude vis-à-vis du marxisme. Dans la première section, nous commençons par exposer les grandes lignes de la théorie marxiste traditionnelle du capitalisme, point de départ pour la construction de ce que nous appellerons le marxisme sociologique.

PLANTER LE DÉCOR : LES PRINCIPAUX ÉLÉMENTS DE LA THÉORIE MARXISTE

Bien qu'il n'y ait guère de consensus sur ce qui constitue les éléments essentiels du marxisme, que ce soit parmi les marxistes eux-mêmes ou parmi les commentateurs non-marxistes du marxisme, la plupart conviendraient que le

5. On peut, bien sûr, soutenir le projet politique et normatif marxiste de la critique égalitaire du capitalisme tout en rejetant le projet théorique de construction du marxisme au motif que les failles de la tradition marxiste rendent cette tâche sans espoir.

6. Construire le marxisme n'implique pas la conviction que le marxisme doit aspirer à être une grande théorie générale, ni même qu'il puisse à lui seul fournir une base théorique complète pour un changement social émancipateur. Le vaste projet de développement des ressources théoriques en vue d'un changement social émancipateur nécessite aussi, entre autres, la construction du féminisme et la construction d'une théorie culturelle critique. La construction du marxisme et celle du féminisme sont des tâches complémentaires, et non pas intrinsèquement concurrentes.

noyau du marxisme est constitué d'une théorie du capitalisme en tant que type particulier de société de classe⁷. C'est la dimension de la théorie marxiste qui est la plus intimement liée au projet politique marxiste de remise en cause radicale du capitalisme, et c'est sur celle-ci que nous allons nous concentrer.

Les principaux développements de la théorie du capitalisme au sein de la tradition marxiste se répartissent en trois ensembles théoriques : 1. une théorie de la trajectoire et du destin du capitalisme, 2. une théorie de la reproduction contradictoire du capitalisme, et 3. une théorie de l'émancipation par le socialisme et le communisme comme alternatives au capitalisme. Si chacun de ces ensembles théoriques est interconnecté avec les

7. Comme il existe de nombreux marxismes, il est souvent plus logique de parler de « la tradition marxiste » que du « marxisme » en tant que tel. Alvin Gouldner (*The Two Marxisms: Contradictions and Anomalies in the Development of Theory* [Les deux marxismes. Contradictions et anomalies dans le développement de la théorie], New York, Seabury Press, 1980 ; et *Against Fragmentation: The Origins of Marxism and the Sociology of Intellectuals* [Contre la fragmentation. Les origines du marxisme et la sociologie des intellectuels], Oxford, Oxford University Press, 1985), par exemple, soutient que s'il existe deux marxismes (critique et scientifique), ils forment une « communauté linguistique », un terrain de débats, une culture du discours critique, plutôt qu'une théorie unifiée. Dans *Sur le marxisme occidental* (trad. Dominique Letellier et Serge Niémetz, Paris, éditions Maspero, 1977 [1976]), Perry Anderson affirme également qu'il existe deux marxismes – classique et occidental – mais que le second est une déviation du chemin véritable tracé par le premier, qui reflète la défaite des mouvements révolutionnaires. Mais P. Anderson établit entre les deux un dialogue interne qui donne une cohérence au marxisme dans son ensemble.

autres, ils n'en ont pas moins une autonomie considérable, et suivant les époques dans l'histoire du marxisme, l'un ou l'autre a été mis en avant.

Dans les propres travaux de Marx, les développements théoriques les plus élaborés et les plus systématiques appartiennent au premier de ces trois ensembles. La principale réalisation de Marx dans le domaine de l'économie politique a été de rendre compte des « lois du mouvement » du capitalisme et de la façon dont elles ont propulsé le développement capitaliste selon une trajectoire particulière et vers une certaine destination. Marx n'a pas consacré beaucoup d'énergie à l'élaboration d'une véritable théorie de cette destination – le socialisme –, que ce soit à propos des principes normatifs que le socialisme devrait incarner, ou des structures institutionnelles susceptibles de le rendre réalisable et durable. Le pan normatif de l'œuvre de Marx a plutôt d'abord pris la forme d'une critique du capitalisme en tant qu'ordre social caractérisé par l'aliénation, l'exploitation, le fétichisme, la mystification, l'humiliation, l'appauvrissement, l'anarchie du marché, etc. Le dépassement du capitalisme par le socialisme, puis finalement par le communisme, a ainsi été décrit comme la simple négation de ces caractéristiques, une utopie théorique – implicite et non élaborée – qui aurait éliminé tous les travers moraux du capitalisme : une société sans aliénation, sans exploitation, sans fétichisme, etc. Bien qu'il y ait de brefs passages de son œuvre où Marx mène une réflexion sur ce que pourrait être le socialisme – certains passages de la *Critique du programme de Gotha* abordent la question des principes normatifs et ses écrits sur la Commune de Paris évoquent des principes de conception

pour les institutions socialistes⁸ –, ces questions ne font l'objet d'aucune réflexion théorique soutenue.

Marx a accordé davantage d'attention au problème de la reproduction sociale contradictoire du capitalisme au fil de sa trajectoire historique de développement. Il développe des réflexions importantes et suggestives sur le rôle de l'État et de l'idéologie dans la reproduction des rapports de classe, en particulier dans ses affirmations à vocation programmatique sur la base et la superstructure dans la préface à la *Contribution à la critique de l'économie politique*⁹; mais aussi dans d'autres passages où il aborde le caractère contradictoire de cette reproduction¹⁰. De

8. N.d.T. : La plupart des écrits de Karl Marx (et de Friedrich Engels) sur la Commune sont rassemblés dans Karl Marx et Friedrich Engels, *Sur la Commune de Paris. Textes et controverses*, éd. Stathis Kouvélakis, Paris, Les Éditions sociales, 2021.

9. Dans *Karl Marx's Theory of History: A Defence* [Une défense de la théorie de l'histoire de Karl Marx] (Princeton, Princeton University Press, 1978) et dans *History, labour, and freedom: Themes from Marx* [Histoire, travail et liberté: autour de Marx] (Oxford, Clarendon Press, 1988), Gerald A. Cohen expose la présentation la plus rigoureuse des implications de cette brève affirmation de Marx pour l'élaboration d'une théorie générale de la reproduction du capitalisme.

10. Dans *L'Idéologie allemande*, Marx et Engels (trad. Henri Auger, Gilbert Badia, Jean Baudrillard, Renée Cartelle, Paris, Éditions sociales, 2012 [1845-1846]) caractérisent les idées dominantes de chaque époque comme celles des classes dominantes. Dans *Le Manifeste du parti communiste* (trad. Émile Bottigelli, Paris, Flammarion, 1999 [1848]), ils désignent l'exécutif de l'État moderne comme étant « un comité qui gère les affaires communes de la classe bourgeoise tout entière ». Ce sont leurs conceptions les plus fonctionnalistes de l'État et de l'idéologie, alors que dans *Le Dix-huit Brumaire de Louis Bonaparte* ([1852] in Karl Marx, *Les*

manière plus significative, ce sont dans ses analyses du procès de travail et du fétichisme de la marchandise que Marx élabore les principaux éléments d'une théorie de la reproduction sociale dans le cadre de la production capitaliste¹¹. Néanmoins, dans son ensemble, la théorie de la reproduction contradictoire des rapports capitalistes reste extrêmement sous-développée au sein de l'œuvre de Marx : il n'y a pas de véritable théorie de l'État, il y a seulement des fragments d'une théorie de l'idéologie, et il n'y a qu'une esquisse d'une théorie de la reproduction des rapports de classe au sein de la production elle-même.

Le marxisme occidental du xx^e siècle, confronté à l'échec répété des mouvements révolutionnaires en Occident, s'est pour sa part davantage concentré sur le problème de la reproduction sociale du capitalisme. Gramsci a fourni la plus importante des premières contributions à ces discussions, en particulier par ses écrits portant sur l'hégémonie et sur le problème de la base matérielle du consentement¹². Le thème de la

Luttes de classes en France, trad. Maximilien Rubel et Louis Janover, Paris, Folio, 2008) et dans *Les luttes de classes en France (op. cit., 1964 [1850])*, Marx s'efforce de montrer comment l'expansion de la démocratie défie le capitalisme, comment le suffrage universel déchaîne la lutte des classes.

11. Voir Karl Marx, *Le Capital*, livre I, trad. Jean-Pierre Lefebvre, Paris, Les Éditions sociales, 2016 [1867], en particulier les sections 1 et 7.

12. Les *Cahiers de prison* d'Antonio Gramsci ont inspiré une littérature considérable qui a retenu non seulement son célèbre concept d'« hégémonie », mais aussi sa compréhension de l'État et de la société civile, sa théorie de l'idéologie et des intellectuels, du « sens commun » et du « bon sens », sa reconceptualisation de la lutte des classes en termes de « guerre de position » et de « guerre

reproduction sociale a ensuite été développé, principalement dans une veine fonctionnaliste, par les théoriciens critiques de l'École de Francfort dans le deuxième tiers du xx^e siècle¹³. Mais ce n'est vraiment qu'avec le renouveau du marxisme dans les années 1960 et 1970 que le problème de la reproduction contradictoire du capitalisme est devenu un sujet majeur des débats théoriques et empiriques parmi les marxistes. Le problème de la théorie normative du socialisme a également pris de l'importance, d'abord dans le contexte des débats politiques virulents parmi les marxistes sur la nature de l'Union soviétique, et, plus tard, à l'occasion des tentatives moins passionnées pour diagnostiquer les causes

de mouvement», sa réflexion sur la notion désormais célèbre de «révolution passive», son analyse des partis politiques et des syndicats, ainsi que sa sociologie comparative du fascisme, du fordisme et du communisme soviétique. Il fournit les bases, bien que sous une forme relativement fragmentaire, d'un marxisme sociologique.

13. Bien qu'ils ne soient pas aussi riches sociologiquement que les écrits de Gramsci, des classiques tels que *Histoire et conscience de classe* de György Lukács (trad. Kostas Axelos et Jacqueline Bois, Paris, Éditions de Minuit, 1960 [1923]), la *Dialectique de la raison* de Max Horkheimer et Theodor W. Adorno (trad. Éliane Kaufholz, Paris, Gallimard, 1974 [1947]), et *L'Homme unidimensionnel* (trad. Monique Wittig et Herbert Marcuse, Paris, Éditions de Minuit, 1968 [1964]) et *Eros et civilisation* (trad. Jean-Guy Nény et Boris Fraenkel, Paris, Éditions de Minuit, 1963 [1955]) de Herbert Marcuse ont tous mis l'accent sur l'omniprésence de la domination capitaliste. Ils ont souligné la façon dont les médias de masse, la culture de la consommation ont attiré les classes populaires vers l'acceptation du capitalisme, générant des processus psychologiques qui ont anéanti toute forme de résistance. Leurs pronostics étaient soit profondément pessimistes, soit des utopies imaginaires.

de la stagnation et du possible effondrement des expériences de construction du socialisme d'État. Cependant, comme dans les travaux de Marx, une grande part du versant normatif du marxisme occidental, en particulier dans les travaux de l'École de Francfort, a pris la forme d'une critique négative du capitalisme plutôt que de l'élaboration positive d'une alternative émancipatrice. Dans le contexte de l'effondrement des régimes communistes et du triomphe manifeste du capitalisme, l'élaboration d'une théorie normative positive et rigoureuse du socialisme est devenue encore plus pressante.

Dans ce qui suit, nous allons d'abord exposer les thèses centrales de la théorie marxiste traditionnelle sur le destin du capitalisme et expliquer pourquoi nous pensons que ces thèses sont insatisfaisantes. Nous nous intéresserons ensuite à la théorie de la reproduction contradictoire du capitalisme qui, selon nous, doit constituer le fondement du marxisme sociologique. Enfin, nous discuterons du problème que pose l'élaboration d'une théorie pour le projet émancipateur du marxisme.

LA THÉORIE MARXISTE CLASSIQUE DE LA TRAJECTOIRE ET DU DESTIN DU CAPITALISME

La théorie marxiste traditionnelle de la trajectoire et du destin du capitalisme est fondée sur trois thèses principales :

Première thèse : le capitalisme n'est pas viable à long terme. À long terme, le capitalisme n'est pas un ordre social viable. Le capitalisme n'est pas éternel ; selon sa dynamique interne (les « lois du mouvement »), il finira

par détruire les conditions de sa propre reproductibilité. Cela signifie que le capitalisme n'est pas seulement caractérisé par des épisodes de crise et de déclin, mais que ces épisodes ont une tendance inhérente à s'intensifier au fil du temps de manière à rendre la survie du capitalisme de plus en plus problématique.

Deuxième thèse : l'intensification de la lutte des classes anticapitaliste. Tandis que le capitalisme perd en viabilité (thèse 1), les forces de classes qui lui sont opposées se font plus nombreuses et plus puissantes¹⁴. À terme, ces forces seront suffisamment fortes et le capitalisme lui-même suffisamment faible pour qu'il puisse être renversé¹⁵. Deux

14. Dans *Le Manifeste du parti communiste* – la référence classique pour l'argument en faveur de l'intensification de la lutte des classes –, Marx et Engels montrent comment le capitalisme sème les graines de sa propre destruction en créant son fossoyeur, le prolétariat, dont les luttes se développent à partir d'attaques éparées contre le capital, jusqu'au développement des syndicats et, de là, à la constitution de partis politiques nationaux pour représenter la classe ouvrière contre l'État. Dans *Socialisme utopique et socialisme scientifique*, Engels pointe la coïncidence de l'aggravation des crises économiques et de l'intensification de la lutte des classes jusqu'à ce que finalement le prolétariat s'empare du pouvoir d'État (Friedrich Engels, *Socialisme utopique et socialisme scientifique*, trad. Jean-Numa Ducange et Pierre-Henri Lagedamon, Paris, Les Éditions sociales, 2021 [1880], p. 64).

15. La thèse de l'intensification de la lutte des classes n'implique pas que la révolution ne soit possible qu'au moment où le capitalisme devient complètement moribond et insoutenable. Quand les forces anticapitalistes compétentes prennent conscience que le capitalisme est de moins en moins viable, elles ont la possibilité de s'organiser pour le renverser avant qu'il n'atteigne le point où il s'effondrera totalement de lui-même. La non-viabilité du capitalisme est doublement importante dans cette transformation révolutionnaire : premièrement, les dispositifs qui défendent le

autres affirmations sont souvent associées à cette thèse : 1. que la destruction du capitalisme doit être une rupture plutôt qu'un changement incrémentiel (autrement dit, elle a lieu lors d'une séquence historique condensée dans le temps), et 2. que la rupture exige un renversement violent de l'État plutôt qu'une prise de pouvoir démocratique. Cependant, aucune de ces affirmations n'est inhérente à la thèse de l'intensification de la lutte des classes anticapitaliste elle-même, et elles devraient être considérées comme des propositions propres à un contexte historique plutôt que comme des thèses fondamentales du marxisme.

Troisième thèse : la transition au socialisme se fera naturellement. Puisque le capitalisme, à terme, n'est pas viable (thèse 1) et compte tenu des intérêts et de la puissance des acteurs sociaux opposés au capitalisme, après la destruction du capitalisme par l'intensification de la lutte des classes (thèse 2), le socialisme est son successeur le plus probable (ou, dans une version encore plus forte de cette troisième thèse : son successeur inéluctable). Cela est dû en partie au fait que le capitalisme lui-même crée certaines des bases institutionnelles du socialisme : les trusts concentrent la propriété ; les gains massifs de productivité ouvrent la possibilité d'une réduction du temps de travail ; les travailleurs sont pris les uns envers les autres dans une interdépendance de plus en plus étroite ; dans la société par actions, le capitaliste cesse d'être un

capitalisme sont affaiblis par l'intensification des crises avant que le capitalisme atteigne le point où il n'est plus viable ; et deuxièmement, la perspective de la disparition à terme du capitalisme joue un rôle significatif dans la mobilisation populaire contre le capitalisme.

entrepreneur actif, et ainsi de suite. Mais si le socialisme doit émerger après la disparition du capitalisme, c'est surtout parce que la classe ouvrière tirerait un énorme bénéfice du socialisme et qu'elle a le pouvoir de le créer. Le marxisme classique a parfois réservé au capitalisme une autre issue que le socialisme, comme dans la célèbre formule de Luxemburg, « Socialisme ou Barbarie¹⁶ », mais il n'est nulle part explicité théoriquement ce que serait un avenir post-capitaliste non socialiste.

Ces thèses sont censées constituer de véritables prédictions, fondées sur une compréhension des mécanismes causaux à l'œuvre dans le monde social, et ne sont pas simplement l'expression de vœux pieux ou de spéculations philosophiques. Ces prédictions tiennent à la prise en compte de deux processus causaux considérés comme ceux qui confèrent à la dynamique des systèmes économiques capitalistes sa logique fondamentale : l'exploitation des travailleurs par les capitalistes et la concurrence entre les capitalistes sur divers types de marchés. Ces deux processus génèrent les chaînes causales qui fondent les thèses sur le destin du capitalisme.

L'exploitation des travailleurs et la concurrence entre capitalistes sont les causes fondamentales des propriétés les plus saillantes du développement capitaliste : l'augmentation constante de sa capacité de production, son

16.N.d.T. : La formule « Socialisme ou Barbarie » donne son titre à la première partie de la brochure « La crise de la social-démocratie » (aussi connue sous le nom de « Brochure de Junius ») écrite par Rosa Luxemburg en 1915, alors qu'elle est en prison. Voir Rosa Luxemburg, *La Brochure de Junius, la guerre et l'Internationale (1917-1916)*, trad. Marie Hermann, *Œuvres complètes*, tome IV, Marseille, Agone, 2014.

expansion à l'échelle mondiale, la concentration et la centralisation croissantes de la production capitaliste. Cette dynamique de développement contient cependant des contradictions internes, des contradictions qui font que le capitalisme a une tendance inhérente à engendrer des crises économiques périodiques qui s'intensifient. La théorie marxiste traditionnelle des crises est complexe et il existe de nombreux types de processus causaux différents en jeu pour expliquer les perturbations de l'accumulation capitaliste. Les deux tendances les plus importantes pour expliquer le sort final du capitalisme selon le marxisme classique sont la baisse à long terme du taux de profit agrégé et, comme l'affirme en particulier Engels, les crises de surproduction toujours plus graves qu'engendre l'accumulation du capital¹⁷.

L'argument selon lequel les crises capitalistes ont une tendance intrinsèque à s'intensifier à long terme signifie qu'à mesure que le capitalisme se développe, et s'étend à l'échelle mondiale, il devient finalement de plus

17. Dans la troisième section du livre III du *Capital*, Marx soutient que la concurrence pousse les capitalistes à innover, notamment par l'introduction de nouvelles technologies, ce qui fait baisser le taux de profit et génère simultanément des crises de surproduction (Karl Marx, *Le Capital*, livre III, trad. Catherine Cohen-Solal et Gilbert Badia, 2 tomes, Paris, Éditions sociales, 1957 [1894]). Dans *Socialisme utopique et socialisme scientifique*, Engels affirme que la recherche du profit par l'innovation conduit à des crises de surproduction de plus en plus profondes, ce qui conduit à la concentration du capital, jusqu'à ce que l'État lui-même devienne un capitaliste – le capitalisme est poussé à son paroxysme, avant de s'effondrer (Friedrich Engels, *Socialisme utopique et socialisme scientifique*, *op. cit.*).

en plus difficile de maintenir le taux de profit agrégé ou de trouver de nouveaux marchés – la condition nécessaire à la poursuite de l'accumulation de capital et de l'innovation. Cela implique donc que le capitalisme devient de moins en moins viable, jusqu'à atteindre les limites de sa propre reproduction matérielle. Pour reprendre une autre formulation marxiste classique : les rapports de production deviennent des entraves au développement des forces productives¹⁸. Les deux principaux processus identifiés, interconnectés au sein du capitalisme, engendrent une première chaîne causale qui conduit donc à la prédiction forte que constitue la thèse 1 : à long terme, le système économique capitaliste

18. Cette formulation fait partie d'une théorie plus générale et plus abstraite de la trajectoire historique fondée sur le matérialisme historique. La thèse audacieuse avancée par le matérialisme historique consiste à dire qu'au sein de tout système de rapports de production basé sur des classes 1. il existe une limite au développement possible des forces productives, 2. les forces productives se développeront jusqu'à atteindre ces limites, 3. une fois ces limites atteintes – lorsque les rapports de production entraveront le développement ultérieur des forces productives – les rapports de production deviendront de plus en plus instables, et 4. qu'à terme, cette instabilité conduira à une transformation des rapports de production, permettant aux forces productives de se développer davantage. C'est cette « dialectique » entre les forces productives et les rapports de production qui fournit la dynamique fondamentale de la théorie de la trajectoire historique et lui confère un type spécifique de directionnalité. Pour une exploration systématique de la logique de cette structure théorique, voir Gerald A. Cohen, *Karl Marx's Theory of History: A Defence*, *op. cit.*

N.d.T. : La théorie de la trajectoire historique est reprise et développée par Erik Olin Wright dans *Utopies réelles* (Paris, La Découverte, 2017 [2010]), en particulier au chapitre 4.

deviendra incapable de se reproduire. Il ne peut pas durer éternellement.

La fragilité à long terme du capitalisme et l'incertitude qui pèse sur sa capacité à se reproduire ne disent cependant pas grand-chose en elles-mêmes sur le type d'ordre social qui émergerait à sa place. La question importante est ici celle des effets du capitalisme sur la structure et la formation des classes : le capitalisme ne se contente pas de développer les forces productives et de se déployer en un système mondial de marchés et de concurrence, il crée également des acteurs sociaux – la classe ouvrière – dotés d'intérêts spécifiques opposés au capitalisme et d'aptitudes spécifiques qui leur permettent de le défier. Les travailleurs ont des intérêts opposés au capitalisme pour plusieurs raisons. En premier lieu parce qu'ils sont exploités sous le capitalisme. Mais le capitalisme rend également plus précaire la vie des travailleurs, désormais exposés au chômage, à la dégradation du travail et à d'autres risques. Les intérêts matériels des travailleurs seraient donc favorisés si les rapports sociaux de production pouvaient être transformés, de rapports fondés sur la propriété privée des moyens de production – le capitalisme – en rapports fondés sur le contrôle démocratique et égalitaire de l'organisation de la production, ce qu'on a appelé le « socialisme¹⁹ ».

Qu'il y ait une classe avec des intérêts anticapitalistes ne suffit cependant pas à confirmer la thèse de la transition

19. Comme de nombreux termes marxistes, celui de « socialisme » a de plusieurs significations concurrentes. Le socialisme est souvent identifié à une forme institutionnelle spécifique, telles la propriété

naturelle vers le socialisme. Cette classe doit également avoir la capacité de défier le capitalisme. Le capitalisme, en tant que système économique, a beau sembler s'enfoncer de plus en plus dans la crise et l'irrationalité, les sociétés capitalistes disposent toutefois d'un ensemble élaboré d'institutions pour défendre et reproduire leurs rapports de classe (voir plus loin le passage sur la reproduction sociale). Ces institutions se développent parallèlement au capitalisme en réponse aux luttes de classes et aux autres menaces qui pèsent sur la reproduction capitaliste. Si le marxisme classique n'a pas systématiquement théorisé ces institutions d'appui, Marx a néanmoins reconnu que la transformation du capitalisme dépend de la capacité croissante de ses ennemis à organiser de véritables résistances contre lui.

Dans la théorie marxiste classique, la dynamique du développement capitaliste renforçait la capacité de la classe ouvrière à relever un tel défi pour diverses

centralisée des moyens de production par l'État ou la planification centrale. La propriété étatique des moyens de production n'est cependant pas une caractéristique intrinsèque au concept de socialisme compris comme propriété privée «socialisée». Le principe central consiste à rendre les rapports sociaux de production égalitaires et démocratiques. De nombreuses formes institutionnelles possibles pourraient y parvenir. Le capitalisme se présente lui aussi sous plusieurs formes institutionnelles différentes : entreprises familiales, *joint-ventures*, grands groupes, entreprises en cogestion, entreprises réglementées par l'État, etc. Le socialisme – compris comme un contrôle démocratique et égalitaire de la production – peut également être envisagé sous de nombreuses formes institutionnelles : propriété centralisée par l'État, propriété centralisée avec contrôle décentralisé, socialisme de marché et coopératives de production.

raisons : la classe ouvrière devient plus nombreuse ; elle est concentrée dans des unités de production toujours plus grandes ; les communications et l'interdépendance entre les travailleurs se renforcent ; la différenciation interne parmi les travailleurs diminue sous la pression de la déqualification et d'autres forces homogénéisantes ; leurs compétences organisationnelles se développent. Beaucoup de ces évolutions au sein du capitalisme ne renforcent pas seulement la capacité des travailleurs à lutter, elles créent aussi certaines des conditions économiques nécessaires à l'avènement du socialisme lui-même : la concentration de la propriété capitaliste et l'émergence de la société par actions rendent le capitaliste individuel de plus en plus superflu ; l'interdépendance accrue entre les travailleurs rend la production toujours plus sociale. Comme les marxistes aimaient à le dire, les conditions du socialisme sont créées des flancs mêmes du capitalisme²⁰. La classe ouvrière finit par devenir une classe révolutionnaire, à la fois dans le sens où elle a des objectifs socialistes révolutionnaires et dans le sens où elle a la capacité de faire une révolution

20. N.d.T. : L'expression renvoie à la traduction anglaise de la *Critique du programme de Gotha* : « *in the womb of capitalism* ». Citons le passage dans sa traduction française : « Ce à quoi nous avons affaire ici, c'est à une société communiste, non pas telle qu'elle s'est développée à partir de ses propres fondements, mais au contraire telle qu'elle vient de sortir de la société capitaliste ; elle porte encore les taches de naissance de la vieille société du sein de laquelle elle est sortie [*aus deren Schoß sie herkommt*], à tous égards, économiques, moraux, intellectuels. » (Karl Marx, *Critique du programme de Gotha*, Jean-Numa Ducange (éd.), trad. Sonia Dayan-Herzbrun, Paris, Les Éditions sociales, 2008 [1873], p. 57).

contre le capitalisme (thèse 2), et de créer les institutions du socialisme (thèse 3).

Pris ensemble ces arguments génèrent les prédictions fondamentales du marxisme classique sur le destin du capitalisme: le capitalisme a une tendance inhérente à créer les conditions de sa propre destruction et du triomphe du socialisme comme alternative. À mesure que la reproduction économique du capitalisme devient de plus en plus problématique et précaire, les agents ayant intérêt à transformer le capitalisme ont de plus en plus la capacité de lutter efficacement contre le capitalisme. Dans un tel contexte, il n'est guère nécessaire de spéculer sur la forme institutionnelle de l'alternative. Lorsqu'il deviendra une «nécessité historique», le socialisme s'inventera au cours d'un processus d'expérimentation pragmatique, créatif et collectif, en fonction des intérêts des acteurs sociaux concernés et de leurs aptitudes.

Il s'agit d'une théorie sociale élégante, extrêmement attrayante pour les personnes engagées moralement et politiquement pour un avenir égalitaire, démocratique et socialiste. Étant donné que les luttes pour le changement social sont toujours difficiles à mener, en particulier si l'on aspire à des transformations fondamentales des structures sociales, la certitude d'avoir les «forces de l'histoire» de son côté, et que le système contre lequel on se bat n'est pas viable, constitue un encouragement de poids²¹. La croyance en la vérité de cette théorie classique

21. Il semble que le déterminisme de cette prédiction de l'effondrement du capitalisme puisse conduire les gens à se demander: «Pourquoi devrais-je m'engager dans la lutte puisque le capitalisme

est sans doute l'une des choses qui a contribué à soutenir les luttes communistes face à des obstacles si écrasants.

Malheureusement, il y a peu de preuves de la validité scientifique de la théorie du destin du capitalisme ainsi formulée. Même si la théorie de Marx sur la dynamique et le développement du capitalisme contient de nombreuses idées pénétrantes sur les rouages du capitalisme à l'époque du capitalisme industriel précoce et non réglementé, avec ses polarisations aiguës et ses tendances aux crises chaotiques, la trajectoire réelle du capitalisme au xx^e siècle ne concorde pas avec les affirmations centrales de cette théorie.

Examinons d'abord la première thèse : le capitalisme est-il condamné à disparaître ? Bien qu'il porte en lui des tendances inhérentes aux crises, il n'y a pas de preuve empirique que ces crises aient une tendance à l'intensification à long terme. En outre, la théorie des limites intrinsèques à la viabilité du capitalisme présente chez Marx de sérieuses lacunes. Ainsi, l'argument le plus systématique de ses prédictions, la théorie de la baisse tendancielle du taux de profit, n'est pas satisfaisant. Marx croyait, sur la base de la théorie de la valeur-travail, que les profits agrégés sont exclusivement générés par le travail des travailleurs lorsqu'ils utilisent les moyens de production (ce qu'il appelait « le travail vivant »). L'intensité du capital (ou ce que Marx appelait « la composition organique du

est condamné par les lois de l'histoire, que je m'engage ou non ? » En fait, puisque l'un des principaux obstacles à la participation des gens à la lutte est la crainte que les sacrifices soient inutiles, avoir confiance dans la victoire finale de sa cause peut aider à motiver les gens à agir, rendant cette victoire plus probable.

capital») tend à augmenter avec le développement du capitalisme, et donc les coûts en capital par rapport à ceux en travail augmentent avec le temps. Les profits que le capitalisme était capable d'engendrer, concluait-il, étaient de plus en plus faibles rapportés aux coûts totaux : c'est la baisse tendancielle du taux de profit. Il a été démontré à plusieurs reprises que cet argument théorique n'était pas satisfaisant, en raison, aussi bien des failles de la théorie de la valeur-travail qui le fonde, que des failles propres à son raisonnement concernant les effets de l'intensité en capital sur le taux de profit. Le marxisme classique recourt à un autre argument majeur pour montrer que les crises doivent s'intensifier sous le capitalisme – c'est le problème de la surproduction. Mais il ne tient pas non plus, une fois qu'il est admis que l'État ou de nouvelles institutions sont capables de créer un supplément de demande pour absorber la production excédentaire. La première thèse fondamentale de la théorie marxiste classique sur la trajectoire du capitalisme – selon laquelle il existe une tendance inhérente au capitalisme à ne plus pouvoir à terme assurer sa propre reproduction – ne peut donc pas être soutenue²².

Examinons maintenant les deux autres thèses, celle de l'intensification des luttes de classes anticapitalistes

22. Cela n'implique pas, bien sûr, que l'on puisse soutenir la thèse inverse selon laquelle le capitalisme est indéfiniment capable d'assurer sa reproduction. Cela n'implique pas non plus qu'il n'y ait pas d'autres arguments pour affirmer que le capitalisme n'est pas viable à long terme. Les arguments relatifs aux limites environnementales du capitalisme pourraient bien avoir une force de persuasion, et ces limites environnementales peuvent être atteintes en vertu de

et celle de la transition naturelle au socialisme. Les arguments selon lesquels le socialisme est l'avenir du capitalisme sont sous-tendus par une théorie de la formation des classes et de la lutte des classes qui est là encore problématique. Les classes, définies objectivement, auraient massivement tendance à s'organiser en tant qu'acteurs collectifs autour d'intérêts de classe, et les intérêts de classe exprimés par les travailleurs ainsi organisés tendraient à devenir de plus en plus anticapitalistes. Il y a peu de preuves pour soutenir cette vision marxiste classique. Au lieu de se clarifier en se polarisant, les structures de classe dans les sociétés capitalistes deviennent plus complexes et plus différenciées. Même au sein de la classe ouvrière, les conditions de vie matérielles ne sont pas partout devenues plus précaires et plus homogènes, mais l'hétérogénéité s'est accrue sur de nombreux aspects et dans de nombreuses régions du monde. De plus, au-delà des défauts de ses prédictions concernant les effets du développement capitaliste sur la structure de classe, le marxisme classique n'a pas anticipé, comme nous le verrons plus loin, que les diverses institutions de reproduction sociale qui se développent au sein du capitalisme se montreraient aussi robustes, souples et

la dynamique interne du capitalisme : en raison de la tendance des entreprises capitalistes à ignorer les externalités négatives et des marchés capitalistes à encourager l'adoption d'horizons temporels très courts, le capitalisme peut détruire ses conditions écologiques d'existence. Tout ce que l'on affirme ici, c'est qu'il n'existe pas d'arguments théoriques convaincants, parmi les approches proprement marxistes, en faveur de la thèse de la non viabilité du capitalisme à long terme.

efficaces²³. Par conséquent, il semble y avoir beaucoup plus de contingence et d'indétermination (même à long terme) dans la relation entre la structure de classe, la formation des classes et la lutte des classes que ne le laissait entendre la théorie classique.

Si le capitalisme n'a pas une tendance inhérente à s'affaiblir progressivement jusqu'à saper sa propre existence, et si les forces de classes qui s'opposent au capitalisme n'ont pas une tendance inhérente à devenir collectivement plus fortes et plus aptes à le défier, alors il n'y a pas de raisons solides pour prédire, même à long terme, que le socialisme est l'avenir probable du capitalisme. Cela n'implique pas, bien sûr, l'inverse – que le socialisme n'est pas un avenir possible pour le capitalisme, ni même qu'il s'agit d'un avenir improbable – mais simplement que la théorie marxiste traditionnelle ne fournit aucune base solide pour faire des prédictions sur la probabilité de cette issue.

Si l'on rejette les thèses de la théorie traditionnelle sur le destin historique du capitalisme, on peut alors se demander ce qu'il reste du marxisme. Peut-être ne reste-t-il que quelques idées éparées, bien que toujours précieuses, issues de l'héritage marxiste – c'est ce que

23. La théorie de la «superstructure» était assez peu développée dans le marxisme classique, qui considérait généralement les superstructures comme des appareils rigides, largement répressifs, incapables d'une adaptation et d'une transformation souples en réponse aux exigences changeantes de la reproduction sociale. L'utilisation même d'une métaphore architecturale pour saisir les mécanismes de la reproduction sociale suggère cette rigidité. Le cœur du marxisme sociologique vise à comprendre comment ces institutions fonctionnent, s'adaptent et se transforment.

suggère la posture qui vise à « utiliser le marxisme ». Nous défendons au contraire qu'il reste un noyau conceptuel du marxisme qui peut fournir la base sur laquelle le marxisme peut être (re)construit. Cette reconstruction peut prendre deux directions principales. Premièrement, on peut essayer de reconstruire la théorie de la dynamique du développement capitaliste, en la libérant de son ambition traditionnelle d'en découvrir la trajectoire immanente, tendue vers une destination finale. Les travaux récents de Giovanni Arrighi seraient un exemple de ce type de reconstruction²⁴. On peut aussi se tourner vers le deuxième ensemble de thèses marxistes traditionnelles, celles portant sur la théorie de la reproduction contradictoire des rapports de classe capitalistes, et essayer de construire un marxisme sociologique sur cette base. C'est la stratégie que nous allons adopter ici. Elle consiste à identifier, au sein des sociétés capitalistes, les processus causaux essentiels qui ont de vastes conséquences sur la nature des institutions de ces sociétés et sur les perspectives émancipatrices de changement social; mais elle ne permettra pas d'identifier un processus dynamique intrinsèque entraînant ces sociétés vers une destination émancipatrice déterminée. Le problème de l'affrontement avec le capitalisme restera un point d'ancrage central du marxisme sociologique tel qu'il est proposé ici, néanmoins le socialisme ne sera plus considéré comme une nécessité historique mais comme le résultat possible de stratégies,

24. Giovanni Arrighi, *The Long Twentieth Century: Money, Power, and the Origins of our Times* [Le long vingtième siècle: monnaie, pouvoir et les origines de notre temps], Londres, Verso, 1994.

de contraintes et de contingences²⁵. Passons maintenant aux concepts centraux qui constituent le fondement de ce marxisme sociologique reconstruit.

LE MARXISME SOCIOLOGIQUE : FONDEMENTS CONCEPTUELS

Les théories scientifiques complexes peuvent souvent être ramenées à des phrases conceptuelles simples qui définissent le noyau fondamental de la théorie. Ainsi, par exemple, le noyau de la théorie darwinienne de l'évolution biologique tient dans le concept de « sélection naturelle » et dans la proposition « l'évolution biologique est largement expliquée par la sélection naturelle en fonction de l'aptitude à la reproduction ». Bien sûr, la biologie de l'évolution moderne contient une vaste gamme de concepts supplémentaires et de propositions complexes. Personne ne réduirait la théorie à ce simple noyau. Des idées telles que la dérive génétique²⁶, par exemple, n'entrent pas à proprement parler dans cette définition. Néanmoins, celle-ci constitue un socle qui unifie le cadre théorique. Prenons un autre exemple :

25. En fin de compte, bien sûr, ces deux volets du développement théorique doivent être réunis, car un marxisme reconstruit dans son ensemble relierait systématiquement une analyse de la dynamique capitaliste à celle de la reproduction contradictoire du capitalisme. Ici, cependant, nous poursuivons l'objectif plus modeste de préciser les fondements conceptuels du marxisme sociologique.

26. N.d.T : La dérive génétique désigne l'évolution d'une population du fait d'événements aléatoires. Ce mécanisme complète ainsi celui de la sélection en fonction de l'aptitude à se reproduire.

l'économie néoclassique. Le concept fondamental au cœur de l'économie néoclassique est l'idée de « maximisation rationnelle de l'utilité sous contrainte » et que la proposition qui l'accompagne serait quelque chose comme « les résultats du marché sont largement expliqués par les interactions entre les individus, maximisateurs rationnels de l'utilité sous contrainte ». Encore une fois, l'élaboration réelle de la théorie contient bien plus que cela. On reconnaît, par exemple, qu'il existe des imperfections de l'information qui peuvent interférer avec l'hypothèse de rationalité de toutes sortes de façons. Néanmoins, le noyau du paradigme néoclassique en économie est constitué par ces éléments.

Quel est donc le noyau du marxisme sociologique ? Nous pensons que le noyau conceptuel du marxisme sociologique est « la définition des classes par l'exploitation » et la proposition qui l'accompagne est « la reproduction contradictoire et la transformation des institutions capitalistes s'expliquent largement par les rapports entre les classes ». Comme dans le cas de la biologie darwinienne et de l'économie néoclassique, cela n'implique pas que la reproduction et la transformation du capitalisme puissent être réduites à des enjeux de classe. Il existe de nombreuses situations dans lesquelles d'autres processus causaux jouent un rôle important. Il s'agit plutôt de dire que la définition des classes par l'exploitation constitue le socle du marxisme sociologique, qui donne cohérence à l'ensemble de ses analyses.

Dans la partie suivante, nous allons développer les implications de cette affirmation pour la théorie de la reproduction contradictoire des rapports sociaux

capitalistes. Dans cette section, nous expliquerons plus systématiquement comment définir les classes par l'exploitation. La discussion portera sur la clarification de six questions conceptuelles: 1. le concept de rapports sociaux de production; 2. le concept complémentaire de rapports sociaux dans la production; 3. l'idée de classe en tant que forme spécifique des rapports de production; 4. le problème de la variation des rapports de classe; 5. l'exploitation et la domination en tant que processus centraux dans les rapports de classe; et 6. le passage conceptuel d'une analyse abstraite des rapports de classe à une analyse concrète de la structure de classe.

Rapports de production

Tout système de production nécessite un ensemble de moyens, de ressources ou de facteurs de production: outils, machines, terrains, matières premières, main-d'œuvre, qualifications, information, et ainsi de suite. On peut décrire cet ensemble, en termes techniques, sous la forme d'une fonction de production: une quantité donnée de ressources de différentes sortes est combinée selon un processus spécifique dont résulte un produit spécifique. On peut également analyser le même ensemble en termes de rapports sociaux: les acteurs individuels qui participent à la production ont différents types de droits et de pouvoirs sur l'usage des ressources et sur les produits de cet usage. Les droits et les pouvoirs sur les ressources dépendent, bien sûr, des rapports sociaux, et non de simples rapports des individus aux choses elles-mêmes: avoir des droits et des pouvoirs sur la terre définit le rapport social que l'on entretient avec les autres personnes

en ce qui concerne l'usage de la terre et l'appropriation des fruits de l'usage productif de la terre. L'ensemble de ces droits et de ces pouvoirs constitue les «rapports sociaux de production».

Rapports dans la production

Les rapports sociaux de production – les rapports de distribution des droits et des pouvoirs sur les moyens de production – n'épuisent pas les rapports sociaux qui ont lieu au sein des systèmes de production. Il existe également des rapports sociaux de coopération, de coordination et de contrôle entre les individus au sein du procès de travail. Chaque fois qu'il y a division du travail, les différents acteurs doivent coopérer entre eux et leurs activités doivent être coordonnées pour produire. Les rapports sociaux qui permettent cette coopération et cette coordination peuvent être appelés rapports sociaux dans la production²⁷.

Les rapports sociaux *dans la* production ne sont pas autonomes vis-à-vis des rapports *de* production. Les

27. En effet, nous remplaçons le couple «forces productives-rapports de production» par le couple «rapports dans la production-rapports de production». Ceci a plusieurs implications. Premièrement, nous nous débarrassons de la téléologie associée à l'expansion des forces productives qui traditionnellement fait avancer l'histoire d'un mode de production à un autre. Cela ouvre la possibilité de l'étude à la fois de la dynamique interne aux modes de production et du passage d'un mode à l'autre. Deuxièmement, en soulignant la dimension relationnelle des forces productives, nous ne soulevons pas seulement la question des innovations technologiques, mais aussi celle de la reproduction des rapports de travail – ce qui offre une compréhension plus nuancée de la domination. Troisièmement, ce changement terminologique impose la prise en compte des appareils politiques

rapports de production façonnent directement un aspect particulièrement saillant des rapports sociaux dans la production : la domination au travail – rapports à travers lesquels un ensemble d'acteurs contrôle les activités d'un autre ensemble d'acteurs. Lorsqu'un supérieur dicte à un travailleur ce qu'il doit faire, cela implique d'exercer des droits et des pouvoirs sur les ressources, qui lui ont été délégués et qui sont issus des rapports de production (le chef peut licencier le travailleur s'il n'obéit pas aux ordres), mais aussi de fournir des informations pour faciliter la coordination nécessaire à la coopération dans la division du travail. La domination au travail peut être organisée de différentes manières : par des hiérarchies strictes et autoritaires où l'activité des travailleurs est étroitement surveillée et le non-respect des règles rapidement sanctionné ; par des systèmes de contrôle plus souples où une autonomie individuelle considérable leur est accordée ; par la mise en place d'équipes qui se supervisent collectivement grâce à des niveaux élevés de surveillance mutuelle interne ; par des structures de gouvernance où les travailleurs ont toute une série de droits en tant que « citoyens industriels ». Dans tous ces cas, les rapports dans la production constituent des configurations spécifiques dans lesquelles les rapports sociaux de production se traduisent concrètement en des rapports de pouvoir dans l'organisation du travail.

et idéologiques de production (chargés de garantir la reproduction des rapports dans la production) et faisant ainsi entrer la politique dans la production (voir Michael Burawoy, *The Politics of Production: Factory Regimes Under Capitalism and Socialism* [Politique de la production. Les régimes d'usine sous le capitalisme et sous le socialisme], Londres, New Left Books, 1985).

Les rapports de classe en tant que forme des rapports de production

Lorsque les droits et les pouvoirs de personnes sur les ressources productives sont inégalement répartis – lorsque certaines personnes ont plus de droits ou de pouvoirs que d'autres sur certains types de ressources productives – ces rapports peuvent être décrits comme des rapports de classe²⁸. Si la division classique au sein des sociétés capitalistes est celle entre propriétaires des moyens de production et propriétaires de leur force de travail, c'est que la « propriété » concerne les droits et les pouvoirs qui portent sur les ressources utilisées dans la production.

Soyons plus précis ici : les droits et les pouvoirs en question se fondent sur la propriété ou le contrôle, non pas des choses en général, mais uniquement des ressources ou des biens utilisés dans la production. Un capitaliste n'est pas seulement un propriétaire de machines, mais quelqu'un qui possède des machines, qui emploie ces machines dans un procès de production, qui, pour faire fonctionner celles-ci, engage des détenteurs de force de travail, et qui s'approprie les profits de l'utilisation de ces machines. Un possesseur de machines n'est pas, du seul fait de la possession de machines, un capitaliste. Il ne suffit donc pas qu'il y ait des droits et des pouvoirs inégaux sur l'usage proprement matériel d'une ressource pour qu'il y ait un rapport de classe. Il doit y

28. Par « pouvoirs », on entend la capacité effective des personnes à contrôler l'usage des moyens de production, y compris la capacité à s'approprier les produits de cet usage ; par « droits », on entend l'application légale de ces pouvoirs par des tiers.

avoir également des droits et des pouvoirs inégaux sur l'appropriation des produits de cet usage. En général, cela implique l'appropriation des revenus générés par l'utilisation de la ressource en question.

Variations dans les rapports de classe

Les différents types de rapports de classe sont définis par les types de droits et de pouvoirs qui constituent les rapports de production. Par exemple, dans certains systèmes de production, quelques individus sont autorisés à posséder la force de travail d'autres personnes. Lorsque les droits qui accompagnent cette propriété sont absolus, le rapport de classe est appelé « esclavage ». Lorsque les droits et les pouvoirs sur la force de travail sont détenus conjointement par le travailleur et quelqu'un d'autre, le rapport de classe est appelé « féodalisme »²⁹. Dans les sociétés capitalistes, en revanche, la propriété d'autres personnes, qu'elle soit absolue ou partagée, est interdite.

29. Cela peut s'éloigner de la définition classique du féodalisme comme structure de classe. En général, le féodalisme est défini comme un système de classe au sein duquel on contraint, par des moyens non-économiques, les serfs à effectuer du travail pour les seigneurs, soit sous forme d'un travail direct non rémunéré, soit sous forme de rentes. Je considère ici la « contrainte économique directe » comme l'expression d'un droit de propriété du seigneur sur la force de travail du serf. Ce qui transparait dans le fait que le serf n'est pas libre de quitter la terre du seigneur. Ou encore, dans le fait que l'on considère la fuite d'un serf comme une forme de vol d'une force de travail appartenant en partie au seigneur. Pour une discussion de cette conceptualisation du féodalisme, voir le chapitre 3 dans Erik Olin Wright, *Classes [Classes]*, Londres, Verso, 1985.

Classe, exploitation et domination

Ce qui fait que l'analyse de classe est spécifiquement marxiste, c'est la prise en compte de certains mécanismes encastés dans les rapports de classe. Ici, le concept central est l'exploitation, bien que la domination joue également un rôle important.

L'exploitation est un concept difficile à manier. Elle désigne une forme particulière d'interdépendance entre les intérêts matériels de plusieurs personnes. Plus précisément, on parle d'exploitation lorsqu'une situation répond à trois critères³⁰ :

1. *La relation inverse entre le bien-être des uns et celui des autres.* Les privations matérielles des exploités sont la cause du bien-être matériel des exploités.
2. *Le principe d'exclusion.* Les exploités sont exclus de l'accès à certaines ressources productives, et c'est ce qui explique que le bien-être des exploités soit dans une relation inverse au leur.
3. *Le principe d'appropriation.* L'exclusion génère un avantage matériel pour les exploités car elle leur permet de s'approprier l'effort de travail des exploités.

L'exploitation désigne donc le processus qui engendre les inégalités de revenu à partir des inégalités de droits et de pouvoirs sur les ressources productives: en vertu de leurs droits et de leurs pouvoirs exclusifs sur les

30. Pour une discussion plus approfondie de ces trois principes, voir Erik Olin Wright, *Class Counts. Comparative Studies in Class Analysis* [La classe compte. Études comparatives de l'analyse des classes], Cambridge, Cambridge University Press, 1997, p. 9-19.

ressources, les exploiters s'approprient le surplus produit par l'effort des exploités, ce qui explique au moins une partie des inégalités. Si les deux premiers critères sont satisfaits, mais pas le troisième, on parlera d'oppression économique mais pas d'exploitation. La différence cruciale est que dans l'oppression économique sans exploitation, la catégorie sociale privilégiée n'a pas elle-même besoin de la catégorie exclue. Le bien-être de l'une dépend de l'exclusion de l'autre, mais il n'y a pas d'interdépendance permanente entre leurs activités. En revanche, dans le cas de l'exploitation, les exploiters ont activement besoin des exploités : les exploiters dépendent pour leur propre bien-être de l'effort des exploités³¹.

Cette profonde interdépendance fait de l'exploitation un rapport social particulièrement explosif, et ce pour

31. Le sort des populations indigènes en Amérique du Nord et en Afrique du Sud illustre la différence entre l'oppression économique et l'exploitation. Dans les deux cas, les populations indigènes ont été exclues de l'accès à la ressource essentielle de leur économie : la terre. Et dans les deux cas, en vertu de cette exclusion, le bien-être matériel des colons européens s'est amélioré aux dépens des populations indigènes. La différence cruciale entre les deux contextes est qu'en Amérique du Nord, les Amérindiens n'étaient généralement pas exploités, alors qu'en Afrique australe, les indigènes l'étaient. C'est pourquoi le génocide a été une stratégie efficace, bien que moralement abominable, pour faire face à la résistance des Amérindiens : les colons blancs n'avaient pas besoin des Amérindiens, qui pouvaient donc être simplement éliminés. Une telle stratégie n'est pas possible là où les indigènes sont exploités. Mona Younis a utilisé cette distinction pour expliquer les différentes trajectoires de l'Organisation de libération de la Palestine et du Congrès national africain : parce que les Palestiniens étaient largement exclus de l'économie israélienne, ils n'avaient pas la force

deux raisons : premièrement, l'exploitation constitue un rapport social qui oppose simultanément les intérêts d'un groupe à ceux d'un autre, tout en nécessitant une interaction permanente entre eux ; et, deuxièmement, elle confère au groupe défavorisé un véritable pouvoir pour contester les intérêts des exploités. Il s'agit là d'un point important. L'exploitation dépend de l'appropriation de l'effort de travail. Parce que les êtres humains sont des agents conscients, et non des robots, ils gardent largement le contrôle de leur effort au travail. L'extraction de l'effort dans le cadre de rapports d'exploitation est donc toujours plus ou moins problématique et précaire, nécessitant des dispositifs institutionnels qui œuvrent à sa reproduction. Ces dispositifs peuvent devenir très coûteux pour les exploités sous la forme de coûts de supervision, de surveillance, de sanction, etc. La capacité d'imposer de tels coûts constitue une forme du pouvoir des exploités.

La domination est une idée plus simple. Elle désigne une dimension de l'interdépendance des activités au sein de la production elle-même – ce que nous avons appelé les rapports dans la production – plutôt que la simple interdépendance des intérêts matériels générés par ces activités. Le problème est alors le suivant : au sein des rapports dans la production, du fait des droits et des pouvoirs sur les ressources productives, certaines personnes sont en

de la grande classe ouvrière africaine en Afrique du Sud (*Liberation and Democratization: The South African and Palestinian National Movements* [Libération et démocratisation. Les mouvements nationaux d'Afrique du Sud et de Palestine], Minneapolis, University of Minnesota Press, 1999).

mesure de contrôler les activités des autres, de les diriger, de leur donner des ordres, de surveiller leurs activités, de les embaucher et de les licencier. Comme les pouvoirs en jeu dans la domination sont directement issus des rapports de production, la domination peut elle-même être comprise comme une dimension des rapports de classe. Les rapports de classe impliquent donc non seulement que certaines personnes s'approprient les fruits du travail d'autrui, mais aussi que des parties importantes de leur vie soient contrôlées et dirigées par des personnes qui échappent à leur propre contrôle. C'est ce que les marxistes ont traditionnellement appelé aliénation³².

Des rapports de classe abstraits aux structures de classe concrètes

Le concept de rapports de classe évoqué jusqu'ici est défini à un très haut niveau d'abstraction. Les rapports sont parfaitement polarisés entre exploitateurs et exploités, dominants et dominés. Les structures de classe au sein

32. L'idée d'aliénation est souvent utilisée pour décrire une situation dans laquelle la vie d'une personne est contrôlée par des forces impersonnelles, telles que «le marché», plutôt que par la simple action d'autres personnes. Dans ce sens plus large, on peut dire que, tout en n'étant pas exploités, les capitalistes, et pas seulement les travailleurs, sont aliénés sous le capitalisme : leur vie, comme celle des travailleurs, peut être contrôlée par des forces «étrangères» : le marché, les pressions concurrentielles, l'inflation, etc. L'idée d'aliénation n'est pas non plus exclusivement liée aux relations de classe : on peut voir sa vie contrôlée par des forces qui échappent à son contrôle, non seulement en raison de la façon dont on se situe au sein des rapports de production, mais aussi en raison de son rapport avec l'État, en raison des rapports de genre, etc.

desquelles les gens vivent et travaillent sont en réalité beaucoup plus complexes, et ce, de toutes sortes de façons :

- Différentes formes d'exploitation coexistent : les structures réelles de classe peuvent combiner certains aspects des rapports capitalistes, des rapports féodaux, voire de diverses formes de rapports de production post-capitalistes.

- Exploitation et domination ne coïncident pas parfaitement : les cadres, par exemple, peuvent dominer les travailleurs et pourtant être eux-mêmes exploités par les capitalistes.

- La répartition des droits et des pouvoirs associés aux rapports de production n'est pas entièrement polarisée : toutes sortes de régulations étatiques peuvent limiter les droits et pouvoirs des capitalistes sur les moyens de production ; des dispositifs institutionnels comme les comités d'entreprise ou la cogestion peuvent donner aux travailleurs certains types de droits et de pouvoirs sur l'organisation de la production.

- Les rapports des individus au système productif sont multiples et parfois discordants entre eux : les travailleurs ordinaires au sein de la production capitaliste peuvent posséder des actions, soit dans leur propre entreprise (par exemple, les programmes d'actionnariat salarié), soit de manière plus générale ; les membres d'une même famille peuvent occuper différentes positions dans les rapports de production. Ainsi, indirectement, chaque individu est inscrit dans la structure de classe de multiples façons.

- Nous ne discuterons pas ici des différentes stratégies qui s'offrent à nous pour théoriser ces difficultés. Mais soulignons d'emblée qu'une des tâches principales du

marxisme sociologique est de parvenir à élaborer tout un arsenal conceptuel pour penser la structure de classe à différents niveaux d'abstraction, et permettre ainsi de saisir ce tout complexe dans sa cohérence³³.

LE MARXISME SOCIOLOGIQUE : LA THÉORIE DE LA REPRODUCTION CONTRADICTOIRE DES RAPPORTS DE CLASSE

Résumons ce que nous avons dit jusqu'à présent. Nous avons commencé par affirmer qu'il ne fallait pas simplement utiliser le marxisme (et encore moins l'enterrer), mais le reconstruire, en raison de sa pertinence pour comprendre les obstacles et les possibilités d'un changement social égalitaire et émancipateur. C'est ce programme normatif et politique qui incite à se pencher sur le marxisme. Nous avons ensuite passé en revue la théorie marxiste classique, en nous concentrant sur sa théorie de l'histoire, notamment lorsqu'elle tente d'expliquer la trajectoire du capitalisme vers sa chute et son dépassement ultime par le socialisme. Nous avons fait valoir que si cette théorie offre une analyse séduisante, elle n'est pas convaincante en tant que théorie explicative. Le marxisme, cependant, contient également une théorie de la reproduction contradictoire des rapports de classe. Au cœur de cette théorie se trouve le concept de classe défini par l'exploitation. Nous voulons

33. Pour un approfondissement des problèmes posés par l'intégration cohérente de cette complexité dans le concept de structure de classe, voir Erik Olin Wright, *Class Counts, op. cit.*, et Erik Olin Wright *et al.*, *The Debate on Classes* [Le débat sur les classes], Londres, Verso, 1998.

maintenant montrer comment ce concept est déployé au sein de la théorie marxiste de la reproduction sociale et comment cela peut constituer la base du développement du marxisme sociologique.

La théorie marxiste de la reproduction contradictoire des rapports capitalistes de classe repose sur trois thèses fondamentales :

1. *La thèse de la reproduction sociale des rapports de classe.* Les structures de classe, en tant que structures d'exploitation, sont des formes intrinsèquement instables de rapports sociaux et nécessitent des dispositifs institutionnels pour leur reproduction. Là où existent des rapports de classe, il est donc prévu que diverses formes d'institutions politiques et idéologiques se développent pour les défendre et les reproduire. Dans le marxisme classique, on parlait généralement de superstructures politiques et idéologiques reproduisant la base économique³⁴.

2. *La thèse des contradictions du capitalisme.* Les solutions institutionnelles aux problèmes de la reproduction

34. L'argument habituel était que les superstructures, en particulier l'État et l'idéologie, existaient pour protéger la base économique contre les remises en question. En général, cet argument prenait la forme d'une explication fonctionnelle forte dans laquelle la forme de la superstructure était expliquée par l'exigence fonctionnelle de reproduire la base. Nous évitons ici d'utiliser le terme « superstructure », car il a tendance à suggérer un niveau trop élevé d'intégration et de cohérence entre les institutions impliquées dans la reproduction sociale, ainsi qu'une image d'efficacité fonctionnelle, ce qui nous semble injustifié. Pour une discussion importante sur la logique explicative du concept de superstructure, voir Gerald A. Cohen, *Karl Marx's Theory of History: A Defence*, op. cit. et dans *History, Labour, and Freedom: Themes from Marx*, op. cit., p. 155-179.

sociale ont une tendance systématique à s'éroder et à devenir moins efficaces au fil du temps. Il en est ainsi pour deux raisons principales. Premièrement, la dynamique du développement capitaliste donne lieu à des changements dans la technologie, le procès de travail, la structure de classe, les marchés et d'autres aspects des rapports capitalistes, et ces changements posent continuellement de nouveaux problèmes de reproduction sociale. En général, les solutions institutionnelles antérieures cessent d'être optimales dans ces nouvelles conditions. Deuxièmement, les forces de classes adaptent leurs stratégies afin de tirer parti des faiblesses des dispositifs institutionnels existants. Avec le temps, ces stratégies d'adaptation tendent à éroder la capacité des institutions assurant la reproduction sociale à réguler et à contenir efficacement les luttes de classes.

3. La thèse de la crise et du renouvellement institutionnels.

En raison du besoin permanent d'institutions assurant la reproduction sociale (thèse 1) et de la tendance à l'érosion de la capacité de reproduction des dispositifs institutionnels (thèse 2), les institutions qui assurent la reproduction sociale dans les sociétés capitalistes auront tendance à se renouveler périodiquement. Le renouvellement a généralement lieu à l'occasion d'une crise institutionnelle, une situation dans laquelle les acteurs sociaux organisés, tout particulièrement les classes sociales, en viennent à considérer les supports institutionnels comme insatisfaisants, souvent parce que ceux-ci cessent d'être capables de contenir les conflits de classe dans des limites tolérables. Ces renouvellements institutionnels peuvent se faire peu à peu ou impliquer des reconfigurations institutionnelles

radicales. Nous n'affirmons pas ici que les nouvelles solutions sont optimales, ni que le capitalisme est condamné à s'effondrer en présence de dispositifs qui ne le sont pas. Ce que nous affirmons, c'est que le développement capitaliste sera marqué par une succession d'épisodes de renouvellement institutionnel en réponse aux contradictions de la reproduction des rapports capitalistes.

Ces trois thèses fournissent le cadre de base qui fonde le programme du marxisme sociologique. Comme pour la théorie du destin du capitalisme, elles ne sont pas un simple discours d'interprétation, mais visent à identifier les mécanismes réels qui existent dans les institutions réelles.

La thèse de la reproduction sociale des rapports de classe

Au fond, la question de la reproduction sociale s'applique à tous les types de rapports sociaux. Aucun type de rapport social, qu'il s'agisse de rapports d'amitié, de rapports d'autorité au sein des organisations, de rapports de genre ou de rapports de classe, ne continue d'exister sous une forme donnée par simple inertie ; il faut toujours qu'interviennent des pratiques pour maintenir le rapport social en question. Mais ces pratiques sont elles-mêmes structurées par les rapports sociaux ; elles ne sont pas simplement les actes sans contrainte de personnes agissant volontairement. Il s'agit d'une idée métathéorique fondamentale que le marxisme sociologique partage avec de nombreux autres courants de la théorie sociale : les rapports sociaux sont reproduits (et transformés) par des pratiques sociales qui sont elles-mêmes structurées par

des rapports sociaux. Nous nous concentrerons ici sur la reproduction des rapports de classe; dans la section suivante, nous examinerons leur transformation.

La question de la reproduction sociale se pose pour tous les rapports sociaux, mais différents types de rapports posent différents types de problèmes. Les rapports de classe, en raison de l'exploitation qui les caractérise, sont un exemple de rapport social dont la reproduction est une activité particulièrement complexe et problématique, nécessitant le déploiement de ressources considérables, d'un effort social et de dispositifs institutionnels. Il en est ainsi pour deux raisons. Premièrement, l'exploitation est un rapport qui impose des préjudices réels à certaines personnes au profit d'autres. Si au sein d'un rapport social se développe un antagonisme d'intérêts, la partie lésée aura tendance à entrer en conflit pour changer ce rapport³⁵. Ces efforts

35. Affirmer que l'exploitation génère des « intérêts antagonistes », et que ces intérêts ont à leur tour tendance à créer des conflits, pose certaines questions métathéoriques difficiles (et obscures). Cette affirmation implique que l'antagonisme d'intérêts qu'elle pose est objectivement donné, indépendamment de la compréhension subjective des acteurs. De nombreuses personnes rejettent l'idée que les intérêts puissent être véritablement « objectifs ». Les rapports eux-mêmes peuvent être décrits objectivement, mais les intérêts des acteurs ne sont que des significations subjectives. En tous les cas, nous n'affirmons pas ici que les intérêts antagonistes génèrent automatiquement des conflits, mais simplement que les intérêts antagonistes tendent à générer des conflits. Ce qui n'est peut-être pas fondamentalement différent de l'affirmation selon laquelle les rapports d'exploitation ont tendance à générer des intérêts subjectivement antagonistes, qui, à leur tour, ont tendance à générer des conflits.

actifs de transformation de ce rapport tendent à alourdir la tâche de sa reproduction ; la reproduction sociale ne doit pas simplement résister à la dégradation ou à l'évolution inertielle des rapports dans le temps, mais aussi à des formes actives de contestation et de résistance. Deuxièmement, l'exploitation confère d'importants pouvoirs aux exploités. Parce que l'exploitation repose sur l'extraction de l'effort de travail et que les individus conservent toujours un certain contrôle sur leur propre effort, ils disposent toujours, face à leurs exploiters, d'une certaine capacité de résistance³⁶. Ainsi ce rapport social n'engendre pas seulement des antagonismes d'intérêts, il donne aussi à ceux qu'il défavorise le pouvoir de résister à leur exploitation.

Compte tenu des caractéristiques des rapports de classe fondés sur l'exploitation, la première thèse sociologique fondamentale du marxisme prédit que là où les rapports de classe capitalistes sont stables, un ensemble de dispositifs institutionnels complexes existe pour

36. Il faut noter qu'il n'est pas nécessaire d'accepter les implications normatives du concept d'« exploitation » pour reconnaître l'importance du problème de l'« extraction de l'effort de travail » et la manière dont il génère des conflits et une certaine capacité de résistance. C'est l'un des thèmes centraux des discussions sur le problème principal/agent dans les approches des coûts de transaction des organisations. Pour une discussion de la classe et de l'exploitation spécifiquement en termes de problèmes mandant/mandataire, voir Samuel Bowles et Herbert Gintis, « Contested Exchange : New Micro-foundations for the Political Economy of Capitalism [Des échanges contestés : nouvelles fondations micro pour l'économie politique du capitalisme] », *Politics and Society*, volume 18, n° 1, 1990, p. 165-222.

reproduire ces rapports. Le mode conditionnel de cette prédiction est important. L'affirmation n'est pas que les rapports de classe capitalistes seront toujours stables, mais simplement que cette stabilité, lorsqu'elle existe, nécessite des soutiens institutionnels actifs. Ainsi, un raisonnement quasi-fonctionnaliste est à l'œuvre ici : les systèmes de classe, disons-nous, entravent gravement leur propre reproduction, ce qui suscite la construction de solutions. Cependant, il n'y a pas d'hypothèse homéostatique selon laquelle des solutions efficaces seraient toujours à portée de main. En effet, l'une des préoccupations centrales d'une exploration sociologique marxiste du problème de la reproduction sociale est précisément d'étudier comment la reproduction sociale est elle-même contestée, minée, contradictoire.

Ces mécanismes institutionnels de reproduction sociale des rapports de classe existent aussi bien à l'échelle des rapports entre individus qu'à celle de la société capitaliste. Au niveau micro, le problème central est de comprendre comment le consentement et la coercition s'articulent aux pratiques quotidiennes, en particulier dans le procès de travail. Au niveau macro, l'enjeu principal est de comprendre comment différents appareils – l'État, les médias, l'éducation – contribuent à la stabilisation des structures de classe.

Une grande partie des travaux théoriques et empiriques néomarxistes des années 1960 aux années 1980 ont exploré la question de la reproduction sociale. Pour ne citer que quelques exemples : dans leurs travaux sur l'enseignement, Bowles et Gintis ont analysé la correspondance entre les pratiques scolaires et les trajectoires

de classe des enfants³⁷. Ils affirmaient que les pratiques pédagogiques des écoles fréquentées principalement par des enfants de la classe ouvrière étaient axées sur la discipline et l'obéissance, facilitant ainsi les rôles futurs de ces enfants en tant que main-d'œuvre exploitée dans la production. À l'inverse, les écoles destinées aux enfants de la classe moyenne ou de l'élite inculquaient l'autonomie et la créativité, leur permettant ainsi de mieux exercer la domination et de diriger la production. L'éducation contribue à résoudre le problème de la reproduction des rapports de classe : elle permet aux enfants de différentes origines sociales de remplir efficacement le rôle de classe qui leur est assigné. Paul Willis explore également l'école comme lieu de reproduction des rapports de classe, mais dans son cas, l'analyse montre comment les formes de résistance contribuent à la reproduction des places dans la structure de classe³⁸. Michael Burawoy, dans son travail sur la « production du consentement » chez les ouvriers d'usine, soutient que l'organisation du travail et le régime politique de production produisent le consentement à la domination managériale tout en occultant l'exploitation capitaliste³⁹. Przeworski et Sprague étudient la manière dont les règles électorales dans les démocraties

37. Samuel Bowles et Herbert Gintis, *Schooling in Capitalist America* [L'éducation dans l'Amérique capitaliste], New York, Basic Books, 1976.

38. Paul Willis, *L'École des ouvriers. Comment les enfants d'ouvriers obtiennent des boulots d'ouvriers*, trad. Bernard Hoepffner, Paris, Agone, 2011 [1977].

39. Michael Burawoy, *Produire le consentement*, trad. Quentin Ravelli, Paris, La Ville brûle, 2015 [1979].

capitalistes canalisent la politique de la classe ouvrière, qui pourrait potentiellement menacer les intérêts capitalistes, dans des pratiques en adéquation avec la reproduction du capitalisme, créant ainsi les conditions d'une forme hégémonique de pouvoir⁴⁰. Dans chaque cas, la reproduction des rapports de classe se heurte à un problème posé par le potentiel de résistance à l'exploitation et à la domination des capitalistes. Les solutions institutionnelles n'éliminent pas totalement ce potentiel, mais lorsqu'elles réussissent, elles contiennent cette résistance dans des limites acceptables.

La thèse des contradictions du capitalisme

Si le marxisme sociologique était simplement une théorie de la reproduction sociale des rapports de classe, il pourrait facilement dégénérer en une sorte de fonctionnalisme. En effet, les analyses marxistes sont souvent accusées (parfois à juste titre) de considérer que toutes les institutions sociales sont fonctionnelles, qu'elles remplissent bien – voire parfaitement – leur fonction de stabilisation du capitalisme et de sauvegarde des intérêts de la classe capitaliste. Une grande partie du débat sur les travaux influents de Louis Althusser⁴¹ sur

40. Adam Przeworski et John Sprague, *Paper Stones: A History of Electoral Socialism* [Des pavés en papier. Une histoire du socialisme électoral], Chicago, University of Chicago Press, 1986.

41. Louis Althusser, «Idéologie et appareils idéologiques d'État. (Notes pour une recherche)», *La Pensée*, n° 151, 1970, reproduit dans Louis Althusser, *Positions (1964-1975)*, Paris, Éditions sociales, 1976, p. 67-125.

l'idéologie et de Nicos Poulantzas⁴² sur l'État capitaliste, par exemple, a porté sur la part de fonctionnalisme dans leurs arguments⁴³.

La thèse des contradictions du capitalisme permet d'éviter ce genre de fonctionnalisme. Elle soutient que la reproduction sociale des rapports de classe est intrinsèquement instable et problématique, à la fois parce que les institutions de reproduction elles-mêmes font l'objet de contestation et parce que le développement capitaliste perturbe continuellement les solutions potentiellement fonctionnelles.

La tendance des institutions de reproduction sociale à s'éroder avec le temps a également fait l'objet de nombreuses recherches. Selon les travaux de James O'Connor sur la crise fiscale de l'État, la structure de la dépense publique est destinée à neutraliser certaines tendances à la crise et à contenir le conflit de classe, mais cette structure, victime de ses contradictions internes, finit par provoquer une crise fiscale qui ne se résout que par une transformation institutionnelle⁴⁴. Les travaux d'Abraham sur la République de Weimar soutiennent que les stratégies adaptatives des différentes forces de classes qui ont

42. Nicos Poulantzas, *Pouvoir politique et classes sociales de l'État capitaliste*, Paris, Maspéro, 1968.

43. Pour un examen en détail du problème des explications fonctionnalistes dans le marxisme, voir Gerald A. Cohen, *Karl Marx's Theory of History: A Defence*, *op. cit.* et Jon Elster, *Karl Marx une interprétation analytique*, Paris, Presses universitaires de France, 1989 [1985].

44. James O'Connor, *The Fiscal Crisis of the State* [La crise fiscale de l'État], New York, St. Martin's Press, 1973.

profité des opportunités institutionnelles du régime ont fini par rendre impossible la création d'un bloc hégémonique stable capable d'assurer la reproduction du capitalisme allemand dans le cadre constitutionnel existant⁴⁵. L'étude de Schwartzman sur la Première République portugaise montre les effets déstabilisateurs de l'économie mondiale, rendant impossible la consolidation d'une classe dominante unie qui finit par succomber à la dictature⁴⁶. L'étude de Claus Offe sur la « crise de la gestion de la crise » analyse comment les formes de rationalité développées au sein des institutions étatiques pour gérer les tensions sociales autour de la redistribution deviennent dysfonctionnelles lorsque l'État doit intervenir plus profondément dans la production afin de stabiliser les conditions de la reproduction capitaliste⁴⁷. Des auteurs de l'école française de la régulation⁴⁸ et de l'école américaine

45. David Abraham, *The Collapse of the Weimar Republic* [La chute de la République de Weimar], Princeton, Princeton University Press, 1981.

46. Kathleen C. Schwartzman, *The Social Origins of Democratic Collapse: The First Portuguese Republic in the Global Economy* [Les origines sociales de l'effondrement de la démocratie : La Première République portugaise dans l'économie globale], Lawrence, University of Kansas Press, 1989.

47. Claus Offe, *Contradictions of the Welfare State* [Les contradictions de l'État providence], Cambridge, MIT Press, 1984.

48. Michel Aglietta, *Régulation et crises du capitalisme*, Paris, Calmann-Lévy, 1976 ; Alain Lipietz, *Mirages et miracles. Problèmes de l'industrialisation dans le Tiers-Monde*, Paris, La Découverte, 1985 ; Robert Boyer, *Théorie de la régulation. Une analyse critique*, Paris, La Découverte, 1986.

des structures sociales d'accumulation⁴⁹ ont soutenu que dans la période qui a suivi immédiatement la Seconde Guerre mondiale, s'est consolidée une configuration institutionnelle appelée «fordisme», combinant une forme spécifique d'intervention étatique avec un type de production capitaliste et un certain compromis de classe. Ce dispositif institutionnel a facilité une reproduction stable et durable des conditions favorables à l'accumulation capitaliste. Cependant, à terme, le développement capitaliste stimulé par cette configuration a donné aux travailleurs des moyens d'action qui ont miné la capacité des institutions à maintenir ces conditions de reproduction, ce qui a finalement conduit à une « crise du fordisme ».

La thèse de la crise et du renouvellement institutionnels

La dernière thèse centrale du marxisme sociologique est que l'érosion de l'efficacité des institutions de reproduction sociale aura tendance à provoquer des épisodes de renouvellement institutionnel, en général lorsque la situation est perçue comme critique. La prédiction associée est que ces renouvellements institutionnels auront tendance à garantir les intérêts fondamentaux

49. David Gordon, Richard Edwards et Michael Reich, *Segmented Work, Divided Workers: The Historical Transformation of Labor in the United States* [Travail segmenté, travailleurs divisés. La transformation historique du travail aux États-Unis], Cambridge, Cambridge University Press, 1982; Samuel Bowles, David M. Gordon, Thomas E. Weisskopf, *After the Waste Land. A Democratic Economics for the Year 2000* [Au-delà du gaspillage. Une économie démocratique pour l'an 2000], New York, M. E. Sharpe, 1990.

de la classe capitaliste, mais aussi que la résolution ne sera pas toujours optimale pour les capitalistes. Elle ne prétend certainement pas que les capitalistes ne seront jamais obligés de faire des compromis importants afin de consolider de nouvelles institutions.

Certaines des recherches les plus intéressantes dans le domaine du marxisme sociologique portent sur les processus par lesquels de nouvelles solutions institutionnelles sont apportées au problème de la reproduction sociale des rapports de classe. David James examine comment, au lendemain de la guerre civile américaine et de la destruction de l'esclavage, la classe des planteurs du Sud a été confrontée à un grave problème de reproduction de son pouvoir de classe⁵⁰. Il montre comment la création d'un État racialisé dans le Sud américain à l'époque qui suit la Reconstruction⁵¹ a permis la reproduction de formes particulièrement répressives d'extraction de la force de travail dans le cadre du métayage. Il montre ensuite comment l'élimination du métayage au milieu du XX^e siècle a préparé le terrain pour une remise en cause victorieuse de l'État racial. Edwards montre comment des

50. David R. James, «The Transformation of the Southern Racial State: Class and Race Determinants of Local-State Structures [La transformation de l'État racial du Sud: les déterminations de classe et de race dans les structures étatiques locales]», *American Sociological Review*, volume 53, n° 2, p. 191-208.

51. N.d.T.: La Reconstruction désigne la période 1865-1877 qui suit la fin de la guerre civile américaine, au cours de laquelle les États du Sud sont occupés militairement par l'armée fédérale. C'est la fin de cette occupation militaire et les victoires électorales des ségrégationnistes du Parti démocrate qui marquent la fin de la Reconstruction.

nouveaux dispositifs institutionnels de contrôle du travail sont créés en réponse aux pressions exercées par les nouvelles technologies et les changements dans le procès de travail⁵². Une grande partie de la recherche sur la social-démocratie et le néocorporatisme peut être considérée comme une analyse de la manière dont de nouvelles formes de « compromis de classe » sont institutionnalisées afin de résoudre les problèmes de conflit de classe et de reproduction sociale face à la crise économique⁵³.

Conjuguée à la thèse des contradictions du capitalisme, la thèse de la crise et du renouvellement institutionnels soutient que les sociétés capitalistes sont caractérisées par une dynamique intrinsèque de changement. Elle s'apparente ainsi à la théorie de la trajectoire et du destin du capitalisme. Mais contrairement à l'ambitieuse théorie de l'histoire du marxisme classique, nous ne prétendons pas ici que les « équilibres ponctués » du changement institutionnel se dirigent vers une destination prévisible. La prédiction porte sur une succession irrégulière de

52. Richard Edwards, *Contested Terrain: The Transformation of the Workplace in the Twentieth Century* [Un terrain contesté. La transformation du lieu de travail au xx^e siècle], New York, Basic Books, 1979.

53. Adam Przeworski, *Capitalism and Social Democracy* [Capitalisme et démocratie sociale], Cambridge, Cambridge University Press, 1985 ; Jonas Pontusson, *The Limits of Social Democracy: Investment Politics in Sweden* [Les limites de la démocratie sociale. La politique d'investissement en Suède], Ithaca, Cornell University Press, 1992 ; Patrick Heller, *The Labor of Development: Workers and the Transformation of Capitalism in Kerala, India* [Le développement du travail. Les travailleurs et la transformation du capitalisme au Kerala, Inde], Ithaca, Cornell University Press, 1999.

réorganisations répétées du capitalisme et des institutions qui le soutiennent face à l'érosion des processus de reproduction sociale, mais il n'est pas dit qu'en s'accumulant, ces épisodes aient tendance à augmenter la probabilité du socialisme⁵⁴.

VERS UNE THÉORIE ÉMANCIPATRICE DU SOCIALISME

Si la théorie du destin du capitalisme développée par Marx était valide, alors il serait moins nécessaire d'avoir une théorie élaborée du socialisme. Supposons que nous ayons de bonnes raisons de croire 1. que le capitalisme finira par ne plus être viable, 2. qu'à mesure que le capitalisme devient moins viable, les institutions qui le reproduisent auront tendance à devenir plus fragiles, 3. qu'à

54. En un sens, le marxisme sociologique est plus proche de la théorie « évolutionniste » que le matérialisme historique (la théorie de l'histoire dans le marxisme classique). Dans la théorie de l'évolution, il n'y a pas de fatalité à ce que l'histoire biologique se dirige vers une finalité plutôt qu'une autre. L'Homo sapiens n'était pas le destin inéluctable des créatures unicellulaires d'il y a 3 milliards d'années. La trajectoire réelle du développement des espèces est plutôt une fonction de divers types de processus dynamiques combinés à des événements contingents. Le matérialisme historique, lorsqu'il prédit une tendance générale de la trajectoire de l'histoire à suivre un cours particulier, ressemble davantage à une théorie du développement d'un organisme, de l'embryon jusqu'à l'âge adulte, qu'à une théorie de l'évolution. Pour une discussion de la relation entre la logique du changement social dans le matérialisme historique et la théorie de l'évolution, voir Andrew Levine, Elliott Sober et Erik Olin Wright, *Reconstructing Marxism. Essays on Explanation and the Theory of History* [Reconstruire le marxisme. Essais sur l'explication et la théorie de l'histoire], Londres, Verso, 1992.

mesure que sa viabilité diminue, les classes opposées au capitalisme deviendront de plus en plus fortes, et 4. que la position de classe des individus au sein des forces anticapitalistes implique qu'ils bénéficieront massivement d'une réorganisation égalitaire et démocratique de la production. Dans ce cas, il est raisonnable de supposer qu'à travers une sorte de processus de tâtonnement pragmatique et créatif, on pourrait construire une forme de socialisme qui fonctionnerait. Là où il y a une volonté, il y a un chemin ; et la nécessité est mère de l'invention. Ainsi, si les thèses de la théorie marxiste classique sur le destin du capitalisme étaient vraies, il serait peut-être moins nécessaire d'avoir une théorie positive du socialisme, une théorie qui clarifie ses fondements normatifs et ses principes institutionnels. Cependant, une fois abandonnées les prédictions optimistes du matérialisme historique, nous n'avons plus de fondement théorique pour reléguer ces questions au second plan.

Une possibilité, bien sûr, serait de poursuivre la tradition de l'École de Francfort et d'autres courants importants du marxisme occidental, qui développent la dimension émancipatrice du marxisme, principalement, mais en la concevant surtout comme critique du capitalisme. Le socialisme est alors la négation idéalisée des oppressions du capitalisme.

Bien qu'elle puisse nous fournir un ancrage moral précieux, cette approche ne permet pas de penser des alternatives aux institutions existantes. Nous avons été témoins de plusieurs tentatives historiques de construction du socialisme à la suite de révolutions anticapitalistes qui se fondaient sur des conceptions morales accompagnées

de maximes comme «là où il y a une volonté, il y a un chemin» et «la nécessité est mère de l'invention». Le problème, bien sûr, est que cette volonté n'a pas inventé une organisation égalitaire et démocratique de la production. Si nous avons appris quelque chose de l'histoire des luttes révolutionnaires contre le capitalisme, c'est que l'anticapitalisme n'est pas une base suffisante pour construire une alternative socialiste. En plus d'un marxisme sociologique qui explore la reproduction contradictoire des rapports de classe sous le capitalisme, nous avons donc besoin d'une théorie qui éclaire la nature du projet émancipateur lui-même et les enjeux dans la construction de ses institutions. Le développement de cette théorie émancipatrice est l'une des tâches essentielles du marxisme au XXI^e siècle.

Selon nous, le développement d'une théorie du socialisme devrait avoir deux préoccupations principales. Premièrement, il faut comprendre en profondeur les tentatives historiques de création de rapports sociaux socialistes, leur trajectoire et leurs contradictions. Il s'agit avant tout de comprendre le développement et l'effritement des socialismes d'État autoritaires puisque, pour le meilleur ou pour le pire, ils constituent les principaux cas empiriques de tentatives de mise en pratique des idées socialistes d'inspiration marxiste. Le but de ces recherches est en partie d'éviter de répéter les mêmes erreurs à l'avenir, mais plus fondamentalement, il s'agit d'enrichir notre compréhension générale des institutions requises pour des alternatives émancipatrices réalisables.

Deuxièmement, un marxisme émancipateur doit prendre plus au sérieux le problème de l'élaboration

théorique de structures institutionnelles incarnant des principes émancipateurs. Il ne s'agit pas d'élaborer en détail des projets de société qu'on pourrait sortir des cartons pour les mettre en œuvre par un grand processus d'ingénierie sociale ; Marx pensait à juste titre que l'idée même de tels plans pour le socialisme n'était pas pertinente. Mais il s'agit d'élaborer de manière beaucoup plus systématique les principes qui animent le développement pragmatique des institutions réelles. Cela implique à la fois de réfléchir aux principes abstraits permettant de réaliser tel ou tel idéal d'émancipation, et d'étudier empiriquement des cas où certains de ces principes ont pu être mis en pratique. Pour nous, le mot d'ordre de ce projet théorique est de « concevoir des utopies réelles ».

Comprendre le socialisme d'État

Ceux qui veulent « enterrer le marxisme » voient dans le socialisme d'État, surtout dans sa variante soviétique, un signe de la mort du marxisme. Selon eux, le communisme soviétique prouve la faillite et le danger totalitaire du marxisme. Il n'y a rien à en apprendre ou à récupérer. Pour ceux qui souhaitent « propager le marxisme », étant donné le discrédit généralisé dans lequel il est tombé, le socialisme d'État est un sujet à éviter. Ou du moins la propagande doit affirmer que le socialisme d'État n'a rien à voir avec le socialisme marxiste. Même ceux qui « utilisent le marxisme » ne traitent pas du socialisme d'État, sauf comme d'un cas négatif, éventuellement comme l'expression d'un marxisme dégénéré. Eux aussi veulent se dissocier du cadavre. Seuls ceux qui cherchent à construire le marxisme, ou plutôt certains d'entre eux,

sont susceptibles de faire une autopsie sérieuse et de tirer les leçons, positives comme négatives, du seul exemple durable de socialisme.

Quelle est la contribution de l'histoire du socialisme d'État à la construction d'une théorie émancipatrice du socialisme ? On y trouvera une certaine ironie, mais une version adaptée des trois thèses du marxisme classique concernant le destin du capitalisme peut nous aider à comprendre la trajectoire du socialisme d'État : la non viabilité du socialisme d'État ; l'intensification des charges antisocialistes ; et la transition vers une société alternative, en l'occurrence une certaine forme de capitalisme.

Le socialisme d'État impliquait la redistribution centralisée du surplus, qu'une classe de « planificateurs » prélevait d'une classe de « producteurs directs ». Cette appropriation était visible et devait donc être légitimée au nom de la connaissance supérieure du planificateur concernant les besoins du peuple⁵⁵. Cela a fonctionné assez efficacement lorsque la tâche centrale de la planification étatique était de mobiliser les ressources pour l'industrialisation de base, dans le contexte d'une économie agraire sous-développée ; elle a rencontré des contradictions croissantes lorsque la tâche centrale est devenue l'amélioration de la productivité au sein de l'économie industrielle.

L'appropriation et la planification centralisées ont conduit à une économie de pénurie dans laquelle le goulot

55. George Konrad et Ivan Szelényi, *The Intellectuals on the Road to Class Power: A Sociological Study of the Role of the Intelligentsia in Socialism* [Les intellectuels sur la route du pouvoir de classe. Une étude sociologique du rôle de l'intelligentsia sous le socialisme], Brighton, Harvester Press, 1979.

d'étranglement était du côté de l'offre⁵⁶. Si tout ce que l'on exige du système économique est une simple reproduction – l'allocation de moyens donnés pour produire un ensemble donné de résultats –, alors la planification centrale est tout à fait possible et les goulots d'étranglement du côté de l'offre peuvent être surmontés par divers aménagements institutionnels. En soi, ce défaut du socialisme d'État n'est pas plus pathologique que le problème chronique des défaillances du marché sous le capitalisme avec sa production excédentaire et l'insuffisance de la demande. Tout comme le capitalisme peut répondre au problème du déficit de la demande sur le marché grâce à diverses formes de demande générée par l'État, le socialisme d'État peut répondre aux défaillances de l'offre dues à la planification grâce à diverses formes de mécanismes de quasi-marché⁵⁷.

Les problèmes les plus profonds du socialisme d'État, qu'il n'est pas parvenu à surmonter, étaient dynamiques,

56. János Kornai, *Socialisme et économie de la pénurie*, trad. Marie Lavigne, Kitty Dombrowszkyné Kozma, Lilli Berkó et Ildiko Magyar, Paris, Economica, 1984 [1980]; János Kornai, *Le Système socialiste. L'économie politique du communisme*, trad. Lilli Berkó, Kitty Dombrowszkyné Kozma et Marie Lavigne, Grenoble, Presses universitaires de Grenoble, 1996 [1992].

57. Il existe une abondante littérature sur la façon dont les pratiques de marché – l'« économie informelle » ou le « marché noir » – apparaissent pour résoudre les problèmes d'offre sous le socialisme d'État. Voir, par exemple, Joseph Berliner, *Factory and Manager in the USSR* [Usine et cadre en URSS] (Cambridge, Harvard University Press, 1957) et Moshe Lewin, *La Formation du système soviétique. Essais sur l'histoire sociale de la Russie dans l'entre-deux-guerres* (Paris, Gallimard, 1987 [1985]) pour l'Union soviétique. Pour la Hongrie :

en particulier son incapacité à innover de manière systématique. La concurrence bureaucratique pour les ressources, contrairement à la concurrence du marché, n'a pas engendré une innovation soutenue. Par rapport au monde capitaliste, les rapports de production du socialisme d'État entravaient le développement de ses forces de production. Il en a résulté, avec le temps, une stagnation de plus en plus profonde et la viabilité du socialisme d'État s'est avérée de plus en plus problématique.

Le socialisme d'État avait aussi tendance, semble-t-il, à susciter des attaques menaçant sa viabilité. Parce que la légitimité était si essentielle à sa stabilité, il était vulnérable à toute critique accusant la classe dirigeante, l'État-parti, de ne pas tenir les promesses inscrites dans l'idéologie dominante qui imprégnait les pratiques quotidiennes⁵⁸. En d'autres termes, puisque ces États se plaçaient sous la bannière du marxisme pour se proclamer

voir David Stark, «Rethinking Internal Labor Markets: New Insights from a Comparative Perspective [Repenser les marchés du travail internes. Nouvelles perspectives depuis une approche comparatiste] », *American Sociological Review*, volume 51, 1986, p. 39-58, et Ivan Széleányi, *Socialist Entrepreneurs: Embourgeoisement in Rural Hungary* [Des entrepreneurs socialistes. L'embourgeoisement dans la Hongrie rurale], Madison, University of Wisconsin Press, 1988. L'une des meilleures évaluations globales de l'économie de type soviétique est celle d'Alec Nove, *Le Socialisme sans Marx. L'économie du socialisme réalisable*, trad. Pierre-Emmanuel Dauzat, Paris, Economica, 1983 [1983].

58. Michael Burawoy et János Lukács, *The Radiant Past. Ideology and Reality in Hungary's Road to Capitalism* [Le passé radieux. Idéologie et réalité dans la voie hongroise vers le capitalisme], Chicago, University of Chicago Press, 1992.

États ouvriers, il n'était pas surprenant que les travailleurs se battent contre eux lorsqu'ils n'étaient pas à la hauteur de leurs idéaux (Berlin, 1953 ; Pologne et Hongrie, 1956 ; Tchécoslovaquie, 1968 ; Pologne, 1980-1981 ; mineurs russes, 1989, 1991). En fin de compte, l'échec du socialisme d'État a été si dramatique que la classe dirigeante a perdu confiance dans toutes les réformes possibles, de sorte que la seule alternative ne pouvait être que le capitalisme. Avec le discrédit de toutes les formes de socialisme et la disparition du socialisme d'État, la transition vers une forme de capitalisme est devenue la solution « naturelle ».

Bien sûr, le capitalisme a également connu des crises, parfois très profondes, mais cela n'a pas conduit à son effondrement. À la suite de Gramsci, nous l'expliquons par sa capacité à développer un État élargi et une société civile dynamique. De solides institutions de reproduction sociale ont été élaborées, capables d'absorber les crises avec souplesse et d'y répondre par un processus incrémental d'adaptation des institutions. On peut déceler, dans le socialisme d'État, les débuts embryonnaires d'un tel ensemble d'institutions, et les aspirations à le développer – pensez à la perestroïka qui visait une société civile dynamique, à Solidarność, qui cherchait à construire des institutions participatives, et à la Hongrie, qui a créé une économie informelle importante – autant d'institutions qui n'ont jamais atteint le statut de superstructures à part entière. Ces expériences n'ont pas abouti, elles ne se sont jamais stabilisées, mais elles portaient en elles les germes d'un socialisme démocratique. En d'autres termes, le socialisme d'État centralisé a engendré une série de socialismes

alternatifs à caractère démocratique qui, à différentes époques, ont gagné l'imagination des classes dominées.

Peut-être que si le socialisme d'État avait été mis en place dans un environnement mondial plus favorable, il aurait pu éviter les formes extrêmes d'autoritarisme qui caractérisaient ces régimes, et ainsi permettre une vie associative plus dynamique et plus ouverte au sein de la société civile. Cela aurait pu constituer des conditions propices pour qu'émergent, face aux échecs de la planification centrale, des projets contre-hégémoniques de socialisme plus cohérents. Tout comme les contradictions internes du capitalisme primitif ont conduit à un capitalisme organisé avec ses institutions d'appui, dans des circonstances plus favorables, le socialisme d'État aurait pu céder la place au socialisme démocratique plutôt qu'au capitalisme.

C'est dans un contexte où plus personne ne croyait en la capacité de renouvellement ou de développement du socialisme d'État que le capitalisme a été posé comme seule alternative possible. À l'inverse, pratiquement personne ne croit à la disparition imminente du capitalisme. Il semble donc peu probable que des visions d'alternatives égalitaires radicales au capitalisme soient spontanément générées par des luttes au sein du capitalisme. Lorsque le capitalisme rencontre des difficultés, la réaction spontanée est d'essayer de le perfectionner plutôt que de le démanteler. Si le marxisme doit rendre crédibles les alternatives au capitalisme, il est donc nécessaire de leur donner une cohérence théorique apte à convaincre. Dans ces conditions, pour construire le marxisme, l'une des tâches est de formuler des « utopies réelles », des utopies enracinées dans des pratiques réelles et qui incarnent des

conceptions institutionnelles réalisables qui esquissent un au-delà du capitalisme.

Concevoir des utopies réelles

Les marxistes ont traditionnellement été, au mieux, sceptiques et souvent très hostiles à tout ce qui relevait de l'utopie. Marx a critiqué les « socialistes utopiques » qui pensaient pouvoir construire des enclaves émancipatrices au sein du capitalisme plutôt que de lutter pour la transformation révolutionnaire du capitalisme lui-même. Pourtant, comme nous venons de le défendre, construire le marxisme implique de dépasser la négation critique du capitalisme pour explorer des modèles alternatifs. De tels modèles doivent être « utopiques » dans la mesure où ils tentent de réaliser véritablement les valeurs centrales des projets d'émancipation traditionnels de changement social – égalité radicale, démocratie approfondie, communauté qui prend soin de ses membres, épanouissement individuel et liberté. Mais ils doivent aussi être « réels », dans la mesure où ce qui est envisagé n'est pas une fantaisie ou une construction purement morale, mais un projet institutionnel réalisable, capable de contribuer à un véritable progrès humain.

Pour étoffer cette idée, examinons en détail une de ces utopies réelles: le revenu de base universel et sans condition. L'idée d'un revenu de base universel a toute une généalogie, mais elle a récemment été remise sur le devant de la scène⁵⁹. La proposition a pris des noms

59. Robert Van der Veen et Philippe Van Parijs, « A Capitalist Road to Communism [Une voie capitaliste vers le communisme] »,

divers : revenu de base universel, « *demogrant*⁶⁰ », dividende citoyen. Si les détails peuvent varier, l'idée est assez simple : chaque citoyen reçoit une allocation de subsistance mensuelle suffisante pour vivre à un niveau de vie respectable défini culturellement, disons 125 % du « seuil de pauvreté ». Cette allocation est inconditionnelle et universelle, car elle est accordée à tous les citoyens en vertu de leur droit à la citoyenneté. Les subventions sont accordées aux individus, pas aux familles. Les parents sont les dépositaires des bourses des enfants mineurs.

Avec la mise en place du revenu de base universel, la plupart des autres transferts redistributifs sont supprimés – *minima* sociaux, allocations familiales, assurance chômage, minimum vieillesse financé par l'impôt – puisque l'allocation du revenu de base est suffisante pour assurer à chacun une subsistance digne. Cela signifie que dans les systèmes où l'État providence fournit déjà, contre la pauvreté, un généreux soutien au revenu par une mosaïque de programmes spécialisés, le revenu de base universel et inconditionnel n'impliquerait pas de

Theory and Society, volume 15, 1986, p. 635-655; David Purdy, « Citizenship, Basic Income and the State [La citoyenneté, le revenu de base et l'État] », *New Left Review*, n° 208, 1994, p. 30-48; Philippe Van Parijs (dir.), *Arguing for Basic Income: Ethical Foundations for a Radical Reform* [Pour le revenu de base. Des fondations éthiques pour une réforme radicale], Londres, Verso, 1992; Joshua Cohen et Joel Rogers (dir.), « Delivering Basic Incomes [Créer le revenu de base] », *The Boston Review*, volume 25, n° 5, octobre-novembre 2000.

60. N.d.T. : James M. Buchanan, économiste américain, fondateur de la théorie du choix public, avait proposé l'inscription dans la constitution d'une forme de revenu universel (qu'il appelle *demogrant*) financé par un impôt non-progressif.

hausse nette des coûts démesurée, d'autant plus que les frais généraux administratifs seraient ainsi réduits (puisque les systèmes de revenu de base universel ne nécessitent pas de collecte d'informations importante ni de suivi étroit du comportement des bénéficiaires). Les diverses allocations pour besoins spéciaux continueraient à exister, par exemple pour les personnes handicapées, mais elles seraient probablement moins importantes que dans les dispositions actuelles. Les règles relatives au salaire minimum seraient assouplies ou supprimées : il ne serait guère nécessaire d'interdire légalement les salaires inférieurs au minimum vital si le salaire ne constituait de fait qu'un revenu supplémentaire.

Le revenu de base universel présente des caractéristiques très intéressantes du point de vue de l'égalitarisme radical. Premièrement, il affaiblit considérablement l'un des principaux mécanismes de coercition du capitalisme. Lorsque les marxistes analysent le processus de « prolétarianisation du travail », ils soulignent la « double séparation » du « travail libre salarié » : les travailleurs sont séparés des moyens de production, et en vertu de cela, sont séparés des moyens de subsistance. C'est la conjonction de ces deux séparations qui oblige les travailleurs à vendre leur force de travail sur un marché du travail pour obtenir des moyens de subsistance. En ce sens, le travail prolétarisé est fondamentalement non libre. Le revenu de base, universel et inconditionnel, brise cette identité des séparations : les travailleurs restent séparés des moyens de production (ceux-ci sont toujours la propriété des capitalistes), mais ils ne sont plus séparés des moyens de subsistance (cela est assuré par la subvention redistributive

du revenu de base). La décision de travailler pour un salaire devient donc beaucoup plus libre. Le capitalisme entre adultes consentants est beaucoup moins répréhensible que le capitalisme où se font face des patrons et des travailleurs qui n'ont guère d'autre choix que de travailler pour un salaire. En augmentant la capacité des travailleurs à refuser un emploi, le revenu de base génère une distribution beaucoup plus égalitaire de la liberté réelle que le capitalisme ordinaire.

Deuxièmement, le revenu de base universel donnerait probablement lieu à plus d'égalité sur les marchés du travail. Si les travailleurs sont davantage en mesure de refuser un emploi, les salaires pour un travail minable risquent d'augmenter par rapport aux salaires pour un travail très agréable. La structure des salaires sur les marchés du travail commencera donc à refléter plus systématiquement la désutilité relative des différents types de travail plutôt que la simple rareté relative des différents types de force de travail. Cela incitera alors les patrons à rechercher des innovations techniques pour éliminer le travail désagréable. Le changement technique n'aurait alors plus pour seul effet d'économiser de la main-d'œuvre, mais aussi d'humaniser le travail.

Troisièmement, le revenu de base universel élimine directement et massivement la pauvreté, et ce, sans les effets pathologiques des allocations anti-pauvreté sous condition de ressources. Il n'y a pas de stigmatisation, puisque tout le monde reçoit le revenu en question. Il n'y a pas de frontière bien définie entre les bénéficiaires nets et les contributeurs nets, puisque de nombreuses personnes et familles franchiront librement cette frontière au fil

du temps. Ainsi, il est moins probable que des coalitions majoritaires stables contre la redistribution se forment une fois que le revenu de base sera en place depuis un certain temps. Il n'existe pas non plus de « pièges à pauvreté » causés par des effets de seuil pour l'éligibilité aux allocations. Tout le monde les reçoit sans condition. Si vous travaillez et gagnez un salaire, ce revenu supplémentaire est bien sûr imposé, mais le taux d'imposition est progressif, ce qui ne dissuade pas une personne d'entrer sur le marché du travail si elle veut augmenter ses revenus.

Quatrièmement, le revenu de base universel et inconditionnel favorise un ensemble d'activités de soin non marchandes que les marchés gèrent mal, en particulier le travail de soin au sein des familles, mais aussi au sein de communautés plus larges. En lui-même, le revenu universel ne remettrait pas en cause le caractère genré de ce travail non payé qui est le plus souvent fait par les femmes, mais il compenserait certaines de ses conséquences inégalitaires. En effet, le revenu universel de base pourrait être considéré comme un mécanisme indirect pour atteindre l'objectif du « salaire pour le travail ménager » défendu par certaines féministes : reconnaître que le travail de soin est socialement valable et productif et mérite un soutien financier⁶¹. Les effets du revenu de

61. N.d.T. : La notion de « salaire pour le travail ménager » est née des débats ouverts par Mariarosa Dalla Costa et Selma James dans *The Power of Women and the Subversion of Community* [Le pouvoir des femmes et la subversion sociale], paru en 1972. Les deux autrices poursuivent ce débat au sein de *l'International Feminist Collective* [Collectif international féministe], créé la même année à Padoue, et à travers le lancement avec Silvia Federici, entre autres, de

base sur la démocratie et les communautés sont moins évidents, mais dans la mesure où il facilite l'extension des activités bénévoles ou non rémunérées de toutes sortes, il pourrait renforcer la participation démocratique et les activités de solidarité au sein des communautés.

Le revenu de base universel pose bien sûr des questions importantes. Les sceptiques en soulèvent souvent deux principales : le problème de l'offre de main-d'œuvre et le problème de la fuite des capitaux.

Un revenu universel de base n'est possible que si un nombre suffisant de personnes continuent comme salariés à fournir un travail et un effort suffisants pour produire le revenu et les impôts nécessaires pour financer l'allocation universelle. Si trop de personnes se satisfont de la seule allocation (parce qu'elles n'aspirent qu'à traîner sur le canapé et/ou simplement, parce qu'elles préfèrent se consacrer à des activités non marchandes plutôt que de toucher un supplément de revenu), ou si les taux marginaux d'imposition sont si élevés qu'ils réduisent sérieusement les incitations au travail, alors tout le système s'effondrera. Définissons un «revenu de base viable» comme un niveau d'allocation qui, s'il était institué, susciterait une offre stable de main-d'œuvre suffisante pour fournir les impôts nécessaires à l'aide. Le niveau le plus élevé de ces aides pourrait donc être appelé «revenu de base viable maximal». La question empirique est donc de savoir si ce niveau viable maximal est suffisamment élevé pour permettre les effets vertueux

l'International Wages for Housework Campaign [Campagne internationale en faveur du salaire pour le travail ménager].

énumérés ci-dessus. Si l'allocation viable maximale était de 25 % du seuil de pauvreté, par exemple, elle n'aurait guère pour effet de faire du travail rémunéré un acte volontaire non contraint et ne réduirait probablement pas la pauvreté de manière spectaculaire. Si, en revanche, l'allocation viable maximale durable était de 150 % du seuil de pauvreté, alors un revenu de base universel ferait progresser de manière significative un programme égalitaire. Cela se produirait-il effectivement ? C'est une question empirique difficile à étudier et qui dépend de la répartition des préférences en matière de travail et de la productivité dans une économie donnée.

Outre le problème de l'offre de main-d'œuvre, le revenu de base universel est également vulnérable au problème de la fuite des capitaux. Si un revenu de base universel élevé augmente sensiblement le pouvoir de négociation du travail, si la charge fiscale pour le financement de l'allocation pèse pour une part importante sur le capital, et si des marchés du travail en tension entraînent une hausse spectaculaire des salaires et donc des coûts de production sans augmentation proportionnelle de la productivité, il se pourrait bien qu'un revenu de base universel précipite un désinvestissement massif et une fuite des capitaux importante. C'est pour cette raison que les marxistes ont traditionnellement soutenu qu'une déprolétarianisation réelle et durable de la force de travail est impossible à l'intérieur du capitalisme. De fait, la condition nécessaire pour un revenu de base universel viable élevé est d'imposer politiquement des contraintes fortes au capital, en particulier sur le flux des investissements. Une certaine forme de socialisme peut alors être

une condition nécessaire à une forme de revenu de base qui soit juste. Mais il se peut aussi que dans un capitalisme riche et hautement productif, un revenu de base raisonnablement élevé soit compatible avec la reproduction capitaliste. En particulier dans les États providence généreux, l'augmentation des impôts pour financer un revenu de base resterait peut-être mesurée ; et si le capital investit dans les économies capitalistes développées, c'est pour des raisons de technologie et d'infrastructures qui resteraient valables, rendant peut-être improbable une fuite massive de capitaux. Peut-être.

Le revenu de base universel n'est pas la pleine réalisation de la vision émancipatrice du marxisme. Il ne crée pas de contrôle démocratique sur la capacité de production de la société ; il ne produit pas d'égalité radicale ; il n'élimine pas la domination dans la production ; il n'élimine pas l'exploitation capitaliste, même s'il peut la rendre moins moralement répréhensible. Néanmoins, il s'agit d'un dispositif institutionnel réalisable, aux caractéristiques séduisantes sur le plan normatif, qui promeuvent certains des objectifs fondamentaux du projet socialiste.

Le revenu de base universel n'est qu'un exemple d'utopie réelle. On peut aussi citer la proposition de John Roemer d'une forme de socialisme de marché institutionnellement réalisable⁶² ; diverses idées novatrices sur

62. John E. Roemer, *A Future for Socialism* [Un futur pour le socialisme], Cambridge, Harvard University Press, 1994 ; John E. Roemer, *Equal Shares : Making Market Socialism Work* [À parts égales. Pour que le socialisme de marché fonctionne], volume 2 de la collection «The Real Utopias Project» dirigée par Erik Olin Wright, Londres, Verso, 1996.

les moyens d'approfondir la démocratie par une nouvelle articulation de l'État et des « associations secondaires⁶³ » ou par l'élaboration de nouvelles formes de participation des citoyens à la délibération et à la décision politique⁶⁴ ; et des propositions visant à créer des institutions de marché égalitaires par une redistribution durable des actifs⁶⁵.

Toutes ces propositions remettent en question, de diverses manières, l'idée dominante selon laquelle il n'y a pas d'alternative au capitalisme. Si la plupart des gens croyaient que le capitalisme était condamné à une disparition inéluctable de leur vivant, cela suffirait à saper l'idée

63. Joshua Cohen et Joel Rogers, *Associations and Democracy* [Associations et démocratie], volume 1 de la collection « The Real Utopias Project » dirigée par Erik Olin Wright, Londres, Verso, 1995.

64. Archon Fung et Erik Olin Wright, « Deepening Democracy: Innovations in Empowered Participatory Governance [La démocratie approfondie. Innovations dans une gouvernance participative renforcée] », *Politics and Society*, volume 29, n° 1, p. 5-41, et Archon Fung, « Accountable Autonomy: Toward Empowered Deliberation in Chicago Schools and Policing [Une autonomie responsable. Vers une délibération renforcée dans les écoles et la police de Chicago] », *Politics and Society*, volume 29, n° 1, p. 73-103.

N.d.T.: Ces travaux ont aussi donné lieu à une publication collective Archon Fung et Erik Olin Wright (dir.), *Deepening Democracy: Institutional Innovations in Empowered Participatory Governance* [La démocratie approfondie. Innovations institutionnelles dans une gouvernance participative renforcée], volume 4 de la collection « The Real Utopias Project » dirigée par Erik Olin Wright, Londres, Verso, 2003.

65. Samuel Bowles et Herbert Gintis, *Recasting Egalitarianism. New Rules for Communities, States and Markets* [Refonder l'égalitarisme. Nouvelles règles pour les communautés, les États et les marchés], volume 3 de la collection « The Real Utopias Project » dirigée par Erik Olin Wright, Londres, Verso, 1998.

qu'il n'y a pas d'alternative. Mais si nous abandonnons cette croyance, alors formuler des alternatives devient une condition nécessaire pour pouvoir inscrire des alternatives au capitalisme à l'ordre du jour de l'histoire.

Concevoir des utopies réelles, cependant, est plus qu'une simple stratégie idéologique contre le fatalisme. Du fait des contradictions de la reproduction sociale dans le capitalisme, sous certaines conditions politiques, des éléments de ces institutions utopiques peuvent être intégrés à des projets pragmatiques de réforme sociale, même au sein de la société capitaliste. Beaucoup de capitalismes sont possibles, avec autant de dispositifs institutionnels différents permettant la reproduction sociale. Une question cruciale pour le marxisme émancipateur est de savoir dans quelle mesure il est possible d'introduire et de maintenir, à l'intérieur de certaines variétés de capitalisme, des éléments d'institutions émancipateurs. Bien que les arguments du marxisme sociologique suggèrent que les contraintes de la reproduction des rapports de classe rendent nécessairement difficile tout projet émancipateur au sein du capitalisme, cela ne signifie pas que des éléments d'alternatives émancipatrices ne puissent pas être préfigurés depuis la réalité contradictoire du capitalisme⁶⁶.

66. L'idée que des principes émancipateurs peuvent être préfigurés au sein des institutions du capitalisme va à l'encontre des versions les plus fonctionnalistes du marxisme sociologique. Dans ces versions, toutes les innovations institutionnelles significatives et durables dans la société capitaliste sont considérées comme contribuant d'une certaine manière à stabiliser et à sécuriser les rapports de classe. Si certains changements institutionnels dans l'État, par exemple, peuvent rendre la vie plus facile aux gens ordinaires, il s'agit au mieux de palliatifs

Concevoir des utopies réelles relève donc d'un programme actif de changement social depuis le capitalisme, plutôt que du simple rêve d'un au-delà du capitalisme.

En d'autres termes, un marxisme sociologique est un marxisme sans garanties⁶⁷. Il substitue l'élaboration d'utopies réelles aux prédictions de « fin du capitalisme » du marxisme classique. Au cœur du programme du marxisme sociologique se trouve l'élaboration et la diffusion d'alternatives qui existent déjà sous forme embryonnaire au sein du capitalisme. Le marxisme sociologique ne repose pas sur d'inévitables lois du mouvement qui feraient mécaniquement naître un monde socialiste, mais doit au contraire propager activement des utopies réelles qui gagneront l'imagination populaire. Dans ce cas, en même temps que nous construisons le marxisme comme programme de recherche scientifique cohérent, nous devons le propager, remettre en question la capacité du capitalisme à absorber ou à discréditer ses alternatives, et fournir les bases d'une politique de préfiguration⁶⁸. Ainsi, un marxisme sociolo-

qui rendent le capitalisme plus acceptable, et donc plus stable. Les réformes qui ont l'apparence d'être plus radicales, qui seraient des alternatives significatives au capitalisme, sont soit des illusions, soit rapidement minées et neutralisées. Si cette vision fortement fonctionnaliste des possibilités institutionnelles est acceptée, il y a peu de place pour que des idéaux émancipateurs soient incarnés, même de manière préfigurative, dans les institutions de la société capitaliste.

67. Stuart Hall, « The Problem of Ideology – Marxism Without Guarantees [Le problème de l'idéologie – Un marxisme sans garanties] », *Journal of Communication Inquiry*, volume 10, n° 2, 1986 [1983], p. 28-44.

68. N.d.T. : Selon Carl Boggs, qui a forgé le terme, une politique de préfiguration (*Prefigurative politics*) inclut « au sein de la pratique

gique doit être non seulement une science, mais aussi une idéologie. Une idéologie au sens de Gramsci, qui intègre la véritable utopie dans une image concrète qui réunira les individus dans l'action collective⁶⁹.

CONCLUSION

Nous avons soutenu dans ce texte que les principales idées théoriques du marxisme peuvent être regroupées en trois ensembles : une théorie de la dynamique et du destin du capitalisme – c'est le matérialisme historique ; une théorie de la reproduction contradictoire du capitalisme – c'est le marxisme sociologique ; et une théorie des alternatives émancipatrices.

Le marxisme classique s'est développé au cours des premières phases du capitalisme industriel. Il a brillamment saisi la dynamique historique de cette période – l'extraordinaire capacité du capitalisme à transformer

politique concrète d'un mouvement [...], les formes de rapports sociaux, de mode de décision, de culture et d'expérience humaine, qui constituent le but ultime». Voir Carl Boggs, «Marxism, Prefigurative Communism, and the Problem of Workers Control [Marxisme, communisme préfiguratif et le problème du contrôle par les travailleurs]», *Radical America*, vol. 11, n° 6, 1977, p. 99-122.

69. Antonio Gramsci (Cahier 13, §1) a parlé du pouvoir de l'idéologie politique, «idéologie politique qui se présente non pas sous l'aspect d'une froide utopie ou d'une argumentation doctrinaire, mais comme une création de l'imagination concrète qui travaille sur un peuple dispersé et pulvérisé dans le but d'en susciter et d'en organiser la volonté collective» (Antonio Gramsci, *Cahiers de prison*, tome III : Cahiers 10 à 13, éd. Robert Paris, trad. Paolo Fulchignogni, Gérard Granel et Nino Negri, Paris, Gallimard, p. 354).

le monde, à détruire les rapports de classe et les formes sociales préexistantes, mais aussi sa tendance inhérente à la crise et à l'autodestruction. Le matérialisme historique a donné une cohérence théorique à cette logique d'auto-destruction qui caractérise le capitalisme.

Le marxisme sociologique était présent sous une forme embryonnaire dans le marxisme classique, mais ce n'est que plus tard qu'il est devenu un cadre théorique robuste pour comprendre le nouvel éventail d'institutions construites autour du capitalisme, contrecarrant sa tendance à l'autodestruction. Le matérialisme historique et le marxisme sociologique se complétaient, l'un expliquant la trajectoire du capitalisme vers sa destinée ultime, l'autre ce qui le retient temporairement. Ensemble, ils ont fourni une base théorique aux partis politiques d'inspiration marxiste, qui se sont donné pour mission de surmonter ces obstacles temporaires, en particulier celui que constitue l'État, et donc de hâter l'arrivée à destination.

Tant que le matérialisme historique était accepté, le marxisme sociologique n'avait guère besoin d'embrasser une théorie émancipatrice qui allât bien au-delà de la critique du capitalisme. Si nous abandonnons les thèses centrales du matérialisme historique – la non-viabilité du capitalisme et l'intensification de la lutte des classes –, alors le développement d'une théorie émancipatrice devient décisif pour la construction du marxisme. Puisqu'il s'avère que la fin du capitalisme n'est pas inéluctable et que les tentatives de socialisme ont jusqu'ici échoué, le marxisme sociologique exige que nous prêtions désormais une attention particulière au développement d'alternatives au capitalisme. La théorie émancipatrice

d'un marxisme reconstruit doit examiner le socialisme d'État pour tirer les leçons de ce qu'il faut éviter et imaginer ce qui aurait pu être. Mais il est encore plus important de développer des utopies réelles fondées sur les institutions existantes du capitalisme et de rechercher dans ces institutions d'appui les germes de sociétés alternatives qu'elles peuvent contenir.

Le marxisme sociologique sans marxisme émancipateur dégénère en critiques cyniques et pessimistes du capitalisme, et finit par encourager la passivité face à l'impressionnante capacité de reproduction du capitalisme. Le marxisme émancipateur sans marxisme sociologique tombe dans un utopisme hors-sol qui n'est pas fondé sur les contradictions réelles du capitalisme et qui est incapable de gagner l'imagination des masses. La construction d'un marxisme à la fois émancipateur et sociologique est la seule manière d'empêcher le capitalisme de jouer de sa naturalité apparente pour tourner en ridicule toutes les alternatives.

LES TROIS VAGUES DU MARXISME. PENSER LE CAPITALISME APRÈS POLANYI¹

Michael Burawoy

Que devons-nous faire du marxisme? Pour la plupart des gens, la réponse est simple: l'enterrer! Le courant dominant des sciences sociales a depuis longtemps fait ses adieux au marxisme. Talcott Parsons² a écarté le marxisme comme une théorie qui n'avait de sens que pour le XIX^e siècle – comme une version de l'utilitarisme du XIX^e siècle qui n'était plus pertinente pour le XX^e siècle. Ironie du sort, il a écrit ces réflexions en 1968, en plein renouveau de la pensée marxiste à travers le monde – un renouveau qui a rejeté le marxisme soviétique en tant

1. Une première version, en anglais, de ce texte est parue dans Michelle Williams et Vishwas Satgar, *Marxisms in the 21st. Century* [Marxismes au XXI^e siècle], Johannesburg, Wits University Press, 2013, p. 34-52.

2. Talcott Parsons, «Some Comments on the Sociology of Karl Marx [Quelques commentaires sur la sociologie de Karl Marx]», in *Sociological Theory and Modern Society* [Théorie sociologique et société moderne], New York, Free Press, 1967.

qu'idéologie d'État pour renouer avec l'héritage démocratique et visionnaire du marxisme. Ce renouveau n'a pas duré longtemps, il a subi des revers lorsque les espoirs révolutionnaires ont été vaincus par la répression et la dictature, puis par le fondamentalisme de marché. Avec l'effondrement définitif de l'ordre soviétique en 1991 et dans le même temps la conversion au marché de la Chine, les fossoyeurs du marxisme l'ont déclaré mort et se sont empressés de sonner le glas.

Face à une telle euphorie anti-marxiste, ses derniers défenseurs apparaissent souvent dogmatiques et anachroniques. Les marxistes ont, en effet, parfois rendu service à leurs ennemis en manifestant une ferveur religieuse dans des pamphlets qui n'ont que peu de rapport avec la réalité et qui défendent un marxisme originel, tel qu'il est révélé dans les saintes écritures de Marx et d'Engels. L'œuvre des disciples qui suivirent Marx et Engels – Lénine, Plekhanov, Trotsky, Boukharine, Luxemburg, Kautsky, Lukács, Gramsci, Fanon, Amin, Mao – ne serait qu'une glose des écrits bibliques des origines. Les épigones contemporains de Marx et d'Engels ne les replacent pas dans leur contexte : ils ne les considèrent pas comme des êtres faillibles dont la pensée reflétait l'époque dans laquelle ils vivaient. Ils les présentent au contraire comme des figures christiques et donc comme des sources de vérité éternelle. De leur point de vue, les fondateurs ne peuvent pas s'être trompés.

Il existe une troisième approche qui, refusant à la fois d'enterrer Marx et Engels et d'en faire des prophètes, a été plus nuancée. Nombreux sont ceux qui, dans les sciences sociales et au-delà, se sont appropriés ce qu'ils

considèrent récupérable dans la pensée marxiste, comme l'analyse de la puissance créatrice du capitalisme, les notions d'exploitation et de lutte des classes, l'idée d'accumulation primitive, ou même les conceptions marxistes de l'idéologie et de l'État. Ces néo- et post-marxistes combinent souvent les idées de Marx et du marxisme avec celles d'autres théoriciens de la société – Weber, Durkheim, Foucault, Bourdieu, Habermas, Beauvoir, etc. De fait, ces théoriciens avaient eux-mêmes incorporé de nombreuses notions marxistes, souvent sans reconnaître leur dette et alors même qu'ils exprimaient leur hostilité à l'égard du marxisme. Les néo-marxistes considèrent le marxisme comme un supermarché : ils prennent ce qui leur plaît et laissent ce qui ne leur plaît pas, parfois en exprimant leur reconnaissance lors du passage en caisse, parfois non. Ils n'ont aucun scrupule à rejeter ce qui n'est plus dans l'air du temps.

La quatrième approche, celle que j'adopte ici, consiste à considérer le marxisme comme une tradition vivante qui doit se renouveler et se reconstruire avec le monde qu'il décrit et cherche à transformer. Après tout, au cœur du marxisme se trouve l'idée que les croyances – science ou idéologie – changent nécessairement avec la société. Ainsi, à mesure que le monde change de cours, le marxisme doit faire de même, en reflétant la diversité des structures sociales et économiques et des héritages historiques. Cependant, le marxisme ne peut pas simplement s'en tenir à refléter le monde. Il cherche à le transformer. Mais transformer un monde aussi composite exige une théorie elle-même composite, qui s'adapte aux temps et aux lieux.

LE MARXISME COMME TRADITION EN CONSTANTE ÉVOLUTION

Si le marxisme est une tradition en constante évolution, que partagent ses différents avatars qui les rattachent à une même tradition? Qu'est-ce qui fait du marxisme le marxisme? Quel est son noyau stable quelle que soit la période, quel que soit le cadre national? Qu'ont en commun toutes les branches du marxisme? Si l'on considère la tradition marxiste comme un arbre qui ne cesse de croître, quels en seraient les racines, le tronc et les branches³?

Les racines sont un enchevêtrement mouvant de quatre propositions fondamentales: le matérialisme historique tel qu'il est énoncé dans la préface à la *Critique*

3. Il y a eu, bien sûr, d'autres périodisations du marxisme, mais la plupart racontent l'histoire d'un effondrement. Ainsi, George Lichtheim retrace la naissance et l'essor du marxisme, puis sa chute après la révolution russe (*Marxism. An Historical and Critical Study* [Marxisme. Une étude historique et critique], Londres, Routledge and Kegan Paul, 1961). Écrivant au lendemain des mouvements de révolte en Europe, Perry Anderson s'intéresse à l'essor du marxisme classique, puis aux reflux du marxisme occidental dans la philosophie et la perte de ses liens avec le mouvement révolutionnaire (*Sur le marxisme occidental*, trad. Dominique Letellier et Serge Niemetz, Paris, Maspero, 1977 [1976]). Leszek Kolakowski décrit la disgrâce du marxisme: depuis le développement de l'Union soviétique et du marxisme occidental, jusqu'à sa dégénérescence finale avec les mouvements étudiants des années 1960 (*Histoire du marxisme*, trad. Anne-Marie Lescouret, 2 volumes (sur les 3 volumes parus en allemand), Paris, Fayard, 1987 [1977-1978]). Notez que tous ces récits classiques ont été écrits avant l'effondrement du communisme, dont l'existence était tenue pour acquise.

de l'économie politique⁴; les prémisses de l'histoire telles qu'elles sont exposées dans *L'Idéologie allemande*⁵; les conceptions de la nature humaine qu'on trouve dans les *Manuscrits de 1844*⁶; et la relation entre théorie et pratique définie dans *Les Thèses sur Feuerbach*⁷. Le tronc de l'arbre marxiste est la théorie du capitalisme, exposée dans les trois livres du *Capital*, et révisée par les héritiers du marxisme au cours du dernier siècle et demi.

Il y a ensuite les branches successives du marxisme – le marxisme allemand, le marxisme russo-soviétique, le marxisme occidental, le marxisme tiers-mondiste. Certaines branches sont déjà mortes, d'autres sont mourantes, et d'autres encore sont florissantes. Chaque branche naît de sa propre reconstruction du marxisme, en répondant à des circonstances historiques spécifiques. Le marxisme allemand s'est formé en réponse aux tendances réformistes du mouvement socialiste allemand de 1890-1920, face à un capitalisme qui se montrait capable d'absorber les crises qu'il engendrait. Le marxisme russe est né des dilemmes du développement inégal et combiné du capitalisme à l'échelle mondiale, et de la lutte pour

4. Karl Marx, *Contribution à la critique de l'économie politique* [1859], précédée de l'*Introduction de 1857*, trad. Guillaume Fondu et Jean Quétier, Paris, Les Éditions sociales, 2014.

5. Friedrich Engels et Karl Marx, *L'Idéologie allemande*, trad. Henri Auger, Gilbert Badia, Jean Baudrillard, Renée Cartelle, Paris, Éditions sociales, 2012 [1845-1846].

6. Karl Marx, *Manuscrits économique-politiques de 1844*, trad. Franck Fischbach, Paris, Vrin, 2007.

7. Karl Marx, *Les Thèses sur Feuerbach*, trad. Georges Labica, Paris, Presses universitaires de France, 1987 [1845].

le socialisme dans un seul pays. Le marxisme occidental était une réponse au marxisme soviétique, au fascisme et à l'échec de la révolution à l'Ouest. Enfin, le marxisme tiers-mondiste est aux prises avec les dilemmes posés par le sous-développement ainsi qu'avec les luttes coloniales et post-coloniales.

En examinant cet arbre, on voit que le marxisme a pu commencer comme un projet de petite échelle, qui a réussi néanmoins à lier des gens au-delà des frontières nationales – pensez à la Première Internationale. En gagnant progressivement un soutien populaire, le marxisme classique s'est trouvé lié à des enjeux politiques nationaux (russes, allemands, français, etc.), puis à des enjeux régionaux – le marxisme soviétique, occidental et tiers-mondiste. Quelle est l'échelle du marxisme aujourd'hui? Même si sa base populaire s'est rétrécie, je dirais que le marxisme ne peut plus s'en tenir aux enjeux locaux, nationaux ou régionaux; il doit embrasser les enjeux mondiaux, qui affectent la planète tout entière. Afin de reconstruire le marxisme à l'échelle mondiale, il faut, selon moi, donner une importance nouvelle à la catégorie de marché. Celle-ci ne doit pas être pensée sous le seul angle de l'extension géographique (puisque les marchés ont toujours été aussi bien mondiaux que locaux), ni même de la domination du néolibéralisme (puisque les marchés sont toujours passés par des périodes d'expansion et de contraction), mais des nouveaux modes de marchandisation.

Pour le dire brièvement, il y a eu trois vagues de marchandisation qui ont balayé le monde: la première couvre l'ensemble du XIX^e siècle; la deuxième commence après la Première Guerre mondiale et la troisième au

milieu des années 1970. À chaque vague est associée la marchandisation d'une force de production en particulier, successivement le travail, la monnaie et la nature. Ce sont ces trois entités que Karl Polanyi qualifie de marchandises fictives, au sens où elles perdent leur valeur d'usage lorsqu'on en fait des marchandises⁸. Ainsi, lorsque le travail fait l'objet d'un échange non réglementé, il perd sa valeur d'usage – il ne peut pas être productif. Si la monnaie fait l'objet d'un échange non réglementé, sa valeur devient si volatile que les entreprises font faillite. Et la transformation de la nature en marchandise détruirait nos moyens de subsistance – l'air que nous respirons, l'eau que nous buvons, la terre que nous cultivons, les corps que nous habitons. Chaque vague de marchandisation engendre un contre-mouvement fondé sur un ensemble distinct de droits de plus en plus étendus (droit du travail, droits sociaux et droits humains) et organisés à une échelle de plus en plus vaste: locale, nationale et potentiellement mondiale. Enfin, à chaque contre-mouvement correspond une configuration distincte du marxisme – le marxisme classique fondé sur l'anticipation d'une utopie économique; les marxismes soviétique, occidental et tiers-mondiste fondés sur la régulation étatique; et, enfin, le marxisme sociologique fondé sur l'idée d'une société civile en expansion et autorégulée.

La périodisation du marxisme peut être rapportée à la périodisation du capitalisme, mais ces périodes sont

8. Karl Polanyi, *La Grande Transformation. Aux origines politiques et économiques de notre temps*, trad. Maurice Angeno et Catherine Malamoud, Paris, Gallimard, 1983 [1944].

sans cesse repensées à la lumière d'un présent toujours en évolution. L'histoire donne un sens au présent en révélant sa continuité avec le passé et la manière dont il s'en distingue. Marx n'a identifié qu'une seule période du capitalisme⁹, Lénine deux¹⁰, et Ernest Mandel trois¹¹. Moi aussi, j'en vois trois selon une périodisation qui se fonde moins sur la production que sur le marché en tant qu'expérience contemporaine la plus saillante. Ici, en effet, je romps avec l'affirmation marxiste traditionnelle selon laquelle la production constitue le fondement de l'opposition au capitalisme. Une telle position n'est plus tenable, d'une part parce que la production est le lieu où se fabrique le consentement au capitalisme, et d'autre part parce que, face à la production mondiale de populations de travailleurs excédentaires, l'exploitation devient très vite un privilège prisé d'une poignée de nantis. L'exploitation, au sens étroit du terme, continue de jouer un rôle central dans la *dynamique de l'accumulation*, mais plus dans *l'expérience des populations dominées*. Dans l'analyse de Marx, l'expérience du marché apparaît sous la forme du « fétichisme de la marchandise », qui camoufle « l'antre secret de la production » ; mais elle est

9. Karl Marx, *Le Capital*, livre I, trad. révisée par Jean-Pierre Lefebvre, Paris, Les Éditions sociales, 2016 [1867] ; Karl Marx, *Le Capital*, livre II, trad. Erna Cogniot, 2 tomes, Paris, Éditions sociales, 1960 [1885] ; Karl Marx, *Le Capital*, livre III, trad. Catherine Cohen-Solal et Gilbert Badia, 3 tomes, Paris, Éditions sociales, 1957 [1894].

10. Vladimir I. Lénine, *L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme. Essai de vulgarisation*, Paris, Le Temps des cerises, 2001 [1916].

11. Ernest Mandel, *Le Troisième Âge du capitalisme*, trad. Bernard Keiser, Paris, Éditions 10/18, 1976 [1972].

bien plus que cela, elle façonne de multiples dimensions de l'existence humaine.

RECONSTRUIRE POLANYI

En faisant du marché un élément fondamental de l'existence humaine, je m'inspire de la théorie et de l'histoire du capitalisme proposées par Karl Polanyi. Écrite en 1944, *La Grande Transformation* examine les conséquences politiques et sociales de l'essor du marché depuis la fin du XVIII^e siècle jusqu'à la Grande Dépression. Selon Polanyi, l'essor du marché a eu des conséquences si destructrices qu'il a engendré un contre-mouvement pour protéger la société. Le contre-mouvement, cependant, a pu être aussi destructeur que le marché qu'il cherchait à contenir puisqu'il recouvrait pour Polanyi aussi bien le fascisme et le stalinisme que le *New Deal* et la social-démocratie. Ainsi, il en concluait que l'humanité, effrayée par ses conséquences, serait guérie pour toujours du fondamentalisme de marché. Il avait tort – le fondamentalisme de marché a frappé notre planète une fois de plus dans les années 1970, menaçant l'existence humaine et détruisant les communautés.

La raison des illusions optimistes de Polanyi tient à son incapacité à prendre au sérieux la logique du capitalisme. Tout en adhérant aux premiers écrits de Marx sur l'aliénation, il rejette sa théorie de l'histoire, qu'elle soit comprise comme une succession de modes de production, comme la dynamique autodestructrice de la concurrence capitaliste ou comme l'intensification de la lutte des classes. Mais en refusant l'idée de lois de l'histoire, Polanyi ignore aussi

la logique du capital, en particulier le déploiement récurrent du fondamentalisme de marché comme stratégie pour surmonter ses contradictions internes. C'est ce que montre David Harvey à propos du « néolibéralisme », qu'il considère comme une contre-offensive idéologique du capital, en réponse aux gains réalisés par les travailleurs dans la période qui a suivi la Seconde Guerre mondiale¹².

Identifier aujourd'hui une nouvelle vague de fondamentalisme de marché conduit à remettre en question l'histoire du capitalisme selon Polanyi. Celui-ci formule un récit homogène où une unique vague de marchandisation cède la place à un contre-mouvement unique – qu'il appelle la « grande transformation » (voir les figures 1 et 2, p. 118-119). Se référant en particulier à l'histoire de l'Angleterre, Polanyi raconte en détail la façon dont la loi sur les pauvres, dite de Speenhamland et promulguée en 1795, a protégé le travail de la marchandisation jusqu'à l'adoption en 1834 d'une nouvelle loi sur les pauvres qui a mis fin au système d'assistance dispensée par les paroisses, remplacé par les *workhouses*¹³. L'année 1834

12. David Harvey considère la vague de marchandisation comme de l'accumulation par dépossession, un corrélat nécessaire à la marchandisation, que Marx n'avait identifié que dans la préhistoire du capitalisme sous le terme d'accumulation primitive. Voir David Harvey, *Le Nouvel Impérialisme* (trad. Jean Batou et Christakis Georgiou, Paris, Les Prairies ordinaires, 2010 [2003]) et *Brève histoire du néolibéralisme* (trad. Antony Burlaud, Alexandre Feron, Victor Gysembergh, Marion Leclair et Gildas Tilliette, Paris, Les Prairies ordinaires, 2014 [2005]).

13. N.d.T.: La nouvelle loi sur les pauvres (*New Poor Law*) de 1834 met fin au système de secours social organisé à domicile par les paroisses: les «pauvres» qui réclament l'assistance doivent

marque alors l'établissement d'un marché du travail pur, ce qui, tout au long du XIX^e siècle, a suscité des mouvements de réaction contre la marchandisation : le mouvement chartiste en 1848, qui cherche à donner le droit de vote aux travailleurs ; le mouvement pour la limitation de la durée de la journée de travail dans les usines ; l'abolition des *Combination Acts*, qui permet le développement du syndicalisme¹⁴ ; les revendications pour une assurance chômage et un salaire minimum. Selon Polanyi, ces luttes ne visaient pas à combattre l'exploitation, mais à protéger le travail contre sa marchandisation. La société luttait alors contre le marché.

Dans le récit de Polanyi, la marchandisation du travail ne constituait qu'une partie d'un long processus qui émerge à la fin du XVIII^e siècle et se poursuit pendant la Première Guerre mondiale jusqu'à la Grande Dépression. À la faveur de la marchandisation de la monnaie, elle-même permise par la régulation des taux de change indexés sur l'étalon-or, le marché s'est étendu au domaine du commerce international. La mondialisation dérégulée des échanges commerciaux, avec des monnaies nationales

désormais aller vivre dans des *workhouses* (maisons de travail) et accomplir leur « quantum de travail » dans des conditions extrêmement difficiles, que décrit notamment Friedrich Engels dans *La Situation de la classe laborieuse en Angleterre* (éd. et trad. Gilbert Badia et Jean Frédéric, Paris, Les Éditions sociales, 2021 [1845], notamment p. 348 sq.).

14. N.d.T. : Les *Combination Acts* sont des lois de 1799 et 1800 interdisant (entre autres) les associations de travailleurs, en réponse à la multiplication des organisations politiques radicales dans le sillage de la Révolution française.

de valeur fluctuante, a tant déstabilisé les économies nationales que les États ont un à un abandonné l'étalon-or pour adopter des politiques protectionnistes. Les régimes protectionnistes ont pris la forme du fascisme dans des pays comme l'Italie, l'Allemagne et l'Autriche, du *New Deal* aux États-Unis, du stalinisme avec la collectivisation et la planification centralisée en Union soviétique, et de la social-démocratie dans les pays scandinaves. Aux yeux de Polanyi, l'essor de la marchandisation a finalement fait place à un contre-mouvement qui pouvait conduire aussi bien à un socialisme fondé sur l'autorégulation collective de la société qu'au fascisme et à la restriction des libertés.

Sachant que les prédictions de Polanyi étaient fausses, on peut s'interroger sur son analyse du passé. Réexaminer son raisonnement permet ainsi de mettre en lumière qu'il n'y a pas eu de mouvement unique et homogène vers la marchandisation, mais que celle-ci s'est déroulée en trois vagues au moins (voir figures 1 et 2, p. 120). La première nous mène de Speenhamland à la Première Guerre mondiale et est principalement mue par la marchandisation du travail, puis par sa protection. La deuxième vague s'étend de la Première Guerre mondiale jusqu'au milieu des années 1970 : elle trouve son origine dans la marchandisation de la monnaie (et dans une nouvelle marchandisation du travail), entraînant un contre-mouvement qui débouche sur la régulation des économies nationales. La troisième vague de marchandisation, connue sous le nom de néolibéralisme, commence en 1973 avec le choc pétrolier, et comprend une nouvelle marchandisation du travail et de la monnaie, mais aussi la marchandisation de la nature. Nous vivons encore aujourd'hui en pleine montée en

puissance de cette troisième vague de marchandisation. Elle s'est aussi traduite par des politiques d'ajustement structurel administrées aux économies du Sud endettées et par la thérapie de choc adoptée en Russie post-soviétique et dans ses satellites en Europe centrale et orientale. Les crises des économies régulées par l'État ont contribué à stimuler une foi grandissante dans le marché. Les crises financières, qui se sont succédé en Asie et en Amérique latine dans les années 1990, et ont culminé avec la crise financière de 2008, ont contribué à consolider le pouvoir du capital financier¹⁵.

Ce qui distingue cette troisième période, ce sont les dégradations accrues infligées à l'environnement par l'expansion du capitalisme, avec la catastrophe écologique à l'horizon. Par le réchauffement climatique, les déchets toxiques, la privatisation de l'eau, de l'air et de la terre, ou encore le trafic d'organes humains, la marchandisation de la nature est au cœur de la crise imminente du capitalisme. Le contre-mouvement, dans la troisième période, devra limiter la tendance du capitalisme à saper les fondements de l'existence humaine, en appelant à la régulation des marchés et à la socialisation des moyens de production. Mais il faut se souvenir, comme Polanyi nous en avait avertis, qu'un tel contre-mouvement peut déboucher aussi bien sur une restriction que sur une expansion des libertés humaines.

15. Naomi Klein propose une magnifique vue d'ensemble de la capacité du capitalisme à exploiter, à travers le processus d'accumulation primitive, les crises qu'il engendre. Voir Naomi Klein, *La Stratégie du choc. La montée d'un capitalisme du désastre*, trad. Lori Saint-Martin et Paul Gagné, Arles, Actes Sud, 2008 [2007].

Là où Polanyi décrit une seule grande transformation, celle de la marchandisation et de son contre-mouvement, je vois plutôt trois vagues de marchandisation, chacune associée à son propre contre-mouvement, réel ou potentiel. Chaque vague de marchandisation est dominée par une marchandise fictive. En même temps qu'elle absorbe une nouvelle marchandise fictive, chaque vague remarchandise aussi les précédentes d'une manière nouvelle. Le travail, par exemple, a été marchandisé, démarchandisé puis remarchandisé au cours des vagues successives. Il ne faut pas penser ces vagues comme hermétiquement distinctes les unes des autres, mais plutôt les concevoir comme une progression, peut-être même une régression, dialectique.

Le rythme et l'effet de ces vagues varient dans les différentes parties du monde. Polanyi lui-même reconnaît que la première vague de marchandisation, au XIX^e siècle, a eu des conséquences particulièrement destructrices dans les colonies, qui n'avaient, dit-il, pas la capacité de résister à l'annihilation des sociétés indigènes. De même qu'il a exagéré la destruction de la classe ouvrière dans l'Angleterre du XIX^e siècle, il exagère aussi la destruction des communautés indigènes en Afrique du Sud¹⁶. Nous

16. Polanyi soutient que c'est la forme extrême de dépossession (désencastrement) qui conduit à la révolte de la classe ouvrière, alors que des historiens ultérieurs, notamment Edward P. Thompson, soutiennent que c'est la force de la tradition fondée sur les métiers qualifiés – une proto-classe ouvrière –, et non sa destruction, qui explique la mobilisation croissante (*La Formation de la classe ouvrière anglaise*, trad. Gilles Dauvé, Mireille Golaszewski et Marie-Noëlle Thibault, Paris, Éditions du Seuil, 2017 [1963]).

savons maintenant qu'en fait, le colonialisme a *limité* l'expropriation de terres afin de créer le fondement de l'*indirect rule*¹⁷ et des réserves de travail pour l'industrie. Mais ce qui nous importe ici, c'est la question qu'a posée Polanyi dans son étude du colonialisme : comment la position d'une société dans l'ordre capitaliste mondial change son expérience de la marchandisation ?

Le contexte historique est tout aussi important. Ainsi la Russie et la Chine, qui sortent d'une période de socialisme d'État – qui est lui-même une réaction à la deuxième vague de marchandisation – sont aujourd'hui confrontées simultanément aux trois vagues de marchandisation : de la terre, du travail et de la monnaie. Dans le cas russe, au moins dans les sept premières années après la fin de l'ère soviétique, la marchandisation s'est accompagnée d'un déclin économique sans précédent, alors qu'en Chine, elle s'est accompagnée d'une croissance économique sans précédent. En Russie, la liquidation du parti-État a été justifiée par le fondamentalisme de marché, et la croyance en une voie marchande vers le capitalisme de marché, tandis qu'en Chine, le marché a été couvé par le parti-État. Le rythme effréné du développement économique chinois est une confirmation retentissante de la thèse de Polanyi selon laquelle les marchés ont besoin d'être organisés politiquement.

17. N.d.T. : La *direct rule* et l'*indirect rule* constituent les deux principales formes de gouvernement colonial. Alors que la première suppose la mise en place d'institutions gérées directement par la puissance colonisatrice, la seconde, largement répandue au sein de l'Empire britannique notamment, s'appuie d'abord sur une administration locale issue des classes dirigeantes indigènes.

En somme, chaque vague de marchandisation est marquée par l'articulation entre la marchandisation successive du travail, de la monnaie et de la nature, et le contre-mouvement correspondant, qui se déploie à une échelle particulière et défend des droits spécifiques. Chaque vague affecte les différents pays d'une manière spécifique, en fonction de leur histoire et de leur place dans l'économie mondiale. De plus, comme je voudrais maintenant le montrer, chaque vague exprime certaines contradictions du capitalisme, et une certaine vision du socialisme à travers la défense d'un certain ensemble de droits. Ce mouvement de l'histoire a donné lieu à une succession de marxismes : le marxisme classique ; puis le marxisme soviétique, le marxisme occidental et le marxisme tiers-mondiste ; lesquels, à leur tour, laissent place à ce que j'appelle le marxisme sociologique. Considérons-les l'un après l'autre.

LA PREMIÈRE VAGUE : LE MARXISME CLASSIQUE

La première vague de marchandisation, au XIX^e siècle, a pour cœur la marchandisation du travail – le travailleur est d'abord séparé de ses moyens de subsistance pour que sa force de travail puisse être achetée et vendue sur un marché du travail, puis le capital recourt à des stratégies pour réduire le coût de la force de travail par la déqualification, par l'emploi des différents membres d'une même famille, et par la création d'une armée de réserve de travail. Cela a conduit à des luttes, nées dans les usines, pour forcer la marchandisation à faire machine arrière, ou pour l'enrayer – des luttes pour les droits des travailleurs comme

la limitation de la journée de travail, la protection contre le chômage, le droit de former des syndicats, l'extension du droit de vote, le développement des coopératives et celui des partis politiques. Le contre-mouvement est alors local, mais tend à une organisation nationale de la classe ouvrière pour obtenir que l'État garantisse les droits des travailleurs.

C'est dans ce mouvement que s'inscrit le marxisme classique de Marx et d'Engels et de l'âge d'or de la social-démocratie allemande, le marxisme de Kautsky, de Luxemburg et de Bernstein. Il est fondé sur l'idée que le capitalisme est un système d'exploitation condamné à une fin inexorable parce que les rapports de production finiront par entraver irrémédiablement les forces productives. La concurrence entre les capitalistes conduit à l'accumulation de richesse en un pôle de la société et à la paupérisation de l'autre pôle. Cela donne lieu, d'un côté, à des crises de surproduction de plus en plus sévères et à la destruction répétée des moyens de production, et de l'autre côté, en même temps, à l'intensification de la lutte des classes. La base commune à l'ensemble du marxisme classique est l'idée d'un capitalisme condamné par ses propres lois à se détruire lui-même, laissant ainsi la place au socialisme.

Le débat entre Luxemburg et Kautsky porte sur le moment exact de la crise finale, lorsque les forces productives seront irrémédiablement bloquées¹⁸. À moins qu'il

18. Rosa Luxemburg, *Réforme sociale ou révolution ? Grève de masse, parti et syndicats* (trad. Marcel Ollivier et Irène Petit, Paris, La Découverte, 2001 [1899, 1906]), et Karl Kautsky, *Le Programme*

n'y ait pas de crise finale, comme le pense Bernstein¹⁹, parce que le capitalisme doit *se transformer* progressivement en socialisme. En dépit de positions différentes, ils croyaient tous que l'avènement du socialisme était assuré parce que le capitalisme était voué à disparaître. Par conséquent, le socialisme restait largement hors du champ de l'analyse. On présumait qu'il se développerait sur la base de l'autodestruction du mode de production capitaliste par concentration du capital et collectivisation du travail. Selon cette perspective, le socialisme est une utopie économique, définie simplement comme la négation du capitalisme. Le marxisme classique se fondait sur des lois de l'histoire – la succession des modes de production, la dynamique du capitalisme qui sème les graines de sa propre destruction, et l'histoire comme histoire de la lutte des classes – qui annonçaient la transition inexorable du capitalisme au socialisme.

Le marxisme classique souffrait de trois défauts irrémédiables. D'abord, sa théorie de la lutte des classes était fautive – la lutte de classes ne suit pas nécessairement une spirale d'intensification, mais au contraire, par les concessions qu'elle obtient, la classe ouvrière s'organise à l'intérieur du cadre capitaliste. Ensuite, sa théorie de l'État était insuffisamment développée – l'État est organisé pour défendre le capitalisme contre les capitalistes aussi

socialiste (*La lutte des classes: le programme d'Erfturt*) (trad. Léon Rémy, Paris, Librairie Marcel Rivière, 1909 [1892]). Voir aussi Karl Kautsky, *Selected Political Writings* [Textes politiques choisis], éd. Patrick Goode, Londres, Palgrave Macmillan, 1983.

19. Eduard Bernstein, *Socialisme théorique et social-démocratie pratique*, Paris, Les Nuits Rouges, 2010 [1898].

bien que contre les travailleurs. L'État reconnaît et défend les intérêts matériels des travailleurs, de manière limitée mais cruciale, par le biais des syndicats et des partis, tout en régulant les rapports entre capitalistes, pour que leur concurrence ne détruise pas le capitalisme. Enfin, troisièmement, sa théorie de la transition au socialisme existait à peine – sauf chez Bernstein, qui la voyait comme un processus graduel fondé sur l'expansion inévitable de la démocratie électorale. Le marxisme classique confondait ainsi la fin du capitalisme concurrentiel avec la fin du capitalisme tout court et n'envisageait pas que l'État puisse contenir les ravages du marché et l'approfondissement de la lutte de classes en créant un capitalisme organisé. Les marxistes classiques voyaient poindre le capitalisme organisé mais ils le prenaient, à tort, pour du socialisme. En fait, le capitalisme organisé allait constituer le socle de la deuxième vague du marxisme.

LA DEUXIÈME VAGUE : MARXISMES SOVIÉTIQUE, OCCIDENTAL ET TIERS-MONDISTE

Selon Polanyi, la marchandisation connaît un nouvel élan après la Première Guerre mondiale, en partie en réaction aux mouvements socialistes. Mais désormais, cette marchandisation s'étend, au-delà du travail, au commerce international et à sa régulation par des devises attachées à l'étalon-or. La fluctuation des taux de change, associée à une inflation galopante en Allemagne et au grand *crash* aux États-Unis, conduit les pays à protéger leurs devises nationales en sortant de l'étalon-or. Le contre-mouvement prend donc désormais la forme d'une

régulation nationale des économies. En Allemagne et en Italie il prend la forme du fascisme, en Scandinavie de la social-démocratie, et aux États-Unis du *New deal*. Après la guerre civile, avec la déclaration de la Nouvelle Politique économique (NEP), l'Union soviétique est aussi gagnée par la marchandisation, mais elle abandonne cette voie en 1928 en lançant la collectivisation forcée de l'agriculture et la planification centralisée. C'est pour les marchés à travers le monde une période de reflux tandis que l'État, sous l'influence de l'économie keynésienne, remplit des fonctions de régulation. Cette période s'étend jusqu'au milieu des années 1970 lorsque s'ouvre un nouveau cycle de marchandisation.

Le contre-mouvement au marché, au XIX^e siècle, s'enracinait dans les luttes locales, puisque c'est à cette échelle que l'exploitation et la marchandisation du travail appelaient le renforcement des droits des travailleurs. Le contre-mouvement à la marchandisation de la monnaie – source de la deuxième vague de marchandisation – vint de politiques protectionnistes. La marchandisation de la monnaie, qui se traduisait concrètement par l'incertitude des taux de change entre devises, engendra un tel chaos que les économies nationales se retirèrent de l'économie internationale. Elles développèrent des mesures coordonnées pour réguler les banques, mais aussi pour promouvoir les droits sociaux des travailleurs grâce aux États-providence qui soutenaient désormais les exclus du marché du travail, par des allocations familiales ou pour la maladie, la vieillesse, la perte d'emploi, etc. Qu'il s'agisse du fascisme, du stalinisme ou de la social-démocratie, le soutien au nouveau régime reposait sur les droits

sociaux accordés aux travailleurs. La deuxième vague de marchandisation a donc eu pour contrecoup la protection nationale du capital comme du travail, et la régulation de la marchandisation de la monnaie.

Si la première vague du marxisme est structurée par la contradiction entre capital et travail, la deuxième l'est par le conflit entre le domaine de la production et celui de l'échange. Ce conflit s'exprimait sous le capitalisme par la surproduction, qui réclamait une administration étatique, et sous le socialisme par la pénurie, qui réclamait la création de marchés²⁰. Loin de l'édifice utopique de la première période, la notion de socialisme dans la deuxième période n'était que trop réelle – fondée sur la planification économique nationale et la protection des droits sociaux.

Le marxisme, au lieu d'anticiper un socialisme imaginaire qui suivrait un hypothétique effondrement du capitalisme, avait désormais à rationaliser et justifier un socialisme réellement existant. Le marxisme devint alors une idéologie qui justifie une nouvelle forme de domination de classe, celle de l'élite du parti, la *nomenklatura*. La transformation communiste imminente et la critique

20. Voir par exemple: Paul Baran, *Économie politique de la croissance* (trad. Liane Mozère, Paris, Maspéro, 1967 [1957]), ou Paul Sweezy, *The Theory of Capitalist Development* [La théorie du développement capitaliste] (New York, Monthly Review Press, 1942). À propos des contradictions de l'économie socialiste d'État, voir les travaux de deux auteurs non marxistes: János Kornai, *Le Système socialiste. L'économie politique du communisme* (Grenoble, Presses universitaires de Grenoble, 1996 [1992]) et Alec Nove, *Le Socialisme sans Marx. L'économie du socialisme réalisable* (trad. Pierre-Emmanuel Dauzat, Paris, Economica, 1983).

du capitalisme étaient désormais le cri de ralliement des partis communistes du monde entier. Ce marxisme soviétique perdit jusqu'à l'apparence d'une science vivante, pour n'être plus qu'un dogme, une branche dégénérée du marxisme.

Cela donna lieu à une réaction au sein du camp marxiste, qu'on a appelée marxisme occidental. Celui-ci contestait la prétention de l'Union soviétique au socialisme, tout en prenant acte de l'échec de la révolution à l'Ouest où la classe ouvrière avait été absorbée dans le capitalisme au lieu de le renverser. On rassemble sous ce terme, d'une part, les écrits de György Lukács et de l'École de Francfort qui soulignent les pouvoirs de mystification du capitalisme, et d'autre part, ceux d'Antonio Gramsci qui étudient comment le capitalisme avancé, avec la société civile qui l'accompagne, a organisé le consentement de la classe ouvrière par l'extension des droits sociaux, y compris dans la sphère du travail²¹. Le marxisme occidental, ainsi que les mouvements sociaux

21. Voir par exemple Antonio Gramsci, *Cahiers de prison* (éd. Robert Paris, 5 volumes, Paris, Gallimard, 1978-1996 [1948]); Theodor W. Adorno et Max Horkheimer, *La Dialectique de la Raison* (trad. Éliane Kaufholz, Paris, Gallimard, 1974 [1947]); György Lukács, *Histoire et conscience de classe. Essais de dialectique marxiste* (trad. Kostas Axelos et Jacqueline Bois, Paris, Éditions de Minuit, 1960 [1923]); ainsi que les ouvrages de Herbert Marcuse, *Eros et civilisation. Contribution à Freud* (trad. Jean-Guy Nény et Boris Fraenkel, Paris, Éditions de Minuit, 1963 [1955]), *Le Marxisme soviétique. Essai d'analyse critique* (trad. Bernard Cazes, Paris, Gallimard, 1963 [1958]) et *L'Homme unidimensionnel. Études sur l'idéologie de la société industrielle* (trad. Monique Wittig et Herbert Marcuse, Paris, Éditions de Minuit, 1968 [1964]).

des années 1960 et 1970, ont inspiré un renouveau du marxisme qui cherchait à comprendre la capacité de persistance et d'adaptation du capitalisme face aux crises et aux luttes qu'il engendre²².

Le marxisme tiers-mondiste est le troisième rejeton du marxisme de la deuxième vague – il montre comment l'impérialisme engendre le sous-développement, appelle à s'isoler du capitalisme mondial et propose de nouveau des formes autarciques de socialisme d'État. La Chine et Cuba sont deux foyers de développement pour cette forme de marxisme. Les théoriciens de l'école de la dépendance, comme André Gunder Frank²³ et Samir Amin²⁴, ont suivi cette perspective dans leurs écrits. Dans le contexte africain, Frantz Fanon est une figure incontournable²⁵. En prenant la dépendance pour point de départ, Fanon analyse le rapport de force des classes au sein de la lutte

22. Je me réfère ici au vaste ensemble de travaux qui inclut les ouvrages de Louis Althusser comme *Pour Marx* (Paris, Maspero, 1965) et *Lénine et la philosophie, suivi de Marx et Lénine devant Hegel* (Paris, Maspero, 1968); ceux de Ralph Miliband, *L'État dans la société capitaliste. Analyse du système de pouvoir occidental* (trad. Christos Passadéos, Paris, Maspero, 1973 [1969]), de Nicos Poulantzas, *Pouvoir politique et classes sociales de l'État capitaliste* (Paris, Maspero, 1968) et William A. Williams, *The Contours of American History* [Les contours de l'histoire américaine] (Londres, Verso, 2011 [1961]).

23. André Gunder Frank, *Le Développement du sous-développement. L'Amérique latine*, Paris, Maspero, 1970 [1966].

24. Samir Amin, *L'Accumulation à l'échelle mondiale. Critique de la théorie du sous-développement*, Paris, Anthropos, 1970.

25. Frantz Fanon, *Les Damnés de la terre*, Paris, La Découverte, 2004 [1961].

anticoncoliale. Il craint l'émergence d'une « bourgeoisie colonisée²⁶ », parasite du capitalisme international, accroissant son propre pouvoir, compensant ses angoisses par la consommation ostentatoire. Pour y faire face, il envisage une lutte de libération nationale menée par l'alliance des intellectuels dissidents et de la paysannerie révolutionnaire. Selon Fanon, une telle lutte pour un socialisme démocratique participatif était le seul espoir de l'Afrique.

LA TROISIÈME VAGUE : LE MARXISME SOCIOLOGIQUE

La deuxième vague du marxisme envisageait la construction du socialisme réel à partir d'une économie régulée par l'État, qui pouvait prendre de nombreuses formes, de la social-démocratie à la planification soviétique, en passant par le socialisme africain et l'autogestion yougoslave. Quand les marchés n'étaient pas rejetés, ils étaient vus comme un complément au projet socialiste. Ainsi, selon Johanna Bockman, l'ambition première de l'économie néoclassique était d'intégrer les marchés dans le projet socialiste, que ce soit pour résoudre les problèmes de prix dans une économie planifiée, ou dans le but d'organiser des économies autogérées²⁷. L'économie

26. *Ibid.*, p. 151.

27. Johanna Bockman, *Markets in the Name of Socialism. The Left-Wing Origins of Neoliberalism* [Des marchés au nom du socialisme. Les origines de gauche du néolibéralisme], Stanford, Stanford University Press, 2011.

néoclassique n'a été mise au service du capitalisme que récemment, au cours de la troisième vague de marchandisation, ce qui pose de nouveau la question du sens du socialisme.

Si le marxisme classique postulait l'autodestruction du mode de production capitaliste, anticipant sans la spécifier l'utopie communiste à venir, et si le marxisme soviétique servait d'idéologie officielle au socialisme d'État réellement existant, le marxisme de la troisième vague n'a pas pour intérêt principal l'économie ni l'État, mais la société civile. Nous nous appuyons ici sur le marxisme de la deuxième vague de Gramsci, qui a été le premier à penser l'importance de la société civile en tant qu'espace institutionnel distinct, mais rattaché à l'État et à l'économie. Les écrits de Lénine étaient à la charnière entre les marxismes de la première et de la deuxième vague, et il en va de même de ceux d'Antonio Gramsci entre la deuxième et la troisième vague, d'où son importance durable. De nombreuses propositions de Gramsci, en s'opposant au marxisme soviétique, préfigurent la centralité de la société civile pour le marxisme de la troisième vague. L'intérêt que Gramsci porte au rapport entre l'État et la société civile est néanmoins trop restrictif; il faut y adjoindre l'intérêt que Polanyi porte au rapport entre le marché et la société²⁸.

28. J'ai développé cette complémentarité dans « For a Sociological Marxism: the Complementary Convergence of Antonio Gramsci and Karl Polanyi [Pour un marxisme sociologique: convergence et complémentarité d'Antonio Gramsci et de Karl Polanyi] », *Politics and Society*, n° 31, 2003, p. 193-261. Disponible en ligne: <http://burawoy.berkeley.edu/Marxism/Sociological%20Marxism.P&S.pdf>.

À la différence de Gramsci, de Polanyi et de Fanon, le marxisme de la troisième vague pense la société civile en termes internationaux aussi bien que nationaux – une société civile qui défend l’humanité contre la multiplication des catastrophes écologiques à l’échelle mondiale. La marchandisation de la nature, qu’elle prenne la forme de la privatisation de l’eau, de la terre ou de l’air, engendre des crises qui affectent la planète entière. Certes, à court terme quelques-uns seront mieux lotis que d’autres pour survivre aux séismes, ouragans et inondations, mais en dernière instance nous finirons tous par en souffrir – comme ce fut le cas avec Tchernobyl ou comme on peut l’attendre des effets catastrophiques du changement climatique. Ces désastres appellent des solutions mondiales qui protègent les fondements de l’existence humaine, ce qui exige d’en finir avec le mode de production capitaliste et la destruction systématique de l’environnement à laquelle il se livre en quête de profits.

Au cours de cette troisième vague, la marchandisation de la nature représente une nouvelle menace pour l’humanité. Mais elle coexiste avec une remarchandisation du travail, comme le montrent le développement du travail informel, la « flexploitation », la précarité, et avec de nouvelles formes de marchandisation de la monnaie, comme on l’a vu lors de la crise des années 1990 qui a abouti à la crise financière de 2008. Le sauvetage du capital financier n’a pas freiné la marchandisation de la monnaie, il l’a plutôt renforcée.

L’effondrement du socialisme d’État en Europe centrale et orientale en 1989 et de l’Union soviétique en 1991 était, en partie, le produit de la troisième vague

de marchandisation. Mais leur effondrement a en même temps renforcé cette même vague, en lui donnant un nouvel élan et en discréditant toute alternative à la suprématie du marché. Vu depuis l'URSS, le potentiel de l'économie de marché semblait d'autant plus considérable que le socialisme d'État était fragilisé et affaibli par ses contradictions. Cherchant sans cesse à rattraper le capitalisme, le socialisme soviétique s'est révélé incapable d'entretenir une économie dynamique, ce qui a provoqué sa chute. Pourtant, au cours de son existence, le régime soviétique a donné naissance à des alternatives sous la forme d'un socialisme démocratique construit par en bas – les coopératives en Hongrie, le mouvement Solidarność en Pologne, l'efflorescence de la société civile durant la perestroïka en Union soviétique. Ce socialisme par en bas reposait sur l'idée d'une auto-organisation collective de la société.

Le socialisme de la troisième vague de marchandisation ne surgira pas d'une rupture catastrophique avec le passé, comme le pensait le marxisme classique, ni d'un socialisme par en haut promu par un État, mais d'une transformation moléculaire de la société civile, par la construction de ce qu'Erik Olin Wright appelle des utopies réelles – des alternatives à l'échelle locale telles que des coopératives, des budgets participatifs ou le salaire universel, qui remettent en cause, d'une part, la tyrannie du marché et de l'autre, la régulation étatique²⁹. Le rôle d'un tel marxisme sociologique est de développer

29. Erik Olin Wright, *Utopies réelles*, trad. Vincent Farnea et João Alexandre Peschanski, Paris, La Découverte, 2017 [2010].

les utopies concrètes que l'on trouve sous des formes embryonnaires à travers le monde entier. L'analyse porte sur leurs conditions d'existence, leurs contradictions internes et donc sur leur possible dissémination. Dès lors, le marxisme sociologique maintient vivante l'idée d'une alternative au capitalisme, une alternative qui n'abolit pas les marchés ou les États, mais qui les soumet à l'auto-organisation collective de la société.

La méthode employée par chacune des vagues du marxisme implique des rapports différents entre théorie et pratique. Pour le marxisme classique, la théorie dictait la pratique : la théorie établissait l'effondrement inévitable du capitalisme et l'avènement du socialisme, de sorte que pour la pratique, il suffisait de savoir où l'on se trouvait le long de cette trajectoire historique. Pour le marxisme soviétique la pratique – la survie nationale à tout prix – dictait la théorie. Le marxisme était l'idéologie à peine voilée du parti-État au pouvoir. Le marxisme sociologique abandonne les certitudes théoriques et les impératifs pratiques au profit de la recherche d'un équilibre ou d'un dialogue entre théorie et pratique. Le but n'est pas seulement de changer le monde une fois que nous l'avons compris, mais de le changer afin de mieux le comprendre. Nous partons à la recherche d'utopies réelles qui peuvent galvaniser l'imagination collective, mais interrogeons aussi leur généralisation possible³⁰.

Si le marxisme classique offrait une universalité fondée sur de fausses lois de l'histoire, et si le marxisme

30. Voir le texte écrit par Michael Burawoy et Erik Olin Wright en 2001 et traduit en ouverture de ce volume.

soviétique offrait une universalité fondée sur un régime dictatorial singulier, le marxisme sociologique n'offre, lui, aucune garantie, juste une recherche et une reconstruction toujours recommencées, élaborées à partir du concret, avec l'aide de l'abstrait³¹.

VERS UN MARXISME MONDIAL

Pour certains, le marxisme sociologique est un oxymore – après tout, le marxisme classique a rejeté la sociologie en tant qu'idéologie bourgeoise, et si le marxisme occidental empruntait à la sociologie, en particulier à Weber et à Freud, ce n'était certes pas pour mettre en avant la société civile. Gramsci lui-même méprisait la sociologie en tant que science concernée exclusivement par ce qui est spontané et donc banal³².

Pourquoi donc parler de marxisme sociologique ? Pour le dire simplement, les apports de la sociologie en tant que critique de la marchandisation et de l'étatisme sont incontestables. Que l'on se réfère aux écrits de Weber ou de Durkheim, de Simmel ou de Michels, d'Elias ou de Parsons, de Habermas ou de Bourdieu, la critique du

31. Stuart Hall, «The Problem of Ideology – Marxism Without Guarantees [Le problème de l'idéologie – Un marxisme sans garanties]», *Journal of Communication Inquiry*, volume 10, n° 2, 1986 [1983], p. 28-44.

32. À ce titre, la critique que Gramsci adresse à la sociologie s'applique particulièrement bien à Polanyi et à son invocation de la « société » en tant que *deus ex machina*. Pour Gramsci, la « société » ou la « société civile » est quelque chose qui organise, mais qui est aussi organisée par des forces sociales et politiques spécifiques.

réductionnisme économique et de la rationalité instrumentale est centrale. L'État a pu être perçu comme une force capable de neutraliser, au moins en partie, le marché, mais aujourd'hui cette possibilité semble s'être évaporée. Alors que l'État est plus que jamais en phase avec le marché, la défense d'une « société civile » indépendante apparaît d'autant plus nécessaire. Pourtant, le problème avec la sociologie – dont on pourrait dire qu'il vaut aussi pour Gramsci et Polanyi – est que la notion de « société civile » est circonscrite à l'intérieur de frontières nationales. Aujourd'hui nous devons donner à cette idée une portée transnationale.

La marchandisation – du travail, de la monnaie, de la nature – affecte tous les pays du monde. Personne n'échappe au tsunami, même si certains peuvent élever des digues plus hautes. Face à ceci, nous devons trouver une solution mondiale. Mais nous devons aussi être prudents, dans la mesure où les solutions peuvent être aussi néfastes que le problème qu'elles veulent résoudre. Peut-on imaginer pire qu'un totalitarisme planétaire mis en place au nom de la sauvegarde de l'environnement ? Nous ferions peut-être mieux de combiner des solutions nationales centrées sur la société civile. Cette voie peut néanmoins aussi poser problème puisque les sociétés civiles sont très différentes les unes des autres : en Afrique du Sud la société civile est fragmentée, en Chine elle est précaire, en Russie elle est « gélatineuse³³ ». Dans chaque

33. N.d.T. : Le terme fait référence à un passage des *Cahiers de prison* d'Antonio Gramsci : « Illitichi [Lénine] n'eut pas le temps d'approfondir sa formule, même si l'on tient compte du fait qu'il ne pouvait

pays nous devons découvrir les « tranchées » de la société civile, cartographier les rapports entre la société et l'État, entre la société et le marché. C'est la meilleure manière de comprendre quels liens nous pouvons créer à l'échelle mondiale. C'est la meilleure manière de comprendre quelles utopies réelles sont possibles.

Lorsqu'on pense à une société civile mondiale, on doit aussi penser à un marxisme mondial, c'est-à-dire à un marxisme qui transcende, tout en les prenant en compte, les configurations nationales et régionales. Si le marxisme de la première vague avait une perspective nationale, et que le marxisme de la deuxième vague était régional (soviétique, occidental, tiers-mondiste), il est possible aujourd'hui d'envisager un marxisme qui accorde de l'importance aux échelles nationale et régionale, mais qui inclue aussi des expériences mondialement (quoique inégalement) partagées, qui demandent à être prises en compte. Si le marxisme de la première vague imaginait

l'approfondir que du point de vue théorique, alors que la tâche fondamentale était nationale, c'est-à-dire que l'on reconnût le terrain et qu'on établit des éléments de tranchée et de fortification représentés par les éléments de la société civile, etc. En Orient, l'État était tout, la société civile était primitive et [gélatineuse] [*gelatinosa*]; en Occident, entre l'État et la société civile, il existait un juste rapport et derrière la faiblesse de l'État on pouvait voir immédiatement la solide structure de la société civile. L'État n'était qu'une tranchée avancée derrière laquelle se trouvait une chaîne solide de fortifications et de casemates; bien entendu cela était variable d'État à État mais c'est justement pourquoi il fallait analyser attentivement ce phénomène au niveau national.» (traduction modifiée, Antonio Gramsci, *Cahiers de prison*, tome II, Paris, Gallimard, 1983, Cahier 7, note 16, p. 183-184).

le socialisme en tant qu'utopie garantie par les lois de l'histoire, et si le marxisme de la deuxième vague devint une idéologie de gouvernement, justifiant le socialisme sous sa forme stalinienne – utopie devenue dystopie –, le marxisme de la troisième vague construit un socialisme morceau par morceau, comme un archipel d'utopies réelles qui s'étendent à la planète entière, attirant vers elles des populations rendues toujours plus précaires par la troisième vague de marchandisation. Le marxiste devient un archéologue qui exhume les alternatives qui ont un jour émergé avant d'être détruites par les tempêtes du capitalisme et du socialisme d'État.

Enfin, et de manière plutôt inquiétante, nous sommes confrontés à la création d'une autre marchandise fictive que Polanyi n'avait jamais anticipée : la connaissance. Nous vivons dans un monde où la connaissance est un facteur de production de plus en plus important, dont la production et la circulation sont de plus en plus marchandisées. Avec la digitalisation de la vie quotidienne, nous livrons volontairement de l'information, qui est transformée en connaissance avant d'être librement achetée et vendue par les États, les entreprises et les partis politiques³⁴. Des contre-mouvements existent, sous forme de production collaborative, dans des entités telles que Wikipédia, mais elles constituent davantage une diversion face à la marchandisation qu'un véritable antidote à celle-ci.

L'université, autrefois un bien public tenu pour acquis, devient de plus en plus un bien privé assujetti aux ordres

34. Shoshana Zuboff, *L'Âge du capitalisme de surveillance*, trad. Bee Formentelli et Anne-Sylvie Homassel, Paris, Zulma, 2020 [2019].

du marché. Les étudiants deviennent des consommateurs – ils paient des frais de scolarité – à la recherche de compétences professionnelles qui leur permettent de réduire le fardeau de leur dette si ce n'est sa durée; les départements des universités sont dépecés pour ne plus reposer que sur le travail précaire des enseignants et des chercheurs; le personnel non enseignant est employé en sous-traitance, tandis que les administrateurs deviennent des managers ou des cadres dirigeants d'entreprise très bien payés. L'université, qui formait des citoyens pour une société démocratique et qui produisait des connaissances pour résoudre des problèmes sociaux, est en train d'être transformée en un instrument qui répond aux besoins immédiats du capital, alors même que ses contributions pour la survie de la planète sont plus nécessaires que jamais. La lutte pour l'université n'est plus seulement une lutte pour sa propre survie; elle a un rôle central à jouer dans tout contre-mouvement à la troisième vague de marchandisation, et pourrait être un « prince moderne³⁵ » pour la défense de la société contemporaine.

35.N.d.T.: Le terme renvoie aux écrits d'Antonio Gramsci qui, en référence au *Prince* de Machiavel, parle du parti communiste comme du « prince moderne » capable de former et d'incarner la volonté collective.

Figure 1 : Les trois vagues de marchandisation

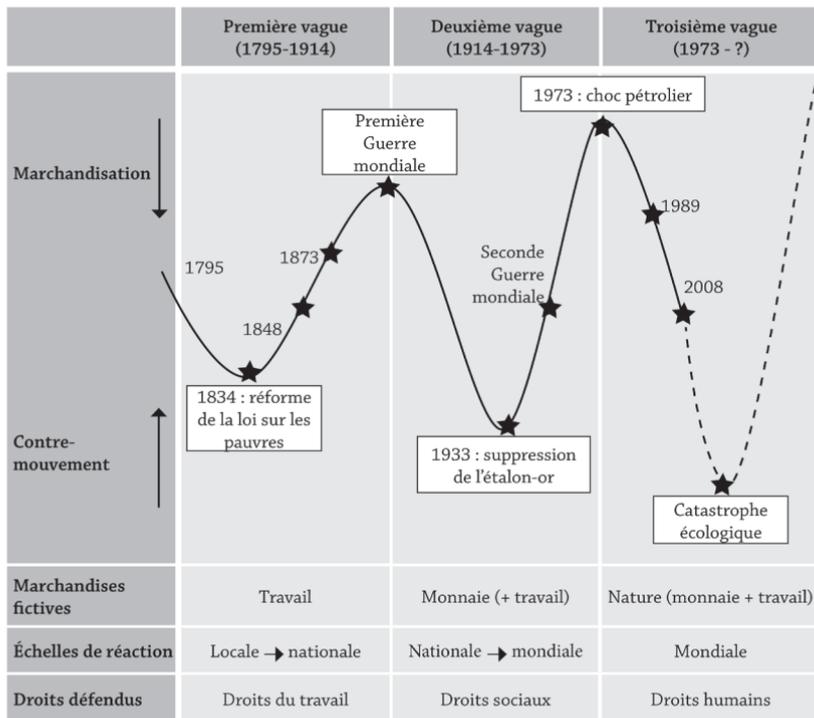
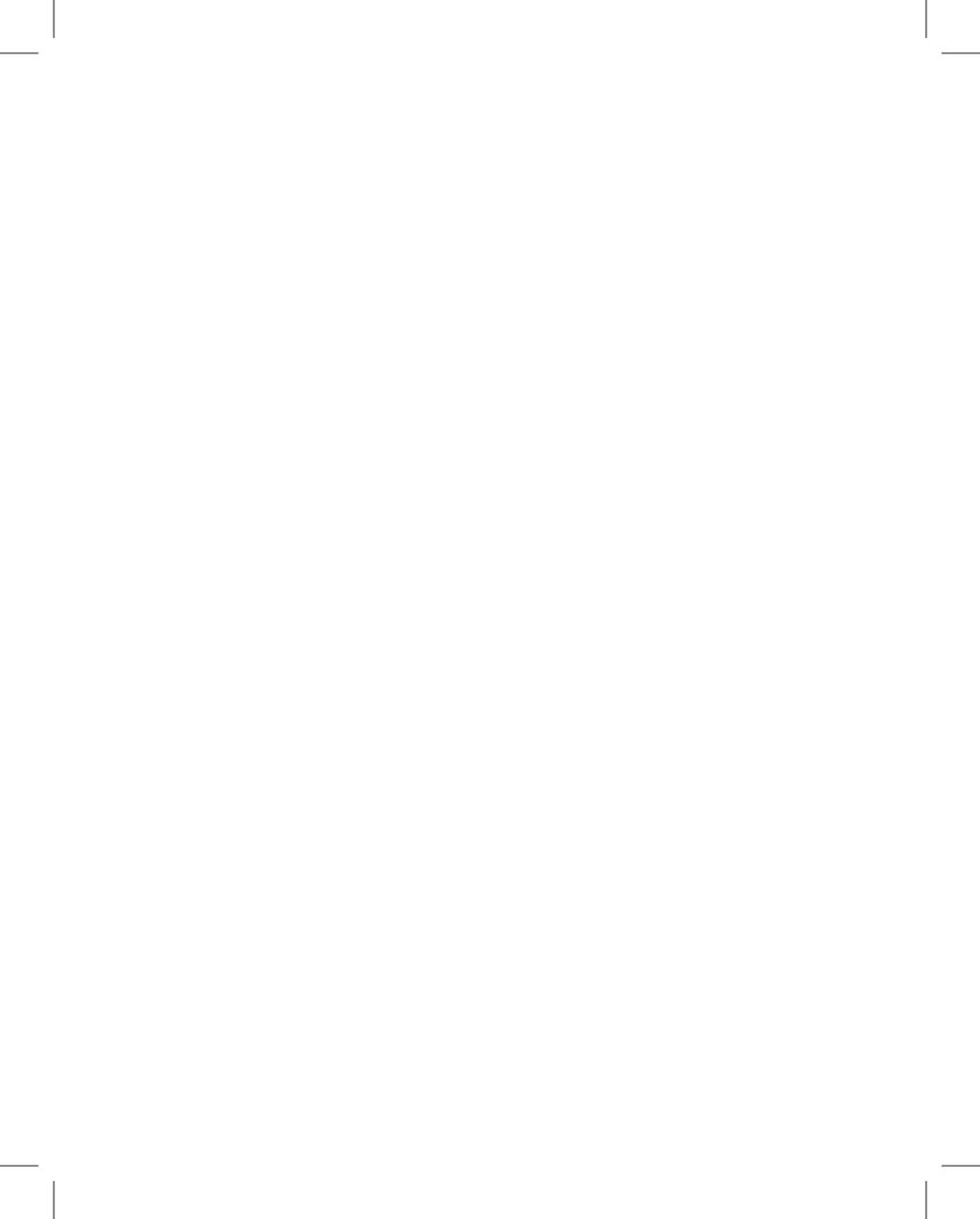


Figure 2 : Les caractéristiques des trois vagues de marchandisation

Marchandise fictive	Première vague (1795-1914)	Deuxième vague (1914-1973)	Troisième vague (1973-?)
Contre-mouvement	Travail	Monnaie (+ Travail)	Nature (+ Monnaie + Travail)
Contradiction	Local Droits du travail Capital – Travail	National Droits sociaux Production – Échange	Mondial Droits humains Production – Environnement
Contexte mondial	Colonialisme	Impérialisme	Mondialisation
Socialisme	Utopique	Étatique	Sociétal
Marxisme	Classique	Soviétique – Occidental – Tiers-mondiste	Sociologique – Mondial
Débats	Théorie de l'histoire Passage d'un mode de production à un autre : antique, féodal et capitaliste.	La régulation étatique a. Le socialisme dans un pays b. Planification vs. Marché c. Dictature	Les utopies réelles a. Marché socialisé b. Approfondissement de la démocratie



QUELQUES QUESTIONS À MICHAEL BURAWOY¹

Vous identifiez la marchandisation de la nature comme la caractéristique principale de la troisième vague de marchandisation. Mais la marchandisation de la terre, notamment par le mouvement des enclosures², n'est-elle pas déjà une caractéristique essentielle de la naissance du capitalisme? Faut-il distinguer ce processus ancien de marchandisation de la nature des préoccupations plus récentes liées au changement climatique?

Bien sûr! Tout comme il peut y avoir des articulations entre les modes de production, il peut y avoir des

1. Certaines questions ont été d'abord posées à l'occasion de la conférence donnée par Michael Burawoy au séminaire « Lectures de Marx à l'ENS » le 13 janvier 2020. Les questions et les réponses ont été ensuite complétées en vue de la publication de l'ouvrage. Dans ce texte, toutes les notes sont des traducteurs.

2. Le mouvement des enclosures désigne le processus par lequel, en particulier à partir de la fin du xvi^e siècle en Angleterre, les communaux (les terres communes) dont dépendaient un grand nombre de paysans, ont été appropriés le plus souvent au profit de riches propriétaires locaux.

articulations entre les modes de marchandisation. Au moment de la naissance du capitalisme, on observe que la marchandisation de la terre était étroitement liée à celle du travail. Les enclosures sont en effet généralement associées à la prolétarianisation de la main-d'œuvre agricole, mais celle-ci ne doit pas faire oublier le processus simultané non moins important de marchandisation de la terre. Aujourd'hui, dans de nombreuses régions du Sud, des mouvements similaires d'enclosure se poursuivent, générant un prolétariat sans terre. Ces enclosures sont souvent engendrées par le capital financier, qui cherche à créer de nouvelles villes-satellites. Aujourd'hui, la marchandisation de la terre s'accompagne aussi de plus en plus de la marchandisation de l'eau et de l'air, ce qui aggrave encore la destruction de la nature et menace l'existence humaine. Il nous faut faire attention à bien distinguer la destruction directe de la nature (par exemple, à cause des émissions de gaz qui entraînent le réchauffement de la planète) des tentatives de marchandisation compensatoire des émissions par le biais, par exemple, des marchés carbone – des systèmes d'échange de quotas d'émissions.

L'idée générale que je défends est que chaque vague de marchandisation approfondit et élargit la marchandisation. Le néolibéralisme n'est donc pas une invention des économistes, mais la dernière façon par laquelle le capitalisme «résout» les crises de surproduction et de rentabilité – crises que le capitalisme génère par son auto-expansion. Les économistes peuvent justifier le néolibéralisme et guider sa mise en œuvre, mais la nécessité de la marchandisation est gouvernée par le besoin de contenir les crises du capitalisme. Il y a eu des

vagues de marchandisation aux XIX^e et XX^e siècles, avec leurs propres contre-mouvements, et depuis cinquante ans, nous sommes confrontés à une troisième vague de marchandisation qui nécessite un contre-mouvement mondial. Si Polanyi supposait qu'il y aurait forcément des contre-mouvements, nous ne pouvons plus en être aussi sûrs aujourd'hui. Par ailleurs, tout comme Polanyi, nous devons nous demander si un contre-mouvement mondial étendra ou restreindra les libertés.

À chaque vague de marchandisation correspond une vague du marxisme – la première vague était associée à une vision utopique du socialisme basée sur l'auto-effondrement du capitalisme, la deuxième vague fondée sur le socialisme réel organisé par l'État, et une troisième vague que j'appelle « marxisme sociologique » qui s'attache à l'auto-organisation collective de la société.

Vous mentionnez à la fin de votre exposé la connaissance comme quatrième marchandise fictive. Pourriez-vous développer ce point ? Cela s'applique-t-il à la privatisation des universités, à la montée de la propriété intellectuelle, ou à d'autres phénomènes ? En termes marxistes, pourrions-nous dire que nous sommes témoins d'une marchandisation du « General Intellect³ » ?

Je pense en effet que la connaissance est peut-être la dernière marchandise fictive, associée à la troisième

3. La notion de « *General Intellect* », ou d'intellect général, employée par Marx dans les *Grundrisse* (ou *Manuscrits de 1857-1858*), renvoie à l'importance croissante que prennent, dès le XIX^e siècle, la science et les technologies dans le mode de production capitaliste.

vague de marchandisation. Il y a plusieurs indices qui en témoignent, parmi lesquels le passage d'une *université dans la société capitaliste* – caractérisée par son autonomie relative – à une *université capitaliste*, qui devient une machine à générer des revenus ou un centre de profit. Si, auparavant, la connaissance était considérée comme un bien public, développé et distribué, dans l'idéal, selon l'intérêt général, la recherche de revenus a engendré une réorientation de la recherche et de l'enseignement – la première étant orientée vers les intérêts des entreprises qui la financent, la seconde étant façonnée par les diplômés. Aux États-Unis (et dans d'autres pays), les étudiants supportent les coûts de l'université publique par le biais des frais d'inscription, dont la hausse vertigineuse a suivi le déclin du financement public. Les étudiants s'infligent ainsi une dette qui peut devenir un fardeau à vie, et ce d'autant plus que les emplois qu'ils peuvent obtenir sont de plus en plus précaires. Il n'est pas surprenant que les étudiants soient en concurrence pour s'inscrire dans les disciplines qui leur donnent le meilleur retour sur investissement et leur offrent les carrières les plus lucratives. Dans le même temps, l'administration universitaire s'étend et dépossède les producteurs directs de leur autonomie en transformant les professeurs titulaires en des contractuels mal payés qu'on peut remplacer facilement (des vacataires, des travailleurs précaires). On peut, en effet, parler de marchandisation du « *General Intellect* ». Elle prend des formes différentes selon les pays, mais la tendance est mondiale et elle est amplifiée par le jeu de la concurrence entre les universités pour gravir les échelons des systèmes internationaux de classement.

Il y a aussi une autre façon d'envisager la marchandisation du savoir. L'expansion des réseaux sociaux et la digitalisation de la vie quotidienne – accélérée par la pandémie – ont donné naissance à une vaste industrie qui passe au peigne fin, trie et organise les données vendues à des entreprises, à des partis politiques ou à des gouvernements qui, à leur tour, les utilisent pour cibler et contrôler les populations. C'est ce que Shoshana Zuboff appelle le « capitalisme de surveillance⁴ ». On pourrait aussi parler de marchandisation de la vie quotidienne : chaque message que nous envoyons depuis notre téléphone portable fournit des données exploitées pour générer du profit. Ce phénomène comporte de nombreux aspects inédits, mais j'attirerai l'attention sur un seul. Alors que les processus antérieurs de marchandisation impliquaient souvent la violence (ce que David Harvey appelle « l'accumulation par la dépossession »), la marchandisation de la vie quotidienne est silencieuse et insidieuse, car nous participons – avec nos prothèses numériques – avec enthousiasme à la production de données qui génèrent du profit et renforcent le contrôle des populations.

Les nouveaux régimes nationalistes (en Hongrie, en Pologne, au Royaume-Uni, aux États-Unis), qui mettent en œuvre des politiques économiques hétérodoxes, sont-ils des formes d'un réencastrement polanyien, comme l'a été le fascisme dans les années 1930 ?

Sans aucun doute, ces régimes ont un caractère autoritaire – et il faut inclure la Turquie, le Brésil, les Philippines,

4. Shoshana Zuboff, *L'Âge du capitalisme de surveillance*, op. cit.

l'Égypte et bien d'autres – mais leurs projets économiques sont limités. De tels projets nationalistes ne peuvent pas devenir autarciques à l'ère de la troisième vague de marchandisation. On pourrait dire que ces projets nationalistes sont des réponses de type seconde vague à la troisième vague de marchandisation. Il est impossible aujourd'hui d'isoler les nations du reste du monde comme cela était possible dans les années 1930. L'ère de la troisième vague de marchandisation est marquée par les manœuvres du capital financier international, les migrations massives de travailleurs et de réfugiés, le changement climatique, les pandémies, et ainsi de suite – une articulation à l'échelle mondiale des modes de marchandisation. Plutôt que d'être des remparts contre la marchandisation, les États-nations sont plus susceptibles de devenir des instruments de la marchandisation mondiale du travail, de la nature, de l'argent et de la connaissance.

Le concept polanyien de société civile n'est-il pas trop monolithique ? En particulier, lorsqu'on analyse les mouvements sociaux, doit-on les comprendre comme une lutte de la société contre les marchés, ou d'une classe contre une autre ?

Selon moi, Polanyi est un idéaliste, il pense que les êtres humains contrôlent vraiment le monde. Il n'a jamais imaginé qu'il y aurait un autre cycle de marchandisation, car il n'a pas vraiment de théorie sur la façon dont les marchés se développent. Il ne fait pas le lien entre l'essor de la marchandisation et l'essor du capitalisme. Il rejette une grande partie de la responsabilité de la marchandisation du XIX^e siècle sur l'économie politique. C'est probablement exagéré. Aujourd'hui, par exemple, les économistes

devraient être considérés autant comme une expression que comme une cause du néolibéralisme.

L'idéalisme de Polanyi a pour autre conséquence une certaine confusion autour du concept de société civile. C'est un concept très romantique, Polanyi suppose qu'à chaque fois il doit y avoir un contre-mouvement, et il ne fait pas de distinction entre la société civile et l'État. Ma façon de gérer cela est de faire intervenir Gramsci. Celui-ci comprend la relation entre l'État et la société, tandis que Polanyi réfléchit à la relation entre les marchés et la société. Nous avons besoin des deux.

Mais pour conclure cette réponse, laissez-moi souligner l'utilité de Polanyi pour nous aujourd'hui. L'intérêt du tournant polanyien est de déplacer l'attention de l'exploitation du travail vers l'expérience de la marchandisation qui a maintenant atteint les coins les plus reculés de la vie quotidienne. Les mouvements ouvriers existent toujours, bien sûr, mais ils sont en recul dans la plupart des endroits du monde et ils se battent contre la marchandisation de la force de travail (précarisation) plutôt que contre l'exploitation au travail. Le mouvement ouvrier ne domine plus la scène des mouvements sociaux comme il le faisait auparavant. Le capital a compris comment contrôler et absorber la dissidence ouvrière en utilisant des stratégies despotiques ou hégémoniques. En raison des niveaux élevés d'insécurité, les travailleurs ne peuvent atteindre de hauts niveaux de pouvoir, tant collectif que structurel⁵. Bien sûr, il

5. Le *pouvoir collectif* désigne les formes de pouvoir permises par l'organisation collective des travailleurs. Il se distingue du *pouvoir*

continue d'y avoir des mouvements syndicaux, en particulier (mais pas seulement) dans le secteur des services et dans le secteur public (enseignants et infirmières), mais je ne pense pas qu'ils soient de la même ampleur que les réactions à la marchandisation de la première et de la deuxième vagues. À la suite de Polanyi, je place davantage d'espoir dans les réponses collectives à toutes les marchandisations qui affecte tous les domaines de la vie, et surtout à celle de la nature. Le défi consiste à faire de l'« anti-marchandisation » le centre d'une idéologie qui unifie les mouvements sociaux.

Nous assistons aujourd'hui à différentes formes de résistance politique contre la troisième vague de marchandisation : certaines au sein des partis sociaux-démocrates traditionnels (Sanders aux États-Unis, Corbyn au Royaume-Uni, Mélenchon en France), d'autres en dehors (gilets jaunes en France, soulèvements populaires en Équateur, au Chili, au Liban). Laquelle de ces deux voies est la plus efficace et la plus susceptible de réussir, selon vous ?

À mon avis, chacune a besoin de l'autre. Les luttes extraparlimentaires peuvent rendre les luttes parlementaires plus efficaces, et vice versa. Le but est de s'unir autour d'un projet commun. Pour l'instant, au

structurel qui renvoie à la capacité des travailleurs à perturber la production et la circulation de marchandises du simple fait de leur place au sein du système économique. Ces deux notions ont été forgées par Erik Olin Wright dans « Working-Class Power, Capitalist-Class Interests, and Class Compromise [Pouvoir de la classe ouvrière, intérêts de la classe capitaliste et compromis de classe] », *American Sociological Journal*, volume 105, n° 4, 2000, p. 957-1002.

lieu d'être des forces complémentaires, elles sont trop souvent opposées les unes aux autres dans un processus de destruction mutuelle. Aux États-Unis, nous voyons des signes embryonnaires de collaboration entre un petit groupe de gauche émergeant du parti démocrate, connu sous le nom de « The Squad⁶ », et des mouvements sociaux extérieurs au parti. Mais ce n'est pas facile. Nous avons vu la désintégration du parti travailliste britannique sous la direction de Corbyn – c'est le résultat d'une lutte au sein du parti travailliste parlementaire d'une part, et entre ce dernier et sa base d'autre part.

La violence doit-elle être un des instruments des mouvements sociaux aujourd'hui ? Ou devons-nous nous considérer dans une période de guerre de position au sens de Gramsci, et par conséquent nous concentrer sur la lutte pour l'hégémonie ?

C'est une autre question difficile ! De nouveau, dans le meilleur des mondes possibles, les deux iraient de pair, mais cela se passe rarement ainsi. La violence engendre facilement plus de violence et finit par échapper à notre contrôle. J'aime penser comme Fanon, qui distinguait deux fronts dans la lutte anticoloniale : une guerre de mouvement violente contre le colonialisme, et une guerre de position stratégique au sein du mouvement anticolonial lui-même, portant sur la direction à donner

6. « The Squad » (en anglais l'escouade, ou la bande) désigne un groupe parlementaire démocrate de gauche au Congrès des États-Unis. Il est composé de jeunes femmes issues de l'immigration ou noires, parmi lesquelles Alexandria Ocasio-Cortez, Ilhan Omar, Ayanna Pressley et Rashida Tlaib.

après la décolonisation – la voie nationale bourgeoise ou celle de la lutte de libération nationale pour le socialisme. Malheureusement, il était assez naïf à propos du contexte mondial des luttes anticoloniales et de leurs possibilités. Lorsque la violence l'emporte, il est difficile de remettre le génie dans la bouteille.

Gramsci suggérait que sous le capitalisme avancé, la guerre de mouvement suivrait la guerre de position, cette dernière ayant pour tâche la réorganisation de la société civile sous l'égide du Prince moderne (le parti communiste). Cette guerre de position, à long terme, saperait réellement le pouvoir de l'État. Mais, comme nous le savons, une telle réorganisation est incroyablement difficile – briser les milliers de fils qui relie la société civile à l'État, cela défie l'imagination. Je pense que nous devons reposer la question de la base matérielle de la guerre de position. Gramsci présupposait une classe ouvrière qui, en dernière instance, était dévouée au projet socialiste en vertu de sa participation intégrale à la transformation collective de la nature. Comme je l'ai dit, nous ne pouvons pas compter sur cet élan pour mener au socialisme, et c'est pourquoi je suggérerais que la réorganisation de la société civile doit être comprise comme une articulation de luttes contre la marchandisation – luttes susceptibles de réunir une base plus large que celles qui se dirigent seulement contre l'exploitation.

Vous avez défendu les « utopies réelles » au sens d'Erik Olin Wright, qui sont souvent des expérimentations à l'échelle locale. Est-ce qu'elles ne sont pas trop petites pour menacer l'ordre établi ? Ne faut-il pas envisager leur convergence à

grande échelle, pour passer de l'« archipel » que vous mentionnez à un continent socialiste ?

Je suis content que vous me donniez la possibilité de parler du marxisme sociologique. Un de ses principes de base, c'est tout simplement de penser des alternatives au capitalisme. Je pense que le marxisme sociologique a vraiment commencé lorsque l'Union soviétique et les régimes de socialisme d'État en Europe de l'Est se sont effondrés. C'est alors que se pose la question : mais que peut donc bien signifier ce mot, le socialisme ? Si nous ne pensons pas à des alternatives, nous avons très peu de chances de réaliser des alternatives. J'ai toujours soutenu l'incursion de Wright dans le domaine des « utopies réelles ». Il cherche dans le monde des expérimentations existantes qui sont potentiellement stimulantes : coopératives, budgets participatifs, banques sociales, revenus ou services de base universels. Ce sont des projets qu'on voit émerger dans différentes parties du monde.

Nombre de ces projets, vous avez raison, peuvent être facilement absorbés par le capitalisme. Marx, dans son commentaire sur la loi des dix heures en 1864, disait que les coopératives peuvent être des instruments du capitalisme si elles ne s'agrègent pas en un mouvement, mais qu'un mouvement de coopératives porte le potentiel d'une transformation radicale⁷. La tâche que se donne le

7. « En même temps, l'expérience de cette période (1848-1864) a prouvé jusqu'à l'évidence que, si excellent qu'il fût en principe, si utile qu'il se montrât dans l'application, le travail coopératif, limité étroitement aux efforts accidentels et particuliers des ouvriers, ne pourra jamais arrêter le développement, en proportion géométrique,

marxisme sociologique est de penser les alternatives au capitalisme tel qu'il existe, alternatives qui émergent de la société civile, en dehors du marché et de l'État. Il me semble que ces institutions seront très importantes pour nourrir des mouvements sociaux qui puissent se soutenir eux-mêmes. Mais ces alternatives ne doivent pas simplement être énumérées comme une liste de courses. Pour être efficaces, elles doivent être unies par une idéologie commune. Le but du marxisme sociologique est de leur donner une inspiration commune.

Comme vous le dites très bien, nous devons en effet aspirer à un « continent socialiste ». Dans son livre de 2010, *Utopies réelles*, Wright développe l'idée de « pouvoir d'agir social [*social empowerment*] » vis-à-vis de l'État comme de l'économie, en insistant sur le social dans le socialisme⁸. Comme je l'ai écrit dans un article il y a quelque temps déjà, Gramsci théorise la relation de l'État à la « société civile », Polanyi théorise la relation de la « société active » au marché, et le marxisme sociologique les combine⁹. Vues ainsi, les utopies réelles de Wright sont un mode de

du monopole, ni affranchir les masses, ni même alléger un tant soit peu le fardeau de leurs misères. [...] Pour affranchir les masses travailleuses, la coopération doit atteindre un développement national et, par conséquent, être soutenue et propagée par des moyens nationaux. » Karl Marx, « Adresse inaugurale à l'Association internationale des travailleurs » [1864], in Marx et Engels, *Œuvres choisies*, tome II, Moscou, Éditions du Progrès, 1976, p. 5-13.

8. Voir Erik O. Wright, *Utopies réelles*, *op. cit.*, en particulier chapitre 7 : « Utopies réelles II : pouvoir d'agir social et économie ».

9. « For a Sociological Marxism : The Complementary Convergence of Antonio Gramsci and Karl Polanyi », art. cit.

démarchandisation. Son revenu universel de base (qui, je l'accorde, devrait être remplacé par des services de base universellement garantis) vise la démarchandisation de la force de travail; les coopératives visent également la démarchandisation de la force de travail, mais aussi de la terre; les banques publiques et les budgets participatifs visent la démarchandisation de la monnaie; et Wikipédia exprime la démarchandisation de la connaissance. Cette polanyification de Wright donne une unité d'inspiration à son projet des utopies réelles, qui devient une pièce cruciale dans la guerre de position gramscienne.

Bien sûr, la démarchandisation elle-même ne nous donne pas un monde socialiste. Polanyi le souligne, la démarchandisation peut aussi bien déboucher sur la social-démocratie ou sur le fascisme que sur le socialisme démocratique – socialisme que Polanyi lui-même préfigurait dans le dernier chapitre de *La Grande Transformation*. Un socialisme démocratique requiert l'expropriation de la propriété privée, dont la puissance s'accroît toujours plus sous la troisième vague de marchandisation. Comment passe-t-on d'un mouvement de démarchandisation partielle à un mouvement contre la société marchande et pour l'abolition de la propriété privée? Sans une forme ou une autre de parti politique, le projet est condamné. Comment concevoir le Prince moderne à l'heure de la troisième vague de marchandisation? – telle est la question.



BIBLIOGRAPHIE

MICHAEL BURAWOY

Ouvrages traduits

Avant celui-ci, deux ouvrages de Michael Burawoy sont parus en français :

Michael Burawoy, *Produire le consentement*, trad. Quentin Ravelli, Montreuil, La Ville brûle, 2015 [1979].

Michael Burawoy, *Conversations avec Bourdieu*, éd. et trad. Juan Sebastian Carbonell, Aurore Koechlin, Ugo Palheta, Anton Perdoncin et Quentin Ravelli, Paris, Éditions Amsterdam, 2019 [2012].

Existent également en français un certain nombre d'articles de Michael Burawoy parus dans des revues ou des ouvrages collectifs. Citons :

Michael Burawoy, « Peindre le socialisme », trad. Jean-Louis Fabiani, *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 75, 1988, p. 75-82.

Michael Burawoy, « *Making nonsense of Marx*. Le marxisme revu par l'individualisme méthodologique », trad. Jean-Louis Fabiani, *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 78, 1989, p. 61-63.

Michael Burawoy, « L'étude de cas élargie. Une approche reflexive, historique et comparée de l'enquête de terrain », trad. Marie Buscatto, in Daniel Céfaï (dir.), *L'enquête de terrain*, Paris, La Découverte, 2003, p. 425-464.

Michael Burawoy, « Pour la sociologie publique », trad. Mathieu Hauchecorne et Étienne Ollion, *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 176-177, 2009, p. 121-144.

Michael Burawoy, « Revisiter les terrains. Esquisse d'une théorie de l'ethnographie réflexive », trad. Erwan Le Méner, in Daniel Céfaï (dir.), *L'engagement ethnographique*, Paris, Éditions de l'EHESS, 2010, p. 295-350.

Michael Burawoy, « La domination est-elle si profonde? Au-delà de Bourdieu et de Gramsci », trad. Quentin Ravelli, *Actuel Marx*, n° 50, 2011, p. 166-190.

Michael Burawoy, « *Manufacturing Consent* revisité », trad. Manuel Benguigui, *La Nouvelle Revue du travail*, n° 1, 2012, en ligne: <https://journals.openedition.org/nrt/122>.

Michael Burawoy, «Fonctions et reproduction de la main-d'œuvre migrante: une comparaison entre l'Afrique australe et les États-Unis», trad. Clémence Delmas, in Victor Piché (dir.), *Les théories de la migration*, Paris, INED, 2013, p. 169-205.

Michael Burawoy, «L'avenir de la sociologie», trad. Carolyne Grimard et Marc-Henry Soulet, *SociologieS*, 2014, en ligne: <https://journals.openedition.org/sociologies/4774>.

Citons aussi un texte autobiographique et un entretien disponibles en français :

Michael Burawoy, «L'Odyssée d'un ethnographe marxiste 1975-1995», trad. Quentin Ravelli révisée par Dilip Subramanian et Yves Cohen, in Anne-Marie Arborio et al., *Observer le travail. Histoire, ethnographie, approches combinées*, Paris, La Découverte, 2008, p. 153-168.

Michael Burawoy, «Itinéraire d'un sociologue global», par Sébastien Antoine, Cécile Piret et François Rinschbergh, *Savoir/Agir*, 2018, n° 43, p. 75-88.

Ouvrages non traduits

Michael Burawoy, *The Colour of Class on the Copper Mines: From African Advancement to Zambianization* [La couleur de la classe dans les mines de cuivre. Du progrès africain à la zambianisation], Manchester, Manchester University Press, 1972.

Michael Burawoy, *The Politics of Production: Factory Regimes Under Capitalism and Socialism* [Politique de la production. Les régimes d'usine sous le capitalisme et sous le socialisme], Londres, Verso, 1985.

Michael Burawoy et János Lukács, *The Radiant Past: Ideology and Reality in Hungary's Road to Capitalism* [Le passé radieux. Idéologie et réalité dans la voie hongroise vers le capitalisme], Chicago, University of Chicago Press, 1992.

Michael Burawoy, *The Extended Case Method: Four Countries, Four Decades, Four Great Transformations, and One Theoretical Tradition* [L'étude de cas élargie. Quatre pays, quatre décennies, quatre Grandes transformations, et une tradition théorique], Los Angeles, University of California Press, 2009.

Michael Burawoy, *Public Sociology: Between Utopia and Anti-Utopia* [La sociologie publique, entre utopie et anti-utopie], Oxford, Polity Press, 2021.

ERIK OLIN WRIGHT

Ouvrages traduits

Deux ouvrages d'Erik Olin Wright sont parus en français ces dernières années :

Erik O. Wright, *Utopies réelles*, trad. Vincent Farnea et João Alexandre Peschanski, Paris, La Découverte, 2017 [2010].

Erik O. Wright, *Stratégies anticapitalistes pour le XXI^e siècle*, trad. Christophe Jaquet et Rémy Toulouse, postface Laurent Jeanpierre, Paris, La Découverte, 2020.

Son ouvrage *Class Counts: Comparative Studies in Class Analysis* [La classe compte: étude comparative de l'analyse des classes] (Cambridge, Cambridge University Press, 1997) est en cours de traduction par Ugo Palheta et devrait paraître en 2021 aux éditions Amsterdam.

Plusieurs articles écrits par Erik O. Wright sont disponibles en français :

Erik O. Wright, «Une problématique générale pour l'analyse des classes», trad. Nicole Dubois, *Actuel Marx*, n° 3, 1988, p. 55-70.

Erik O. Wright, «Lutte des classes et compromis de classe en période de stagnation et de crise», *Transform!*, n° 11, 2012, p. 17-40, en ligne: http://www.espaces-marx.net/IMG/pdf/T_N11_Wright.pdf.

Erik O. Wright, « Décrire la structure de classe. Pour une approche marxiste élargie », trad. Ugo Palheta, *Mouvements*, n° 100, 2019, p. 71-81.

Signalons aussi deux entretiens avec Erik O. Wright parus en français :

Erik Olin Wright, « Autour du marxisme et des “sciences sociales émancipatrices” », avec Razmig Keucheyan, *Actuel Marx*, n° 63, 2018, p. 202-212.

Erik O. Wright, « Des utopies possibles aux utopies réelles. Entretien avec Erik Olin Wright », avec Vincent Farnea et Laurent Jeanpierre, trad. Lucile Cranskens, Vincent Farnea, Laurent Jeanpierre et Barbara Turquier, *Tracés. Revue de Sciences humaines*, n° 24, 2013, p. 231-243.

Pour des présentations synthétiques en français de l'œuvre d'Erik O. Wright, on pourra lire les articles d'Ugo Palheta « Penser les classes avec Erik Olin Wright » (*Savoir/Agir*, n° 49, 2019, p. 13-22) et « Erik Olin Wright : reconstruire le marxisme » (*La Vie des idées*, 12 mars 2019, <https://laviedesidees.fr/Erik-Olin-Wright-reconstruire-le-marxisme.html>).

Ouvrages non traduits

Erik O. Wright, *Class, Crisis and the State* [Classes, crise, État], Londres, New Left Books, 1978.

Erik O. Wright, *Classes* [Classes], Londres, Verso, 1985.

Erik O. Wright, *Interrogating Inequality: Essays on Class Analysis, Socialism and Marxism* [Questionner l'inégalité. Essais sur l'analyse de classe, le socialisme et le marxisme], Londres, Verso, 1994.

Erik O. Wright, *Understanding class* [Comprendre les classes], Londres, Verso, 2015.

Erik O. Wright a aussi dirigé et participé à plusieurs volumes de la collection « *The Real Utopias Project* » chez l'éditeur Verso entre 1995 et 2019.



PRÉSENTATION DU SÉMINAIRE LECTURES DE MARX

Le séminaire «Lectures de Marx» est un séminaire d'élèves qui a lieu à l'ENS de la rue d'Ulm, à Paris. Né en 2009 à la suite du mouvement social dans les universités, sa création répond à une volonté de nourrir les luttes sociales par une lecture approfondie et critique des textes de Marx et du marxisme. Il se veut un lieu d'autoformation et d'élaboration collective, où l'activité théorique assume son caractère théorique tout en restant tournée vers l'actualité des luttes sociales. Ce séminaire est ouvert au public étudiant comme militant, universitaire comme autodidacte.

La plupart des séances sont prises en charge par les participantes et les participants : elles alternent entre la lecture collective de l'œuvre de Marx et d'Engels (les trois livres du *Capital*, les textes philosophiques de jeunesse, les textes historiques et politiques) et des cycles thématiques sur des notions transversales du marxisme (l'idéologie, la planification, les origines du capitalisme, l'impérialisme,

les crises) ou encore des séances de synthèse sur des marxistes d'importance. Il s'agit de réfléchir ensemble par des discussions vivantes qui associent le public aux exposés, tout en invitant de temps à autre des spécialistes. En 2016, la conférence d'Alain Badiou (*Qu'est-ce que j'entends par marxisme*, Paris, Les Éditions sociales, 2017) inaugure une nouvelle série où des personnalités éminentes du monde intellectuel critique éclairent leur relation à Marx et au marxisme : en 2018, le séminaire a reçu dans cet esprit Antonio Negri, dont la conférence a été publiée sous le titre *Travail vivant contre capital* (Paris, Les Éditions sociales, 2018), et Judith Butler dont l'intervention a donné lieu à l'ouvrage *Deux lectures du jeune Marx* (Paris, Les Éditions sociales, 2019). En 2020, le séminaire a accueilli une conférence de Michael Burawoy, autour de laquelle a été élaboré le présent volume.

Le séminaire « Lectures de Marx » fait partie, depuis 2013, de l'ensemble des séminaires associés « les Armes de la critique ». Cette association cherche à coordonner et faire dialoguer différents séminaires adoptant une perspective critique, dont le Séminaire littéraire des armes de la critique (SLAC), le Séminaire de traduction de Rosa Luxemburg qui participe à la publication de ses œuvres complètes chez Agone-Smolny, le Séminaire sur les *Cahiers de prison* de Gramsci ou le Séminaire Hegel. Enfin, le séminaire Lectures de Marx a nourri la mise en œuvre de projets d'édition et de traduction de Marx et d'œuvres marxistes, notamment dans le cadre des Éditions sociales et en particulier de la GEME (Grande édition Marx et Engels).

La possibilité d'organiser des séminaires d'élèves est rare dans les établissements universitaires français,

et pour ainsi dire inexistante dans les établissements universitaires parisiens : on se trouve vite confronté au manque de salles, à l'importance des effectifs ou encore à l'absence de statut administratif et de reconnaissance universitaire pour de telles activités. Cette pratique est pourtant l'une des expériences les plus formatrices qu'un parcours universitaire puisse compter : outre l'apprentissage du travail collectif, il s'agit d'une véritable formation à la recherche, et nous ne pouvons que regretter la rareté des cadres universitaires qui rendent possible leur mise en place, et la difficulté croissante de leur maintien là où ces cadres existent effectivement.

Pour consulter le programme des séminaires en cours et les archives des séminaires passés, rendez-vous sur le site des Armes de la critique : <https://adlc.hypotheses.org>.



TABLE DES MATIÈRES

POUR UN MARXISME SOCIOLOGIQUE par Michael Burawoy et Erik Olin Wright.	9
Planter le décor : les principaux éléments de la théorie marxiste.	15
La théorie marxiste classique de la trajectoire et du destin du capitalisme . .	21
Le marxisme sociologique : fondements conceptuels	36
Le marxisme sociologique : la théorie de la reproduction contradictoire des rapports de classe	48
Vers une théorie émancipatrice du socialisme	62
Conclusion	82

LES TROIS VAGUES DU MARXISME. PENSER LE CAPITALISME APRÈS POLANYI Par Michael Burawoy	85
Le marxisme comme tradition en constante évolution	88
Reconstruire Polanyi	93
La première vague : le marxisme classique . .	100
La deuxième vague : marxismes soviétique, occidental et tiers-mondiste	103
La troisième vague : le marxisme sociologique	108
Vers un marxisme mondial	113
QUELQUES QUESTIONS À MICHAEL BURAWOY	121
BIBLIOGRAPHIE	135
PRÉSENTATION DU SÉMINAIRE LECTURES DE MARX	147





Achévé d'imprimer en septembre 2021
pour le compte des Éditions sociales
sur les presses de Laballery
Imprimé en France

Dépot légal : octobre 2021
Numéro d'impression : **xxxxxx**

